

**LA PARTI
CIPATION
N'EST PAS
UNE CERISE
SUR LE GATEAU**

Frédéric
PAIROT

Mastere Spécialisé
Innovation By Design
2021

sous la direction de
Laure GARREAU



ENSci
LES ATELIERS

Bouc Bel Air - 23 Septembre 2050

- *Depuis le PC de Météo Europe à Toulouse, Martin Collado. Quel est le temps qui nous attend Martin ?*
- *Bonjour Hugo, bonjour à tous. C'est un temps très doux qui nous attend aujourd'hui avec des moyennes comprises entre 30 et 35 sur la moitié sud du pays et des températures en dessous des moyennes saisonnières sur la moitié Nord où il fera 32 à Brest, 38 à Trouville et seulement 40 à Paris. Mais les températures devraient remonter dans les prochains jours. Météo Europe n'attend pas de pluie sur tout le pays avant au moins la mi-octobre".*

[Transcript du 7-9 Brut sur Twitch]

En 2050, mes fils auront 33 et 30 ans. En 2050 je serai en âge d'être grand-père. 2050 c'est demain et pourtant tous les rapports nous prédisent la fin du monde tel que nous le connaissons aujourd'hui. Et si nous cherchions à changer la façon dont nous construisons notre monde ?

Un très grand et sincère merci à toutes les personnes qui m'ont aidé dans la réalisation de ce mémoire.

Je souhaite tout particulièrement remercier ma directrice de mémoire, Laure Garreau, designer chez Thales, pour le temps qu'elle m'a consacré, les nombreux échanges que nous avons eus qui ont nourri ma réflexion et permis de poser mes idées mais aussi pour son soutien continu.

Je remercie également toutes celles et tous ceux que j'ai pu rencontrer dans le cadre de ce travail. Les entretiens menés m'ont permis d'apprendre beaucoup et de poser un regard neuf sur ce sujet qui m'intéressait depuis longtemps. Je remercie tout spécialement Sophie Rosso et Guillaume-Alexandre Colin pour leurs précieuses mises en relation.

J'adresse aussi toute ma sympathie à Mathias Bejean et Stéphane Gautier et à tous les samouraï.e.s du mastère IBD. Les interactions et les idées qui sont nées de nos échanges ont nourri cette année de multiples transitions.

Je remercie également tous les professeurs, intervenants du Mastère et tous les responsables de l'ENSCI qui ont croisé mon chemin (Geneviève, Caroline, Anthony, Françoise, Frédérique) sans qui cette année extraordinaire par plein d'aspects n'aurait pas pu avoir lieu.

Enfin, je tiens à témoigner toute ma reconnaissance à mes proches, et notamment Dorothée et Sophie, pour leur soutien, leurs relectures avisées et leurs précieux encouragements. Un énorme merci à Sophie, Robin et Maël qui m'ont permis de prendre du temps pour moi pour mener à bien ce mastère. Un clin d'oeil très amical à Jean-Louis qui a fait germer en moi l'idée de passer par l'ENSCI il y a déjà quelques années.

INTRODUCTION



Depuis quelques années, devant l'échec des modèles de décisions solutionnistes et la montée de l'absentéisme citoyen, des modèles coopératifs issus pour certains de mouvements alternatifs (Podemos, Nuit Debout) ont chamboulé le champ de la décision politique. Quelles que soient les échelles (locale, nationale voire internationale), quel que soit le champ d'action (urbanisme, politique publique, lutte contre le réchauffement climatique) les décideurs font appel à la participation citoyenne. Démarches participatives, concertation citoyenne, convention citoyenne, grand débat, enquête publique, autant de dénominations qui regroupent des dispositifs et des outils mis en œuvre pour impliquer, parfois avec des ambitions différentes, les citoyens dans la vie de leur cité et inscrire la pratique de la politique dans leur quotidien. Aidés par l'essor de l'outil numérique, d'une révolution de l'information qui permet à tout un chacun d'exprimer son point de vue, nous assistons à un glissement d'une démocratie représentative à une démocratie présentée comme participative.

LA PARTICIPATION À TRAVERS LES ÂGES ET LES SECTEURS

Néanmoins, l'implication des citoyens dans la construction des politiques publiques n'est pas une nouveauté. Elle s'inscrit dans une tradition démocratique. L'agora athénienne, la révolution communale à l'époque médiévale permettant à la bourgeoisie naissante d'être associée à des prises de décision (fiscalité, travaux locaux, etc.) puis les cahiers de doléances au XVIII^e siècle illustrent cette démarche. Ces dernières années, la concertation publique s'est renforcée car, tout à la fois, elle légitime l'action publique, elle illustre la transparence de l'action des décideurs et maîtrise les oppositions frontales tout en adaptant le projet aux attentes des populations concernées en s'appuyant sur leur expertise de terrain. Elle participe, ou a du moins la volonté de participer à l'écriture commune d'un récit de la chose publique. Mais qu'en est-il dans les faits ? La question de l'implication des parties prenantes dans un projet de transformation n'est pas réservée au domaine public ou de la politique. Le monde

industriel est aujourd'hui profondément chahuté par des courants violents de transformation : le numérique et le changement climatique notamment. Ingénieur de formation, j'ai eu la chance de travailler dans des domaines industriels passionnants : l'énergie nucléaire et l'aéronautique. Deux industries dont les schémas de développement sont issus des décisions planifiées il y a des années par le commissariat au plan, deux industries dont les choix stratégiques ont été imposés par des gouvernements successifs aux citoyens. Deux industries historiques, en France, mais qui subissent de plein fouet leur révolution numérique. C'est en menant des projets de transformation au sein d'AREVA d'abord puis de DAHER (un équipementier aéronautique) que je me suis intéressé à la transformation des organisations, à ce qu'on appelle pudiquement la gestion du changement qui s'est révélée souvent être la façon dont on allait faire avaler la pilule aux salariés.

Lors de mon dernier poste, j'étais chargé de piloter un programme de transformation. La vision avait été construite par la direction avec l'aide de plusieurs cabinets de conseils, restait à la mettre en musique.

A mon arrivée dans l'entreprise, il m'est paru évident que la vision n'était pas partagée. Elle était communiquée mais ne répondait qu'aux aspirations d'une strate de l'organisation. Comme me l'a dit alors une des techniciennes, passée peu après cadre : "Tu sais Frédéric, je ne suis pas payée pour dire comment on pourrait mieux travailler mais pour exécuter ce que les cadres ont décidé pour moi. Donc, mon avis, on ne me l'a jamais demandé".

Ce constat (le futur que l'on m'avait commandé n'était pas souhaité par tous) m'a amené à proposer une première phase de redéfinition collective de l'enjeu de la transformation pour laquelle j'avais été mandaté. Cette redéfinition a été réalisée avec tous les acteurs impliqués pour construire ensemble un projet d'organisation et de travail ; définir en premier le commun et le soigner avant de travailler les sujets spécifiques à chaque métier. Comme le rappelle le personnage d'Anaïs Demoustier dans le film *Alice et le Maire* (Nicolas Parisier, 2019) la notion de progrès est relative à la personne qui l'exprime, ce

qui justifie l'importance du récit politique pour définir quel modèle de société un groupe veut porter (le groupe pouvant être une entreprise, une ville, un état ...).

Lors de ce travail fondateur, il m'est clairement apparu que la vision de ce qu'allait devenir la fonction *Engineering* n'avait jusqu'alors jamais été explicitée par le management alors que le projet était lancé depuis plus de quatre ans. Des actions avaient été lancées, des sommes considérables investies mais chacun des acteurs avait une vision de la transformation différente de ses voisins, une vision différente de ce que devait être l'avenir. La solution avait été choisie par le management et non pas construite par ceux qui allaient en devenir les acteurs. Une fois mené ce travail de redéfinition d'un futur commun, nous avons pu avancer beaucoup plus sereinement et rapidement, dans une direction différente il faut bien en convenir.

Ce travail, mené dans l'urgence en petit comité, en expérimentant tout le temps et en se trompant parfois, a permis à tous les acteurs de partager et de définir un futur commun, de définir «juste ce qu'il fallait» pour nous permettre d'avancer peu à peu et nous donner la possibilité de revenir dessus sans tout remettre en cause.

Ces expériences, menées dans un contexte professionnel, m'ont amené à m'intéresser aux liens que l'on pouvait tisser entre la pratique du design et l'animation d'un projet de transformation. Cette problématique n'est d'ailleurs pas réservée au champ de l'entreprise. Notre société vit aujourd'hui de multiples transformations et les démarches de concertation sont aujourd'hui monnaie courante.

PARTICIPATION ET INNOVATION DÉMOCRATIQUE

Ces dernières années ont été l'occasion, dans le domaine des politiques publiques, de nombreuses démarches participatives parfois largement médiatisées. On pourra citer notamment la convention citoyenne pour le climat, le grand débat sur le nucléaire, le grand débat post gilets jaunes. L'objectif affiché étant pour les dirigeants de ne pas imposer de solutions mais de construire avec les citoyens des solutions, eux qui expriment, comme le dit Judith Ferrando, sociologue et co-directrice de

l'agence Missions Publiques, «le souhait de participer, directement, à la discussion des choix qui les concernent».

Le concept de « coproduction » citoyenne de services publics a vu le jour dans les années 1970 et 1980 aux États-Unis, notamment sous la plume d'Elinor Ostrom (prix Nobel d'économie), comme méthode pour innover en matière d'engagement civique. L'intention était double : développer un canal pour l'action démocratique ascendante (par opposition à l'action descendante) et inspirer la participation des citoyens à l'action démocratique dans d'autres domaines de leurs communautés.

Souvent pensé comme un «concept magique» (Pollitt et Hupe, 2011), auquel on attribue un rôle majeur dans l'innovation sociale et démocratique, le résultat de ces démarches est souvent remis en cause. Ces démarches sont souvent animées par des médiateurs issus des sciences politiques ou de la sociologie et plus rarement du design.

Or, comme le dit Marie-Haude Caraës, directrice de l'École supérieure des beaux-arts d'Angers, «le designer ne se contente pas d'observer des comportements, des pratiques, des usages pour dessiner des objets. Il organise un très grand nombre de savoirs, agrégation de cultures scientifiques, techniques, esthétiques et politiques qui lui servent de terreau informationnel pour élaborer son dessein» (Caraës, n.d.). Il aura donc vraisemblablement un rôle à jouer pour que les formes et les outils mobilisés dans le cadre de ces démarches participatives servent leur dessein et c'est ce qui sera développé dans ce mémoire.

Nous tenterons de dresser un panorama historique des démarches participatives et de porter un regard critique sur certaines d'entre elles menées récemment. Puis, après avoir effectué un rappel historique sur le design critique et le design pour les politiques publiques (ou design d'intérêt général) nous essaierons de définir ce qu'une approche design pourrait apporter aux moments de démocratie participative. Dans un dernier temps, nous tenterons de dessiner les contours de ce que pourrait être le métier de designer du débat public, ses missions mais également ses limites.



Séance de vote à Nuit Debout

Nuit debout est un ensemble de manifestations sur des places publiques, principalement en France, ayant commencé le 31 mars 2016 à la suite d'une manifestation contre la loi Travail.

Créé à l'issue d'une réunion publique organisée par François Ruffin, le mouvement fonctionne ensuite sans leader ni porte-parole. Il est organisé en commissions et les prises de décisions se font par consensus lors d'assemblées générales, suivant les principes de la démocratie directe

SOMMAIRE



Introduction	4
1. La Participation à travers les âges et les secteurs	5
2. Participation et innovation démocratique	6
Sommaire	8
1. Modèles et formes contemporaines de la participation citoyenne	10
1. Les formes de démocratie	12
2. Une évolution historique qui conduit à une double crise de la démocratie participative	12
3. Les limites du référendum comme instrument de la démocratie directe	14
4. Les différentes temporalités et modalités de la participation	15
2. Des exemples de concertations et de démarches participatives	18
1. Démocratie participative – une multiplicité des réalités	19
2. Le Grand Débat post Gilets Jaunes	20
3. La Convention Citoyenne pour le Climat (CCC)	22
4. La révision du Plan Local d'Urbanisme de la ville de Paris	24
5. Débats Publics autour du projet de centrale nucléaire PENLY3	26
6. Conseil des Générations Futures de la ville de Paris	28
7. La conception du jardin Chapelle Charbon	30
8. L'expérience de la Mairie de Saillans (Drôme)	32
3. Design et Politiques Publiques - un potentiel de participation	36
1. Design for debate et design des politiques publiques des pratiques en réaction au design industriel	37
1. Une brève histoire du design for debate	37
2. Du design industriel au design des politiques publiques	39
2. Et maintenant, designons une démocratie vraiment participative!	40
1. Première mission: Informer	41
2. Seconde mission: Consulter	42
3. Troisième mission: Construire	44
4. Quatrième mission: Décider	45
5. Cinquième mission: Agir	48
Epilogue Fictionnel	50
1. Transcript du 7-9 de Brut sur Twitch du 23 septembre 2050	51
2. Extrait d'un article publié dans la revue Horizons Publics - Mai 2050	52
Annexes	54



MODÈLES ET FORMES CONTEMPORAINES DE LA PARTICIPATION CITOYENNE

Lettre aux français

Message envoyé par Emmanuel Macron à tous les français à l'ouverture du grand débat national en 2019.

*Chères Françaises, chers Français, mes chers compatriotes,
Dans une période d'interrogations et d'incertitudes comme celle que nous traversons, nous devons nous rappeler qui nous sommes. [...]
Chacun partage le destin des autres et chacun est appelé à décider du destin de tous : c'est tout cela, la Nation française.*

*[...]
Je sais, bien sûr, que certains d'entre nous sont aujourd'hui insatisfaits ou en colère. Parce que les impôts sont pour eux trop élevés, les services publics trop éloignés, parce que les salaires sont trop faibles pour que certains puissent vivre dignement du fruit de leur travail, parce que notre pays n'offre pas les mêmes chances de réussir selon le lieu ou la famille d'où l'on vient. Tous voudraient un pays plus prospère et une société plus juste.*

Cette ambition, je la partage. La société que nous voulons est une société dans laquelle pour réussir on ne devrait pas avoir besoin de relations ou de fortune, mais d'effort et de travail.

*[...]
Afin que les espérances dominent les peurs, il est nécessaire et légitime que nous nous reposions ensemble les grandes questions de notre avenir.*

C'est pourquoi j'ai proposé et je lance aujourd'hui un grand débat national qui se déroulera jusqu'au 15 mars prochain.

*Depuis quelques semaines, des maires ont ouvert leurs mairies pour que vous puissiez y exprimer vos attentes. [...]
Vous pourrez participer à des débats près de chez vous ou vous exprimer sur internet pour faire valoir vos propositions et vos idées. Dans l'Hexagone, outre-mer et auprès des Français résidant à l'étranger. Dans les villages, les bourgs, les quartiers, à l'initiative des maires, des élus, des responsables associatifs, ou de simples citoyens... Dans les assemblées parlementaires comme régionales ou départementales.*

*[...]
Pour moi, il n'y a pas de questions interdites. Nous ne serons pas d'accord sur tout, c'est normal, c'est la démocratie. Mais au moins montrerons-nous que nous sommes un peuple qui n'a pas peur de parler, d'échanger, de débattre.*

Et peut-être découvrirons-nous que nous pouvons tomber d'accord, majoritairement, au-delà de nos préférences, plus souvent qu'on ne le croit.

*[...]
De ce débat peut sortir une clarification de notre projet national et européen, de nouvelles manières d'envisager l'avenir, de nouvelles idées.*

À ce débat, je souhaite que le plus grand nombre de

Français, le plus grand nombre d'entre nous, puisse participer.

*[...]
Enfin, il est évident que la période que notre pays traverse montre qu'il nous faut redonner plus de force à la démocratie et la citoyenneté. .*

Être citoyen, c'est contribuer à décider de l'avenir du pays par l'élection de représentants à l'échelon local, national ou européen. Ce système de représentation est le socle de notre République, mais il doit être amélioré car beaucoup ne se sentent pas représentés à l'issue des élections.[...]

La citoyenneté, c'est aussi le fait de vivre ensemble.

[...]

Dans les semaines qui viennent, je vous invite à débattre pour répondre à ces questions déterminantes pour l'avenir de notre Nation. Je souhaite aussi que vous puissiez, au-delà de ces sujets que je vous propose, évoquer n'importe quel sujet concret dont vous auriez l'impression qu'il pourrait améliorer votre existence au quotidien.

Ce débat est une initiative inédite dont j'ai la ferme volonté de tirer toutes les conclusions. Ce n'est ni une élection, ni un référendum. C'est votre expression personnelle, correspondant à votre histoire, à vos opinions, à vos priorités, qui est ici attendue, sans distinction d'âge ni de condition sociale. C'est, je crois, un grand pas en avant pour notre République que de consulter ainsi ses citoyens. Pour garantir votre liberté de parole, je veux que cette consultation soit organisée en toute indépendance, et soit encadrée par toutes les garanties de loyauté et de transparence.

C'est ainsi que j'entends transformer avec vous les colères en solutions.

Vos propositions permettront donc de bâtir un nouveau contrat pour la Nation, de structurer l'action du Gouvernement et du Parlement, mais aussi les positions de la France au niveau européen et international. Je vous en rendrai compte directement dans le mois qui suivra la fin du débat.

Chères Françaises, chers Français, mes chers compatriotes, je souhaite que le plus grand nombre d'entre vous puisse participer à ce grand débat afin de faire œuvre utile pour l'avenir de notre pays.

En confiance,

Emmanuel MACRON (Macron, 2019)

LES FORMES DE DÉMOCRATIE

Le terme démocratie, du grec ancien δημοκρατία / dēmokratía, combinaison de δῆμος / dêmos, « territoire » (de daiesthai, « partager ») puis « peuple » (en tant qu'ensemble de tous les citoyens de la cité), et kratin (« commander »), désigne à l'origine un régime politique dans lequel tous les citoyens participent aux décisions politiques au moins par le vote. Ce principe fondateur est posé dès le Vème siècle av JC par Périclès, comme le rapporte Thucydide dans La Guerre du Péloponnèse « nous intervenons tous personnellement dans le gouvernement de la cité au moins par notre vote [...] » (Thucydide, n.d.).

De régime politique, la démocratie caractérise maintenant des systèmes politiques dans lesquels la souveraineté du peuple peut s'exprimer de façon différente. Historiquement on distingue deux grands types de systèmes politiques démocratiques.

- La démocratie directe : les citoyens adoptent eux-mêmes les lois et décisions importantes et choisissent eux-mêmes les agents d'exécution, généralement révocables.
- La démocratie indirecte ou représentative : des représentants sont tirés au sort ou élus par les citoyens, pour un mandat non-impératif à durée limitée, durant lesquels ils ne sont généralement pas révocables par les citoyens. C'est le système politique dans lequel nous vivons en France.

Entre ces deux modèles, plusieurs modalités de participation des citoyens à la vie politique existent et ce sont ces nuances de la participation que nous allons observer.

UNE ÉVOLUTION HISTORIQUE QUI CONDUIT À UNE DOUBLE CRISE DE LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

Il existe trois origines distinctes aux dispositifs où s'exerce la participation des citoyens.

C'est aux Etats-Unis, pour la première fois, que la « démocratie participative » au niveau local a été conçue dans les années 60 pour gérer les quartiers

les plus pauvres, et contrer la paupérisation des centre-ville. Il s'agissait surtout de favoriser l'engagement civique dans les quartiers défavorisés, en partant du principe que la participation permet un apprentissage et une socialisation politique. Cette expérience américaine a inspiré le thème de la participation au niveau local dans la "politique de la ville" mise en œuvre en France à partir des années 80.

La deuxième catégorie de dispositifs a été mise en place, par étapes, à la suite de mesures législatives qui ont institutionnalisé la formule du débat préalable à la décision d'un projet, en général d'aménagement : l'objectif étant de désamorcer les conflits avant l'exécution d'un projet planifié (1992 – construction du TGV Sud-Est par exemple). Les outils mobilisés sont, comme dans l'exemple du projet Penly 3 qui sera détaillé par la suite, plus des outils de communication que de participation (information, réunions publiques principalement).

En 2002, la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité reconnaît explicitement à ces débats un caractère consultatif et les inscrit dans le domaine de la concertation. Ces mesures instaurent un nouveau type de rapport entre les citoyens et les pouvoirs publics en matière de conception de projets de grandes infrastructures publiques.

La troisième catégorie de dispositifs a été instaurée pour obtenir un avis citoyen sur des questions complexes (notamment par ses dimensions éthiques), nécessitant décision publique. En France, le premier pas a été réalisé en juin 1998. L'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et techniques a été maître d'œuvre d'une conférence de deux jours durant laquelle 10 citoyens, tirés au sort, ont examiné la question des OGM : après avoir été préparés par plusieurs ateliers de formation, ils ont posé leurs questions à des scientifiques, industriels, représentants de ministères, etc., puis débattu, et enfin rendu une série de recommandations. Leur pertinence a démontré aux sceptiques que convenablement formés, les citoyens étaient capables d'aborder des sujets complexes (Callon et al., 2001). Depuis, les conférences de citoyens se sont multipliées.

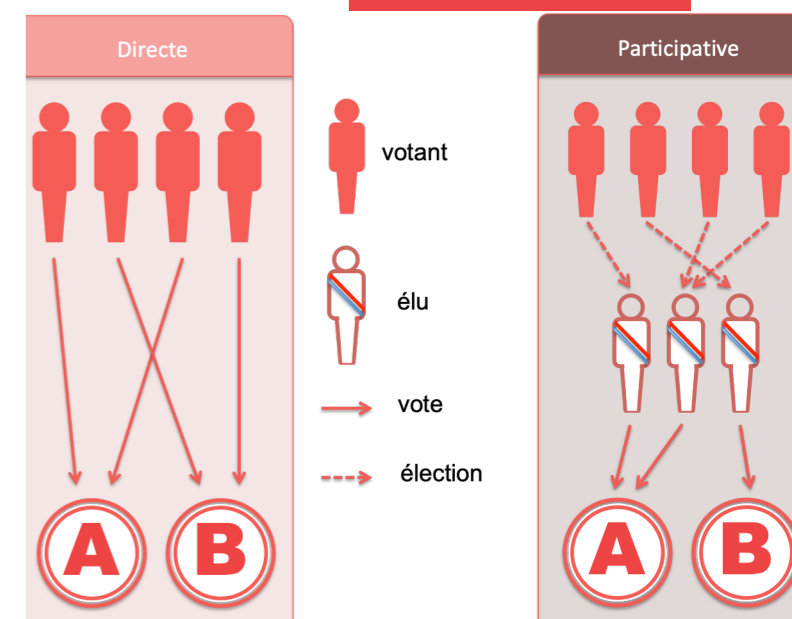
On voit donc que depuis les années 60, face à un exercice très planifié de la démocratie représentative, le concept politique de démocratie participative se développe. De plus en plus de moyens de débattre, d'exprimer leur avis et de peser dans les décisions qui les concernent sont ainsi mis à la disposition des citoyens : conseils de quartier, conseils de développement, conseils consultatifs, essors des civitech, convention citoyenne...

Cette façon d'appréhender le fait politique se déploie dans le cadre d'une interrogation croissante sur les limites de la professionnalisation de la politique et de la tendance à l'épistocratie (que l'on retrouve plus récemment dans l'instauration d'un conseil sanitaire sous l'autorité de Jean-François Delfraisy). Par ailleurs, comme l'explique Michel Callon, « Les avancées des sciences et techniques ne sont plus contrôlables par les institutions politiques dont nous disposons » (Callon et al., 2001). L'implication croissante des citoyens répond donc également au besoin éthique de statuer sur les controverses socio-techniques issues notamment des nouvelles découvertes technologiques et scientifiques.

Dans cette vision, le citoyen peut dépasser son rôle d'électeur pour jouer le rôle d'expert-profane¹. Cette notion d'expert-profane prend naissance dans les années 80 où, dans le cadre de la lutte contre le SIDA, les membres de Act'Up avaient développé une connaissance extrêmement forte et intime de la maladie et finalement en savaient parfois plus que leurs propres médecins. Il est aujourd'hui admis que ces mouvements de malades ont participé à un rééquilibrage de la relation médecin-patient aux bénéfices de ces derniers.

La démocratie représentative prend donc naissance dans la participation à la défense des intérêts des citoyens, dans la remise en cause de l'expertise de

1- L'expert-profane est, selon Franck Escoubes, l'ensemble des « citoyens qui ont pour particularité d'être soit très affectés par un problème social ou sociétal, et donc très connaisseurs de ce problème parce qu'il les affecte au premier chef. Ou alors des citoyens qui sont très compétents sur le sujet, parce qu'ils sont passionnés par le sujet ou parce que leur métier les prédispose à avoir un savoir connexe. »



Les formes de démocratie

Représentation schématique des modalités de décision dans une démocratie directe et une démocratie représentative

celles et ceux en charge de prendre les décisions. Mais aujourd'hui, dans un monde où les crises semblent se bousculer, non seulement « l'idée que le pouvoir soit entre les mains de gestionnaires centraux devient obsolète » (Escoubès et Proriol, 2021) mais la représentativité des gouvernants, leur capacité à rassembler et à proposer une vision du monde, est également mise à mal alors qu'elle est la condition de la légitimité de leur action.

Or, comme le résumait Franck Escoubès et Gilles Proriol, « représenter, c'est défendre les intérêts de ceux qui vous ont fait confiance, décider à leur place et leur rendre des comptes. Mais c'est aussi incarner, ressembler, rassembler, proposer une vision du monde dans laquelle le représenté se reconnaît et s'identifie » (Escoubès et Proriol, 2021). Nous faisons donc face à une double crise de la représentation, à la fois dans la capacité des dirigeants à prendre des décisions et dans la capacité de leurs citoyens à se retrouver dans la vision qu'ils proposent, « le sentiment d'une partie croissante de la population d'être abandonnée par les pouvoirs publics, de ne pas être écoutée et de voir ses difficultés ignorées » (Rosanvallon, 2020). Mais cette crise de la représentation « est aussi une crise de la compréhension de [notre] société : celle-ci est devenue illisible, introuvable à ses propres yeux comme à ceux de l'observateur » (Rosanvallon, 2020). Ce phénomène peut amener certains citoyens à se sentir invisibles. Cette invisibilité a deux conséquences distinctes : la relégation de ces « invisibles » en dehors de l'action démocratique d'une part et l'illisibilité de la société d'autre part.

LES LIMITES DU RÉFÉRENDUM COMME INSTRUMENT DE LA DÉMOCRATIE DIRECTE

Le référendum, on l'a vu lors de la crise des gilets jaunes ou encore aujourd'hui dans les discours les plus populistes, est présenté par certains comme l'arme de l'expression directe des citoyens, et donc de démocratie directe. L'autre argument usuellement convoqué est la réduction du mandat confié aux élus à un mandat impératif, les réduisant à un rôle de délégué, ce qui est prohibé par la constitution de la V^{ème} République (article 27).

Le référendum n'est pas une solution miracle. Il exige des conditions bien précises. Tout d'abord, il faut que la question posée soit claire et puisse recevoir une réponse binaire. Il n'est pas certain que l'extension du champ du référendum à des questions sociétales (comme la procréation médicalement assistée, l'euthanasie ou la consommation de drogue) puisse respecter cette condition, dans la mesure où ces questions appellent des réponses nuancées qui ne peuvent se réduire à un oui ou à un non. Ensuite, les électeurs doivent être en mesure d'apprécier la portée de la décision qui sera prise et ses conséquences à long terme. On a vu comment certains électeurs britanniques se sont sentis floués lors de la mise en œuvre du référendum conduisant au Brexit parce que le coût économique et politique de cette décision n'avait pas été explicité sous tous ses aspects. Enfin, il faut éviter le plébiscite pour ou contre le chef de l'État ou le gouvernement, ce qui s'est produit en 1969 lorsque le général de Gaulle a mis en jeu son mandat lors du référendum portant sur la réforme du Sénat et la régionalisation. Dans ce cas, même un président bien élu peut voir sa légitimité mise en cause par une coalition d'électeurs le rejetant pour des motifs différents. C'est bien le risque que prend chaque le président de la République lorsqu'il décide d'utiliser la voie référendaire.

A pousser le concept du référendum un peu plus loin, on pourrait aussi imaginer une démocratie directe qui ne fasse intervenir que les citoyens sans contrôle public, au moins pour certains champs de décision. Le risque serait alors la construction de projets exclusifs au sens de l'exclusion de l'autre. La participation de la puissance publique doit garantir le travail sur un projet de société inclusif.

Il y a donc un double enjeu dans l'exercice de la participation citoyenne dans notre démocratie représentative : faire ressortir de l'ombre des existences et contribuer à la formation de nouvelles catégories. Cette double mécanique permettra de mieux appréhender la société d'aujourd'hui et d'en comprendre plus efficacement les ressorts et les problèmes car « plus de visibilité et de lisibilité conduit à rendre la société mieux gouvernable et mieux réformable » (Rosanvallon, 2020).

Ces deux enjeux auront pour but de rendre à nouveau la démocratie représentative opérante sans tomber dans les dangers du recours récurrent au référendum, de construire un projet inclusif au sein duquel d'une part les différents îlots de « l'archipel citoyen » se comprennent et s'entendent et se sentent représentés d'autre part par leurs dirigeants.

LES DIFFÉRENTES TEMPORALITÉS ET MODALITÉS DE LA PARTICIPATION

Faire participer le citoyen à la vie politique est donc devenu un enjeu de société pour lutter contre la défiance croissante vis à vis des gouvernants comme le rappelle la lettre d'Emmanuel Macron à l'intention de tous les français lors du lancement du Grand Débat National en 2019.

Mais une telle démarche participative nécessite une organisation, un cadre et une mission.

En ce qui concerne le cadre, mettre en œuvre une démarche de coproduction nécessite l'intervention de trois acteurs ou groupes d'acteurs :

- **un commanditaire**, généralement en France une administration ou un élu,
- **une assemblée de citoyens** qui peut être constituée de citoyens volontaires ou tirés au sort, et
- **un tiers** lié par un mandat de participation au commanditaire et par un mandat de confiance avec l'assemblée des participants. Charge à ce tiers de construire le dispositif pour répondre au mandat de participation et de proposer une synthèse des interventions en retour. Charge à ce tiers de concevoir les dispositifs d'expression et de donner forme à la participation citoyenne.

En ce qui concerne la mission, elle peut être de plusieurs ordres, en effet le terme de « coproduction » peut décrire plusieurs temporalités d'un projet (Escoubès et Proriol, 2021). Nous verrons par la suite les pratiques actuelles et les enjeux auxquels le design pourrait répondre pour chacune mais nous pouvons distinguer :

- la **consultation** – la question est la mise en

commun des ressentis et des émotions entre les participants

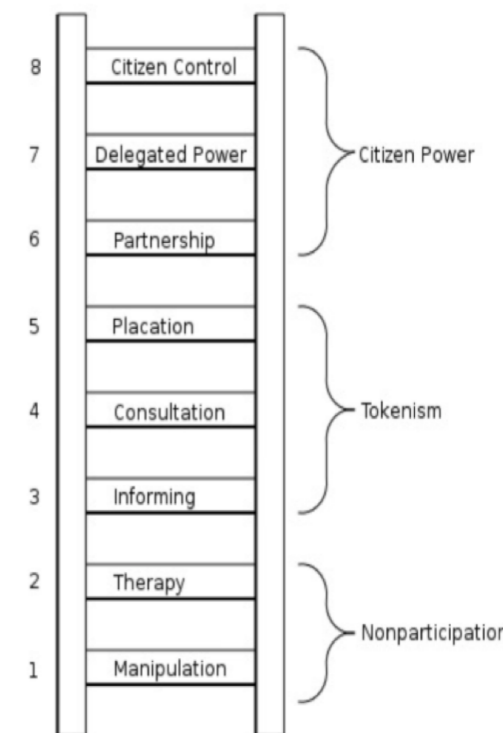
- la **construction** – la question serait alors la construction commune d'un ensemble de valeurs permettant de définir un futur désirable
- la **décision** – la question serait alors l'établissement d'un cadre législatif permettant l'atteinte de ce futur désirable
- **l'action ou la gestion** – ce sont ici les modalités pratiques de mise en œuvre, l'action de chaque citoyen et l'évaluation de la mise en œuvre qui seraient questionnées

Je propose de rajouter à ces 4 types de missions, une mission d'information où la question serait alors le partage d'information à une assemblée sans attendre de retour de sa part.

Outre la mission, il convient également de s'interroger sur l'intention en termes de participation du commanditaire (et dans une moindre mesure des participants) et les outils mis en œuvre par le mandataire. Dès les années 1970, Sherry Arnstein propose une échelle de la participation (Arnstein, 1969) allant de la manipulation du public à la gestion autonome des projets par le public. Sur

Echelle d'Arnstein

Sherry Arnstein (1930-1997) sociologue américaine qui a proposé la première échelle de la participation



cette base, Roger Hart (Hart, 1992), qui a travaillé sur la participation des enfants, introduit la notion de partage de la décision et propose également une échelle de la participation à 8 niveaux en reprenant les catégories de Arnstein.

Plus récemment, des travaux du conseil de la Santé et du Bien Être au Québec ont mis en relation les techniques de participation avec le niveau de pouvoir des citoyens, les outils mobilisés en fonction des jalons de l'échelle d'Arnstein. Pour eux, on peut donc également distinguer 8 niveaux de modalité de participation, mais en proposant aux niveaux les plus bas la communication, le marketing et le sondage (Thibaut et al., 2000).

Sur la base de ces travaux et de l'analyse des pratiques, l'International Association for Public Participation (IAP2) a proposé en 2007 un « spec-

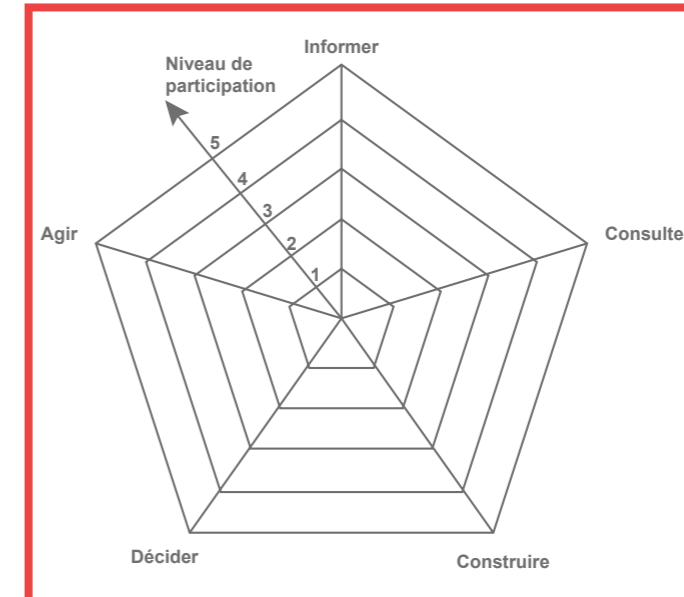
trum » de la participation citoyenne qui comporte 5 niveaux, c'est celui-ci que nous utiliserons par la suite : Informer, Consulter, Impliquer, Collaborer et Habilitier.

Le tableau ci-dessous détaille pour chacun des ces cinq niveaux les objectifs, la promesse faite aux participants et propose des exemples de démarche.

En synthèse je propose les deux outils suivants que j'utiliserai par la suite pour comparer plusieurs expériences de démocratie participative :

- un radar pour évaluer sur une expérience le niveau de participation pour chacune des missions
- une grille de comparaison permettant de comparer les différentes expériences entre elles.

	Informer	Consulter	Impliquer	Collaborer	Habilitier
Objectifs	Fournir à l'audience une information objective et neutre pour leur permettre d'appréhender un problème, les alternatives et les solutions existantes	Recueillir un retour de l'audience sur une analyse, des alternatives ou des décisions préalablement travaillées	Travailler directement avec l'audience tout au long du processus pour s'assurer que leurs aspirations sont bien comprises et considérées	Travailler en partenariat avec l'audience sur tous les aspects du processus, y compris l'identification et l'analyse des différentes alternatives et l'identification de la solution préférable	Mettre la décision finale dans les mains de l'audience
Promesse utilisateurs	Nous vous tiendrons informés.	Nous allons écouter et prendre en compte vos remarques et vous indiquer comment elles ont influencé notre décision.	Nous allons travailler ensemble pour s'assurer que vos problématiques et vos aspirations soient directement prises en compte dans les alternatives étudiées et vous préciser comment votre participation a influé notre décision.	Nous comptons sur vous pour travailler avec nous à l'élaboration de solutions qui prennent en compte vos expériences et votre expertise de terrain.	Nous déploierons ce que vous avez décidé.
Exemples de démarche	<ul style="list-style-type: none"> • Communication / marketing social • Site web • Maison du projet • Réunions publiques 	<ul style="list-style-type: none"> • Sondages • Focus group • Réunions publiques • Débats • Médiateurs • Consultations 	<ul style="list-style-type: none"> • Ateliers • Vote du public 	<ul style="list-style-type: none"> • Comités citoyens • Immersion / projection • Processus de décision participatif 	<ul style="list-style-type: none"> • Assemblée citoyenne avec délégation de pouvoirs • Jury citoyens • Vote



Radar de participation

Cet outil permet de mesurer pour une démarche le niveau de participation (de 1 à 5) pour les cinq missions (informer, consulter, construire, décider et agir)

Habilitier					
Collaborer					
Impliquer					
Consulter					
Informer					
	Informer	Consulter	Construire	Décider	Agir

Matrice de participation

Cet outil permet de comparer plusieurs expériences de démocratie participatives

DES EXEMPLES DE CONCERTATIONS ET DE DÉMARCHES PARTICIPATIVES



*« Nous ne pourrons
pas faire la République
tant que nous reste-
rons dans une terrible
ignorance les uns des
autres »*

Michelet 1848

DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE – UNE MULTIPLICITÉ DES RÉALITÉS

Les moments de démocratie participative sont multiples, on peut en trouver trace à toutes les échelles ; de l'échelle du quartier ou du village à une échelle internationale (par exemple la consultation citoyenne mondiale sur la gouvernance de l'IA menée par « The Future Society » en 2017-2018 (Albet, 2018), mais également à l'échelle de l'entreprise (EDF a ainsi consulté ses 100 000 salariés en 2018 pour proposer au Comité de Direction « une vision enrichie et 20 défis d'importance pour le groupe » (Barbier, 2018)).

Comme l'affirment Loïc Blondiaux et Jean-Michel Fourniau, « Ce qui frappe d'emblée [...] c'est l'éclatement des références, des concepts et des buts visés. » (Blondiaux et Fourniau, 2011), la démocratie participative peut en effet prendre des formes multiples, aboutir à des desseins multiples et répondre à des intentions à chaque fois différentes.

Nous allons nous intéresser dans les prochaines pages à plusieurs exercices plus ou moins récents de démocratie participative et essayer pour chacun d'identifier les acteurs qui étaient en jeu, le mandat de participation qui avait été confié, étudier les outils et les formes du débat mobilisés ainsi que les résultats apportés.

Ces exemples, s'ils ne sont pas exhaustifs, ont été choisis de sorte à présenter un panel varié et représentatif de l'éventail des concertations publiques à différentes échelles de territoire, permettant de tirer quelques conclusions utiles pour le propos de ce mémoire.

Les exemples retenus sont :

- Le Grand Débat post gilets Jaunes
- La Convention Citoyenne pour le Climat
- La révision du PLU de la Ville de Paris
- Les débats publics autour du projet de centrale nucléaire de Penly 3
- Le Conseil des Générations Futures de la Ville de Paris
- La conception du jardin Chapelle Charbon
- L'expérience de la mairie de Saillans

LE GRAND DÉBAT POST GILETS JAUNES

CONTEXTE

En 2018, à partir du mois d'Octobre, la France est secouée par un mouvement de protestation non structuré – les Gilets Jaunes. Du fait de sa spontanéité, de son organisation en dehors de tout cadre partisan, de l'absence de revendications claires, de la critique partagée de la démocratie représentative, le mouvement des Gilets Jaunes a été comparé avec la révolte des sans-culottes lors de la révolution française (de Waresquiel, 2019; Grunberg, 2019). Le 10 décembre 2018, le président de la République, Emmanuel Macron, annonce l'organisation d'un grand



Images des manifestations de Gilets Jaunes en 2019

« Nous ne reprendrons pas le cours normal de notre vie, comme souvent par le passé pour des crises semblables. Nous sommes à un moment historique pour notre pays. Par le dialogue, le respect et l'engagement, nous réussirons. »

E. Macron
10/12/2018



Image tirée de l'allocution télévisée du 10/12/2018

débat, sur tout le territoire et ouvert à tous les Français, un « outil consultatif de sortie de crise ». Ce débat avait pour principal objectif « de donner la parole aux citoyens afin d'envisager des solutions communes sur quatre thèmes : la fiscalité et les dépenses publiques, l'organisation de l'Etat et des services publics, la transition écologique, la démocratie et la citoyenneté » (Escoubès et Proriol, 2021)



MISE EN OEUVRE

D'un point de vue administratif, le Grand Débat est organisé sous l'égide de la Ministre de la Transition écologique et solidaire et du Ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales. Un collège de garants a été nommé, en charge de faire respecter les principes directeurs suivants : transparence, pluralisme, inclusion, neutralité, égalité et respect de la parole.

En termes de dispositifs, six modes de participation ont été mobilisés (les chiffres cités proviennent de l'ouvrage *La Démocratie Autrement* (Escoubès et Proriol, 2021) :

- une plateforme en ligne (granddebat.fr) – 506 000 contributeurs, 1,9 millions de contributions
- des cahiers de doléances mis à disposition dans les mairies – 57% des mairies l'ont proposé, 218 000 contributions individuelles écrites à la main
- des courriers et e-mails envoyés directement au gouvernement – 27 400 courriers



Deux formats :

- une réunion d'initiative locale
- un débat entre le Président de la République et des élus locaux



En termes de volume, l'ensemble des contributions représente plus de 680 000 pages de textes. En utilisant des outils d'analyse lexicale, un consortium piloté par le cabinet de conseil Roland Berger (associé à Cognito et Bluenove) a tiré de cette « autoroute de données » plus de 700 propositions citoyennes distinctes qui concernent non seulement les 4 enjeux proposés par le gouvernement mais également le pouvoir d'achat, la santé-solidarité, l'éducation et l'économie-emploi (Escoubès et Proriol, 2021)

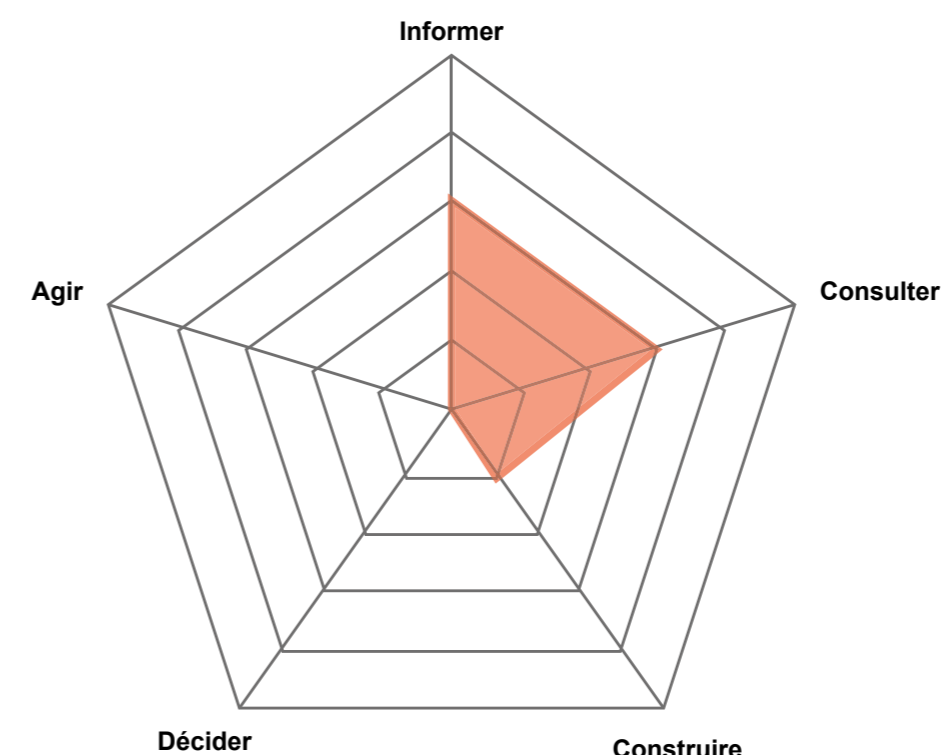
GRAND DÉBAT NATIONAL

CONSULTATION CITOYENNE

RÉUNION PUBLIQUE

VENDREDI 15 MARS À 19H30

AU RESTAURANT MUNICIPAL, HENT REUNIOU



BILAN DE L'EXPÉRIENCE

Si l'on compare cette démarche aux précédents existants, le Grand Débat a clairement permis de franchir un cap en termes de nombre de participants et de contributions (pour exemple, la campagne Désir D'avenir de Ségolène Royale menée en 2007 avait recensé 160 000 contributions).

Néanmoins la démarche s'est limitée à de l'information et à de la consultation (avec certes une grande délégation aux citoyens quand à l'organisation des événements). La seule action de construction participative qui ait été lancée est la Convention Citoyenne pour le Climat.

A l'issue de la démarche, un grand volume de ressentis a été collecté (qualifié par certains de « Trésor National ») mais la forme de leur restitution a provoqué un sentiment de frustration. La limitation de l'ambition de la démarche peut être liée à une crainte du radicalisme de certains citoyens de la part de l'exécutif échaudé par les manifestations des Gilets Jaunes.



69%

des Français se déclarent "insatisfaits" de la restitution qui a été faite du grand débat national par le Premier ministre

Paroles de Français
Restitution du grand débat national
Lundi 8 avril 2019

Source : Odoxa-Dentsu Consulting / franceinfo du 11 avril 2019 PHOTO : PHILIPPE LOREZ / AFP

LA CONVENTION CITOYENNE POUR LE CLIMAT (CCC)



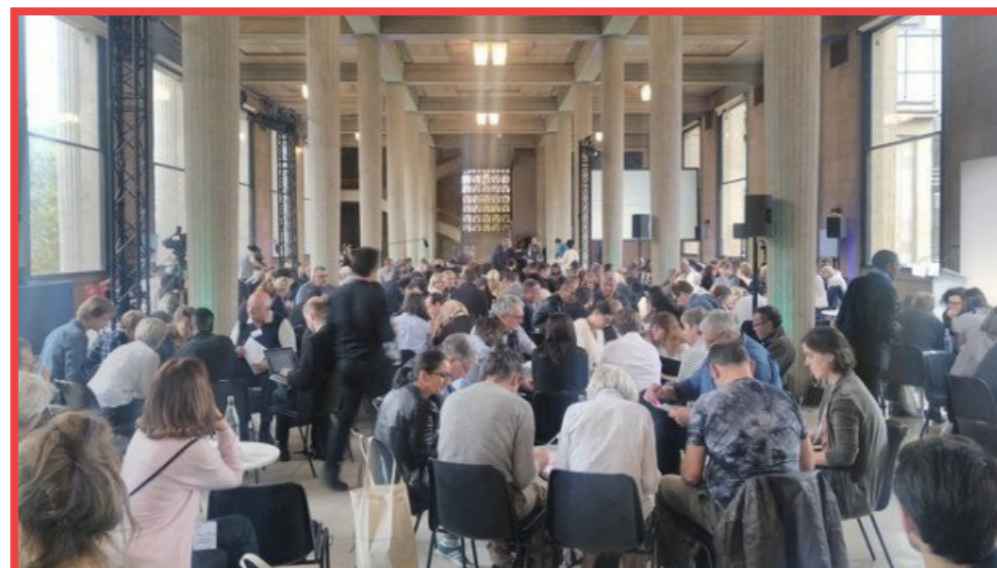
« Définir les mesures structurantes pour parvenir, dans un esprit de justice sociale, à réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40 % d'ici 2030 par rapport à 1990. Aux termes de ces travaux, elle adressera publiquement au Gouvernement et au Président de la République un rapport faisant état de ses discussions ainsi que l'ensemble des mesures législatives et réglementaires qu'elle aura jugées nécessaires pour atteindre l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Elle pourra désigner, parmi les mesures législatives, celles dont elle jugerait qu'elles soient soumises à un référendum »

E. Philippe
Premier Ministre
Lettre de mission adressée au CESE.

CONTEXTE

La Convention citoyenne pour le climat est une assemblée de citoyens français, constituée en octobre 2019 par le Conseil Economique, Social et Environnemental (CESE) sur demande du Premier ministre Édouard Philippe. Elle regroupe 150 citoyens tirés au sort parmi la population française, et a pour objectif de définir les mesures structurantes pour parvenir, dans un esprit de justice sociale, à réduire les émissions de gaz à effet de serre d'au moins 40 % d'ici 2030 par rapport à 1990.

Le dispositif est annoncé par le président de la République Emmanuel Macron en avril 2019, à l'issue du grand débat national, reprenant une proposition émise durant le mouvement des Gilets jaunes par le collectif des Gilets citoyens qui regroupe diverses personnalités militantes et universitaires.



Travaux de la CCC © compte twitter de la CCC

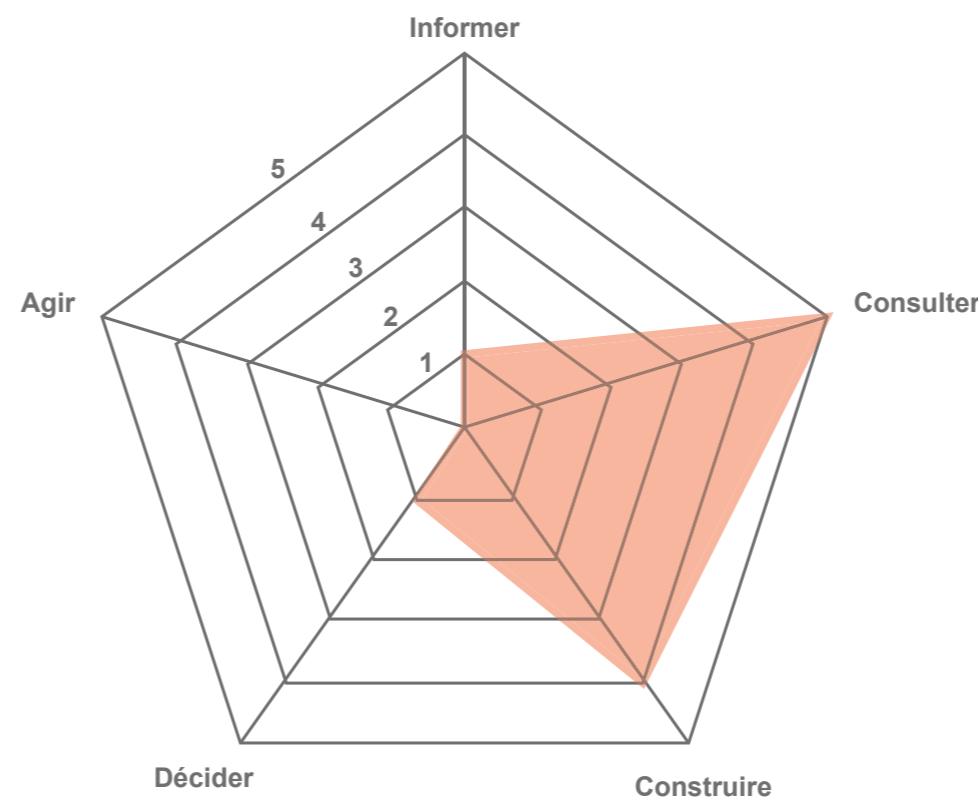
MISE EN OEUVRE

Un budget de 5 millions d'euros est attribué au CESE pour l'animation et l'organisation de la convention, 150 citoyens mobilisés pendant 6 mois, une centaine d'experts interrogés. Ces chiffres montrent, s'il en était besoin, la dimension de l'exercice qui a été lancé. Or il s'agit d'une première au niveau national.

La Convention citoyenne pour le climat a donc réuni 150 membres tirés au sort à partir des listes électorales et des listes d'abonnés téléphoniques (255 000 numéros téléphoniques appelés). Reprenant les habitudes de la constitution des échantillons des sondages, la composition sociologique de la Convention est conçue pour refléter celle de la société Française dans son ensemble. Ainsi, elle compte 51 % de femmes et 49 % d'hommes et sa constitution est basée sur 6 tranches d'âge, conforme à la pyramide des âges de la population française et 6 niveaux de diplômes, reflétant la structure de la population française.

Un comité de gouvernance a été constitué, il est animé par le CESE. Il associe le ministère de la Transition écologique et solidaire, ainsi que des personnalités qualifiées. Ce comité est chargé d'élaborer le programme de travail et de veiller à sa mise en œuvre. Ce comité de gouvernance comprend également 2 « conventionnels » tirés au sort parmi les 150 membres avec un roulement entre chaque session.

Enfin, un comité des garants veille au respect des règles d'indépendance et de déontologie du processus. Le comité des garants est composé de trois personnalités nommées par le président du CESE, le président du



Sénat et le président de l'Assemblée nationale.

La représentativité de cette assemblée a dès le début été remise en cause dans la mesure où seuls les volontaires tirés au sort ont participé et donc, vraisemblablement, les plus convaincus de l'urgence (on voit là l'habituelle auto-sélection des participants aux débats publics).

La liste des experts interrogés par la commission a aussi été soumise à controverse; les invitations ont été faites au fur et à mesure des débats, ce qui a obligé à faire avec les disponibilités des intervenants et donc à une surreprésentation des « experts maison » du CESE. Les participants ont aussi pu inviter des experts qu'ils proposaient, ce qui ne garantissait pas une équité dans la représenta-

tion des opinions mais aurait plutôt tendance à « enfermer » les participants dans leur point de vue.



Séance plénière de la CCC



Jean-Marc Jancovici à la CCC © compte twitter de la CCC

BILAN DE L'EXPERIENCE

Les 5 groupes (Se nourrir, Se loger, Travailler et produire, Se déplacer et Consommer) ont proposé 149 mesures au gouvernement. Chacune des propositions a été soumise au vote de l'assemblée de même que le rapport final lui-même approuvé à 95%. A l'issue de la restitution 3 mesures ont d'emblée été écartées par le gouvernement (l'inscription de la préservation de l'environnement dans le préambule de la constitution, la limitation de la vitesse à 110km/h et la taxation à 4% des dividendes des entreprises). De plus, les semaines suivantes ont vu l'ensemble du corpus peu à peu détricoté (il y auraient dorénavant 28 mesures écartées selon le journal Le Monde¹) au fil des projets de loi.

Si, comme le proposent Gilles Proriol et Franck Escoubes, on compare les propositions de la CCC à ce qui est ressorti du grand débat national, on voit que 85 des propositions de la CCC étaient déjà identifiées à l'issue du grand débat national - et que, du point de vue comptable, la CCC a coûté 33 000€ par citoyen participant contre environ 12€ pour le grand débat national (en détail, les mesures les plus techniques n'apparaissent qu'à l'issue de la CCC alors que le grand débat national propose d'autres pistes de travail comme les monnaies locales, la déforestation et la taxe carbone pour ne citer qu'elles). On mesure donc ainsi qu'une consultation grande échelle n'appauvrit pas le champ de réflexion. La CCC a néanmoins permis d'entrer plus

¹ https://www.lemonde.fr/planete/article/2021/02/10/climat-les-propositions-de-la-convention-citoyenne-ont-elles-ete-reprises-par-le-gouvernement_6069467_3244.html

dans le détail – on est passé de la consultation à la construction mais en repartant de 0 plutôt que de s'appuyer sur les conclusions du Grand Débat National.

Un autre écueil rencontré lors de la CCC est la commande faite d'écrire la loi et la promesse du « sans filtre » par l'exécutif. Or l'écriture de la loi est un métier et la rédaction de 150 propositions aurait dû mobiliser bien plus que les 6 juristes en support à la CCC. Outre la difficulté de l'écriture, l'élaboration d'une loi pour qu'elle soit viable et pérenne nécessite de solliciter d'autres réalités que le seul objectif de la loi (des réalités sociologiques, économiques, historiques). Cette complexité de l'élaboration de la loi a sûrement été négligée ce qui a amené la CCC à proposer des mesures non applicables en l'état et donc « forcé » l'exécutif à renier sa promesse du sans filtre.

Il faut néanmoins noter que cette démarche était la première de cette ampleur et doit donc être considérée comme un prototype. Espérons que le CESE tirera de cette expérience les conclusions à même de mener à leurs objectifs de futures consultations.



E. Macron à la CCC

LA RÉVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA VILLE DE PARIS

CONTEXTE

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Ville de Paris arrive à échéance (la mouture actuelle n'a pas été revue en profondeur depuis plus de 15 ans) et il doit donc être révisé. Cette révision a été promise par l'actuelle majorité pour fin 2023.

De par la loi (article L 103-2 du code de l'urbanisme), dans le cadre de la révision d'un PLU, la collectivité qui l'organise (ici la Mairie de Paris) doit mettre en œuvre une démarche de concertation. Ce qui suppose de (CEREMA, 2021) :

- préciser les objectifs poursuivis dans le cadre du projet ou document envisagé,
- déterminer des modalités de concertation comportant une durée suffisante et des moyens adaptés au regard de l'importance et des caractéristiques du projet ou document,
- faire en sorte que ces modalités permettent à la fois au public d'accéder aux informations relatives au projet ou document et aux avis rendus sur celui-ci, et de formuler des observations et propositions,
- enregistrer et de conserver ces observations et propositions, et
- arrêter le bilan de cette concertation.

L'exécutif municipal a donc dû impliquer les citoyens dans ce travail de mise à jour tant pour les informer de ce que contient un document comme le PLU (toutes les règles de construction et d'aménagement sur un territoire) que pour bénéficier d'une expérience de terrain dans son élaboration.

La révision du PLU peut être décomposée en trois grandes phases :

- une phase de préfiguration (septembre-octobre 2020)
- une phase de diagnostic (mars-juillet 2021) lors de laquelle l'Agence Parisienne d'Urbanisme a produit un diagnostic de territoire (<https://www.apur.org/dataviz/plu-diagnostic-territorial/>) sur la base duquel les citoyens ont été invités à se prononcer
- une phase de rédaction (2022) où l'enjeu sera d'aboutir à une nouvelle mouture qui sera votée au conseil de Paris

L'affichage politique est fort puisque le projet est porté par le premier adjoint à la mairie de Paris.

« Généralement, ce sont les élus d'ailleurs qui répondent aux habitants. La réponse habituelle c'est "Oui, c'est sans doute un point sensible pour vous. Mais là, actuellement on ne peut pas régler ce genre de problème" »

M. Retier
Direction de l'Urbanisme
Mairie de Paris

MISE EN OEUVRE

Pour chacune des phases les objectifs suivis et les modalités pratiques de mise en œuvre ont été différents.

Pour la phase de préfiguration, deux démarches parallèles ont été organisées :

- une conférence citoyenne à laquelle ont participé 100 franciliens (dont 70 parisiens) tirés au sort. Ils ont travaillé 4 samedi d'affilée et 30 propositions sont ressorties de leurs ateliers. A l'issue de cette conférence, Emmanuel Grégoire, premier adjoint à la mairie de Paris, s'est engagé à « prendre en compte l'intégralité des suggestions, par des outils normatifs et organisationnels » que ce soit dans le PLU ou dans d'autres textes. Remarquons au passage le glissement lexical de la proposition à la suggestion.
- L'utilisation de la plateforme idee.paris.fr où tous les parisiens étaient invités à formuler des propositions et à voter. Le but étant pour les décideurs politiques de mieux « sentir les aspirations de nos concitoyens » . « 1 084 propositions ont été formulées, 21 059 internautes ont voté. Au total, ce sont 3 481 personnes, dont des élus de la métropole, des associations, des syndicats, qui se sont exprimés » (Cazi, 2020).

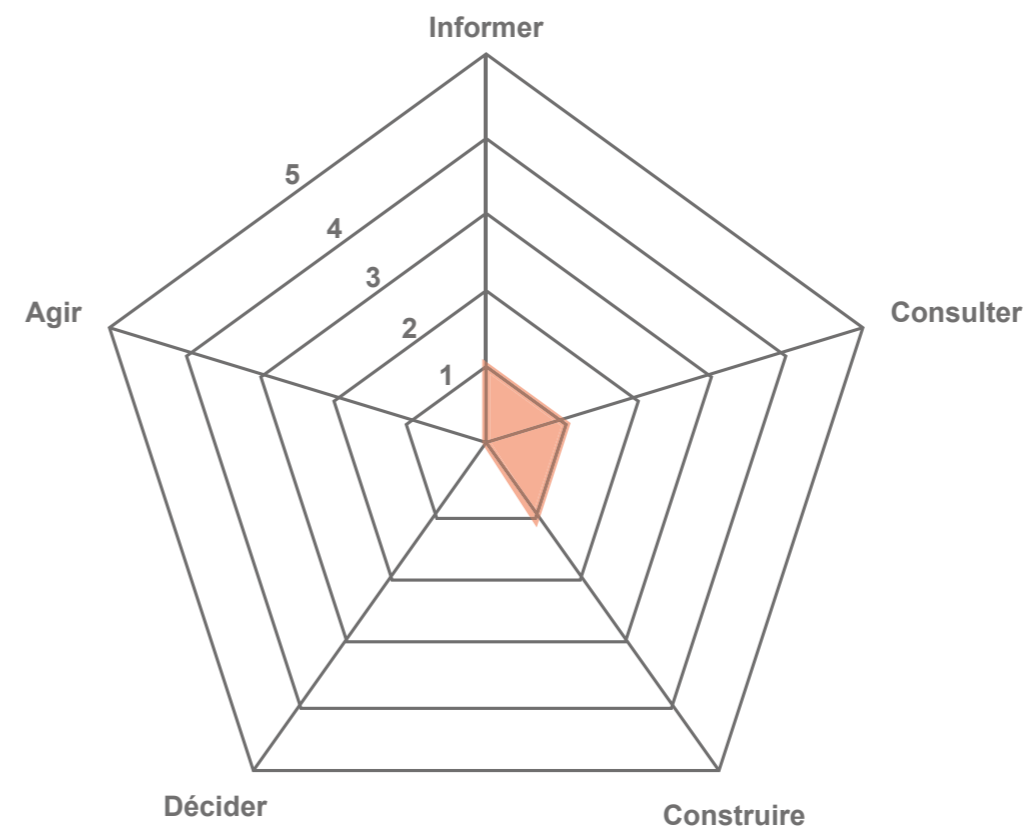
Pour la phase de diagnostic, la direction de l'urbanisme avait prévu de déployer plusieurs types de concertation pour alimenter le diagnostic de territoire produit par l'APUR grâce à l'expertise de terrain :

- des marches exploratoires dans les différents arrondissements pour explorer l'espace avec les habitants, experts du terrain;
- des forums urbains pour impliquer les conseils de quartiers; des maisons du projet et des points projets sur les marchés;
- des réunions publiques dans chaque arrondissement.

L'irruption du COVID et des restrictions associées a fortement perturbé cette organisation ; les marches exploratoires n'ont pas pu être encadrées mais elles étaient en circuit libre (et il fallait aller sur idee.paris.fr pour faire alimenter la démarche), les réunions publiques ont eu lieu exclusivement en visioconférence.

Pour la phase de rédaction, même si l'ambition affichée est l'implication des citoyens dans le processus d'élaboration, seules des réunions publiques sont à ce jour prévues.

Pour les trois phases de ce projet, la Direction de l'Urbanisme a délégué à un cabinet de concertation, Etat d'Esprit, l'élaboration et l'animation des dispositifs.



BILAN DE LA DÉMARCHE

La crise sanitaire et les contraintes qui pèsent sur le dispositif ultranormé qu'est la réunion publique (il faut que le déroulé et les présentations soient les mêmes dans tous les arrondissements selon la direction juridique de la Direction de l'Urbanisme) ont rendu stériles les différents dispositifs proposés. Pour exemple, j'ai pu assister à l'une des réunions publiques en juin et l'essentiel de l'audience était composé des élus ou de leurs cabinets. Le format distancié n'a pas été mis à profit pour déployer des outils d'interactions entre les citoyens.

Par ailleurs, le caractère figé de la présentation montrait un diagnostic finalisé par l'APUR qui laissait des doutes quand à sa révision au travers de l'expertise de terrain. Au travers des entretiens que j'ai menés il est apparu clairement que les citoyens ne croyaient pas à la prise en compte de leur parole dans une version ultérieure de ce document (« ce qu'on nous a présenté était déjà finalisé », « c'était trop fini pour être modifié », « quand ils parlent, on sent qu'ils savent et qu'on doit écouter »). Ce sentiment est par ailleurs partagé par les organisateurs (« l'APUR n'était pas prête à prendre en compte le retour des citoyens dans l'élaboration du diagnostic de terrain, c'était d'une certaine façon une remise en cause de leur expertise et de leur savoir faire »).

On assiste donc à une dissension forte entre l'affichage « on va faire le PLU tous ensemble en vous permettant d'injecter votre expertise de terrain » et la réalité de la consultation « on écoute vos remarques sur un document pré-écrit sans assurance qu'il soit modifié » le tout pour un coût non négligeable pour le contribuable parisien. Il y a là un franc décalage entre l'emphase politique déclarée et la réalité de terrain qui vient accentuer ce sentiment d'invisibilité de la part de citoyens pourtant investis.

forme idee.paris.fr ne s'adressent qu'à des publics jeunes, éduqués et qui osent prendre la parole ; de même des registres étaient disponibles en mairie mais les outils pour traiter l'énorme masse d'information récoltée manquaient.

On a donc consulté pour dire qu'on écoutait sans prendre en compte les réalités des citoyens qui se sont déplacés.

En ce qui concerne la dernière phase, la rédaction du PLU, le constat est différent. Dans sa planification même il y a un biais ; comme le précise l'article du Monde du 16 novembre 2021, « Le débat sur le futur visage de Paris prend un tour politique », les fondements du PADD (Projet d'Aménagement de Développement Durable) ont été votés en conseil de Paris en novembre 2021. Ce texte « [sert] de base à la rédaction, d'ici à février 2022, du projet d'aménagement et de développement durable (PADD), qui n'est autre que le texte politique du PLU ». Pour le dire autrement, le PLU sera écrit avant la consultation prévue entre mars et juin 2022.

« La partie concertation des réunions publiques n'était absolument pas outillée. Il y avait juste, le "chat" qui était là pour permettre aux gens de s'exprimer.. »

Direction de l'Urbanisme
Mairie de Paris

Les outils de la concertation Dans votre arrondissement



Lors de cette concertation sur le diagnostic territorial, dites nous ce que vous inspire cette photographie de Paris, quel ressenti vous avez de votre quartier, votre arrondissement, et votre ville.

Vous pouvez vous informer via des points d'information « Maison du PLU ». Vous les trouverez :
- le mercredi 16 juin de 11h à 16h : Place Allais puis Square Sarah Bernardt
- le samedi 19 juin de 10h à 16h : Mairie du 20^{ème} puis Marché Porte de Montreuil

Vous pouvez participer à la concertation et contribuer via :
- le site idee.paris.fr
- le registre papier présent en Mairie d'Arrondissement

Et en participant :
- au Forum Urbain à l'initiative des Conseils de Quartier
- à la Marche Exploratoire à l'initiative de la Mairie d'Arrondissement et organisée en lien avec le CAUE



Réunion Publique | Révision du Plan local d'urbanisme de Paris | Juin 2021 | 41

extrait de la présentation utilisée en réunion publique

DÉBATS PUBLICS AUTOUR DU PROJET DE CENTRALE NUCLÉAIRE PENLY3

CONTEXTE

En 2005 un premier débat avait été organisé à propos de la construction d'une centrale nucléaire de nouvelle génération (EPR) sur le site de Flamanville.

En 2009, EDF a adressé un dossier de saisine à la Commission Nationale du Débat Public (CNDP) pour l'organisation d'un débat public à propos du projet de construction d'une centrale nucléaire sur le site de Penly3. Une commission particulière au sein de la CNDP est donc créée pour organiser ce débat public (la CPDP), elle sera composée de six membres : Didier Houli, Vincent Ala, Paula Ceccaldi, Jean-Marc Helm, Bénédicte Herbinet et Rémy Martin.

Comme le soulignent nombre de participants, le terme de débat public ne semble pas approprié dans la mesure où il s'agit plus d'informer que de débattre de ce projet (la conception du réacteur nucléaire ne saurait être débattue en tant que telle, le budget est connu, le calendrier aussi).

Dans le rapport même de cette démarche, la CNDP décrit ainsi l'objet du débat : « l'objet du débat – projet de construction d'un troisième réacteur nucléaire –, celui-ci de type EPR, sur le site de Penly en Seine Maritime – est clairement identifié. Sa nature, sa puissance escomptée de 1 650 MW, le lieu précis d'implantation sur une plateforme déjà programmée pour une unité ultérieure lors de la construction de Penly 1 et 2 sont des éléments concrets déjà connus de la population pour en avoir entendu parler directement ou par la presse. De nombreux élus locaux d'appartenances politiques différentes avaient déjà communiqué depuis plusieurs années, notamment pour défendre la candidature du site de Penly lors de l'attribution du premier EPR à Flamanville dans la Manche. »

Ainsi, Didier Houli, président de la commission particulière et, à l'époque, directeur de l'Agence Régionale pour l'Environnement de Midi-Pyrénées, déclare dans le journal « Le Monde » du 30 Mars 2010 avoir écrit au ministre de l'écologie Jean-Louis Borloo pour s'étonner que le document officiel de Programmation pluriannuelle des investissements électriques, qui vient alors d'être publié, assure « à deux endroits différents que la mise en service du réacteur de nouvelle génération de Penly (l'EPR) est déjà décidée » (Kempf, 2010).

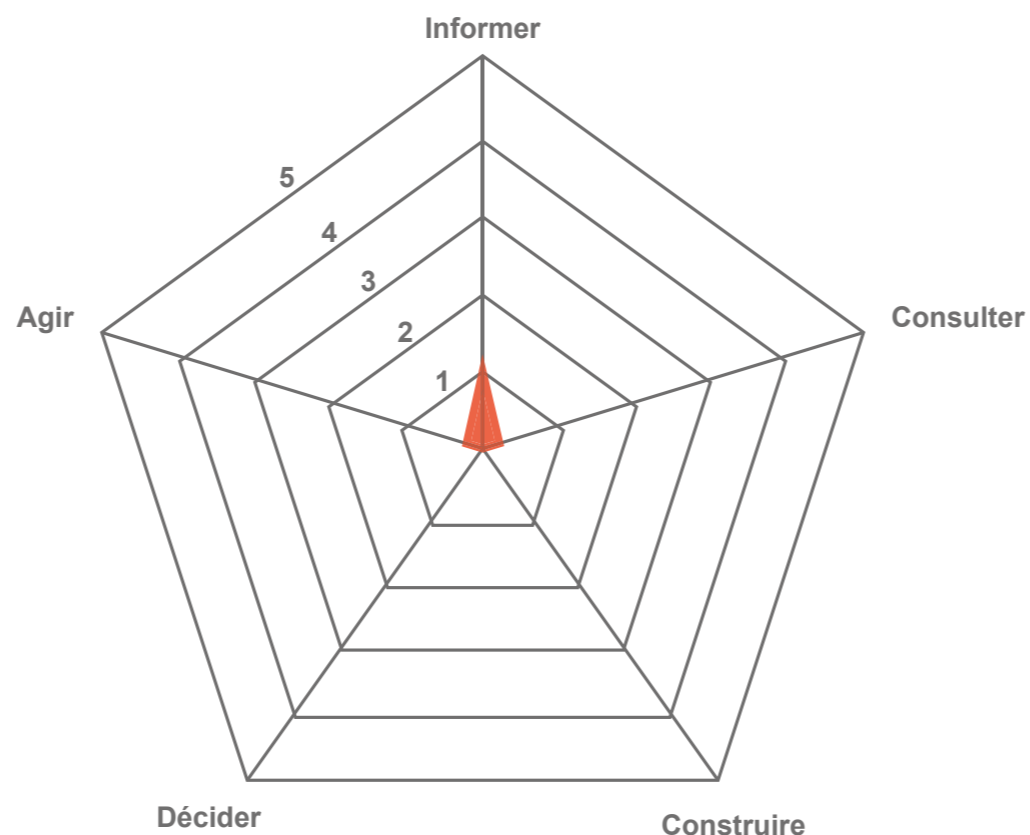


Les six membres de la commission particulière du débat public Penly 3

source : CNDP



source : <https://cpdp.debat-public.fr/cdpd-penly3/DOCS/compte-rendu.pdf>



MISE EN OEUVRE

Deux outils sont mobilisés par la commission particulière : des cahiers d'acteurs et des réunions publiques (où les cahiers d'acteurs sont distribués). La rédaction d'un cahier d'acteur permettait à une partie prenante d'avoir accès à un temps de parole privilégié à la tribune d'une des réunions publiques.

Pour « éviter de transformer les réunions publiques en colloques d'experts » la CNDP a choisi de faire appel de façon privilégiée à des représentants des pouvoirs publics ou d'organismes publics plutôt qu'à des experts universitaires. Leurs interventions devaient être courtes afin de permettre à la salle de s'exprimer.

Trois priorités d'organisation ont été retenues.

- L'utilisation d'outils de communication actuels, comme les retransmissions vidéos, sur internet, en direct et visibles en différé de toutes les réunions publiques afin de permettre au plus grand nombre de participer à ce débat et de dépasser, si possible, le cercle des initiés.
- Engager l'organisation de ce débat public dans une démarche d'écoresponsabilité environnementale afin de réduire ses impacts sur l'environnement, au travers de critères pour choisir les entreprises prestataires. Cette démarche s'est principalement appliquée à l'édition des documents du débat et à la mobilité de la CPDP qui a beaucoup travaillé sous forme de réunions téléphoniques et qui a préparé une compensation carbone de ses déplacements.
- Enfin dans un contexte général de difficultés économiques, la CPDP a voulu optimiser les coûts de ce débat et éviter tout dérapage financier.

Ainsi, 12 réunions publiques seront organisées au printemps 2010, réunissant entre 60 et 300 personnes auxquelles il convient de rajouter les personnes qui ont pu assister en direct aux réunions par internet (de 60 à 200 connexions). C'est au total de l'ordre de 3 000 personnes qui ont assisté aux réunions publiques directement ou via internet. Les participants ont disposé d'un temps d'expression limité à 3 minutes pour que le plus de personnes possible puissent prendre la parole. La priorité était donnée à celles et ceux ne l'ayant pas encore fait. La possibilité de transmettre sa contribution ou sa question sous forme écrite était aussi offerte mais elle n'a finalement été que très rarement utilisée.



Réunion publique organisée dans le cadre du débat public PENLY 3

source : CNDP

BILAN DE LA DÉMARCHÉ

Les objectifs que la CPDP avaient fixés, ont globalement été atteints : traitement des multiples dimensions du projet, incitation à l'expression de points de vue argumentés notamment. Seule la participation du grand public n'a pas atteint le niveau souhaité ; d'après le rapport de la CNDP, seul un quart des participants serait venu aux réunions publiques sans avis préalable sur les sujets portés en débat.

Par ailleurs, comme le reconnaissent les membres de la commission particulière en charge du débat, « l'organisation d'un débat sur un objet peu malléable et modifiable comme le projet Penly 3 est particulièrement délicate et amène à des positions nettement tranchées ou binaires. Le déroulement en général vif et animé des réunions publiques a peut-être freiné l'appétit de participation du grand public, qui aurait été sûrement plus présent si le site choisi avait été nouveau. » (Commission Particulière du Débat Public Penly 3, 2010)

Le déroulement de ce débat a également révélé la persistance dans une partie de la population d'une défiance vis-à-vis des décideurs publics et privés.

D'une part, parce qu'une confusion persiste sur le dépositaire réel du pouvoir de décision : qui choisit vraiment ? Est-ce l'Etat ou le maître d'ouvrage ?

D'autre part, un manque de confiance dans la mise en œuvre des décisions annoncées est également mentionné et s'appuie parfois sur des faits ou des impressions anciennes datant de plusieurs années. Cette défiance peut être une raison, ou un prétexte,

à une participation insuffisante à un exercice comme le débat public et à une fragilisation de la notion d'intérêt général.

Le rapport de la CNDP conclue ainsi que « l'une des utilités d'un débat public, c'est peut-être la principale, est de rappeler, de souligner, qu'un projet d'infrastructure nouvelle importante, ne peut plus être préparé qu'en termes techniques qui n'apportent pas toutes les réponses aux attentes exprimées. Les dimensions sociales, humaines bien que plus aléatoires doivent être prises en compte également. » (Commission Particulière du Débat Public Penly 3, 2010)

Peu après la conclusion du débat public, des informations particulièrement importantes ont été diffusées alors qu'elles auraient été de nature à alimenter le débat public : l'explosion des coûts de construction du réacteur EPR de Flamanville, des réserves émises par l'Autorité de Sureté Nucléaire sur la conception même du modèle EPR et enfin le rapport Roussely qui conseille d'attendre le retour d'expérience de construction et d'exploitation du réacteur EPR de Flamanville avant de lancer un nouveau projet de construction de réacteur EPR. Le projet Penly 3 sera donc ajourné. Cette diffusion tardive a été ressentie par nombre d'acteurs comme de la rétention d'information jetant un discrédit sur l'ensemble de la démarche.

CONSEIL DES GÉNÉRATIONS FUTURES DE LA VILLE DE PARIS

CONTEXTE

Selon la délibération qui acte de sa création en 2015, pendant la première mandature d'Anne Hidalgo (Veron, 2015), le « Conseil des générations futures, conseil économique, social et environnemental parisien » est un lieu d'échange et de réflexion à caractère consultatif, qui émet des avis auprès de la Maire de Paris. C'est un espace de dialogue territorial, une instance de réflexion, de débat et de proposition de la société civile organisée et des citoyens parisiens qui y interviennent à titre bénévole et volontaire. Il a une fonction prospective d'anticipation sur les grands sujets à caractère économique, social et environnemental qui concernent ou concerneront la Ville de Paris.



Vidéo de promotion du CGF : <https://dai.ly/x60b5c1>

MISE EN OEUVRE

Pour qu'un sujet soit traité par le CGF, plusieurs voies sont possibles :

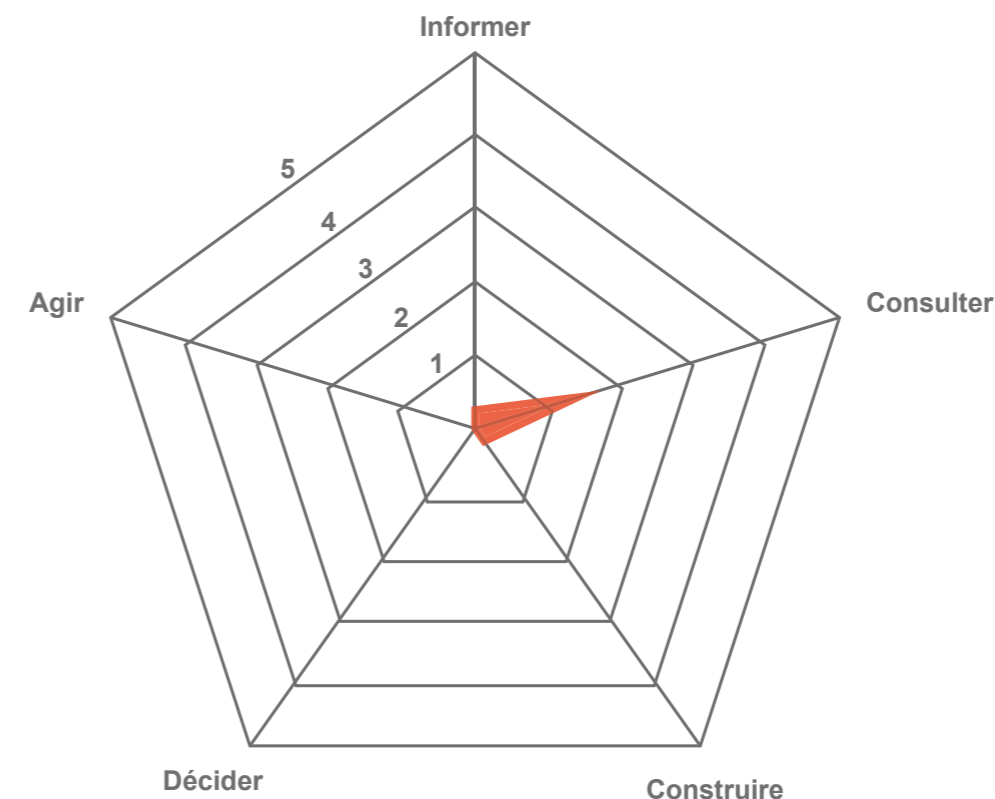
- une saisine par la maire de Paris,
- une auto-saisine,
- une saisine par le médiateur de la ville de Paris,
- une saisine par les groupes politiques du Conseil de Paris,
- une saisine par les parisiennes et les parisiens par le biais d'une pétition (5 000 signatures).

le CGF fonctionne avec des commissions. Un groupe de 15-20 personnes se constitue pour travailler sur un sujet donné dans le but de rendre un avis qui sera présenté au conseil de Paris.

Comme me l'a rapporté un des membres de ce conseil, la première étape est la construction d'un état des lieux sur une problématique puis la proposition de pistes pour traiter de celle-ci à un horizon à 10 ans.

Pour construire ces propositions, chaque commission est accompagnée par le cabinet Etat d'Esprit (le même que pour le PLU) . Sur la base d'entretiens réalisés avec des sachants, des séances de travail sont donc organisées entre les membres de la commission, conduites par Etat d'Esprit.

C'est également Etat d'Esprit qui est en charge de la mise en forme du rapport. Comme le dit l'un des membres du CGF « Tout le monde ne sait pas produire un rapport avec la forme et le vocabulaire attendu par une administration publique. Il faudrait, pour les membres du CGF, mettre de l'énergie à apprendre à rédiger un rapport administratif alors qu'on est bénévoles. Le cabinet a les bons mots, le bon style ».



“Les effets du rapport sont très limités, c'est un pur exercice de démocratie participative mais sans impact”

entretien avec un membre du CGF

BILAN DE LA DÉMARCHE

Le site du CGF est en tant que tel un aveu d'échec. Alors même que le conseil devrait se réunir régulièrement, un seul rapport d'activité y est présent (celui de la période 2016-2017) et il est impossible de savoir ce qui se passe dans cette instance.

Ce constat est partagé par les membres du CGF que j'ai pu rencontrer. « Les effets du rapport sont très limités, c'est un pur exercice de démocratie participative mais sans impact ». Certains ont l'impression d'être là « pour faire beau, parce que la participation des citoyens c'est à la mode » même s'ils reconnaissent que l'un des objectifs du CGF est « d'apaiser la société ». Le fait est que le CGF ne délivre que des avis et que les décisions sont prises au niveau politique, c'est « un jeu social qui est mis en place et organisé par la puissance publique ». L'un des membres a même comparé le CGF à «des citoyens debout sur des chaises et avec un porte voix fourni par la puissance publique » .

Même si certains des membres du CGF font part d'une grande déception, il en ressort un exercice « où l'on se confronte à d'autres, à d'autres visions du monde, à d'autres caractères » qui « permet une sociabilité intéressante avec des gens qui ont des parcours très différents ». Il n'y a donc pas de dispositif pensé pour favoriser l'interconnaissance des participants ou l'élaboration de nouvelles pistes de réflexion. Les dispositifs proposés sont des échanges avec des sachants et des séances de réflexion commune et non pas des lieux de construction d'un futur commun.

Rapport d'activités

Le seul rapport d'activité disponible est celui de l'année de la création du CGF (2016/2017). Depuis, aucune publication ou aucune présentation des activités n'est présente sur le site de la mairie de Paris (paris.fr)

Rapport d'activité



Conseil économique, social et environnemental de Paris

2016 - 2017

Conseil des Générations Futures de Paris
Hôtel de Ville - 5 rue de Lobau - 75196 Paris Cedex 04
Courriel : conseildesgenerationsfutures@paris.fr / Téléphone : 01 42 76 49 04 / 51 35
Internet : <https://www.paris.fr/conseil-generations-futures>

Liste des instances de concertation de la Ville de Paris (source paris.fr) :

- Le Conseil de Paris citoyen
- Le Conseil Parisien de la Jeunesse
- Le Conseil parisien des associations
- Conseil parisien des Européens
- Le Conseil des générations futures (CGF)
- La commission parisienne du débat public (CPDP)
- Le Conseil parisien de la musique
- Le Conseil de la Nuit
- Les conseils de quartiers
- Les conseils citoyens
- Le CICA: Comité d'initiative et de consultation d'arrondissement

Le lien vers la page du CGF est «mort».

LA CONCEPTION DU JARDIN CHAPELLE CHARBON

CONTEXTE

En 2019, l'agence Ville Ouverte est mandatée par la Mairie du XVIIIème arrondissement de Paris pour mener un travail de concertation dans le cadre du réaménagement d'un site situé entre la porte de la Chapelle et la Porte d'Aubervilliers. Selon Céline Steiger, directrice associée de Ville Ouverte, « il y avait l'idée d'un parc et il fallait écrire un cahier des charges avec les habitants pour le soumettre au paysagiste qui sera en charge de le réaliser ».

Le site est «coincé» entre les portes de la Chapelle et d'Aubervilliers et porte une ambition de création de logements, de bâtiments à usage mixte, de renouveau des circulations douces et de création d'espace vert.

La concertation comme méthode de projet, les gens au centre

L'éthique du terrain **Le dialogue** **L'inventivité**

La méthode Ville Ouverte

MISE EN OEUVRE

L'agence Ville ouverte a alors voulu mettre en place des « démarches immersives et créatives pour interpeller la mandature et faire émerger de nouvelles idées pour de futurs usages ». Leur but était « d'aller chercher les signaux pour comprendre comment les gens utilisent aujourd'hui leur territoire, leur espace. Comprendre ce qu'il manque et les faire réagir sur leur lecture du territoire ».

Pour le projet de parc, ils ont opté pour la création d'un jeu vidéo. Etaient mis à la disposition des participants :

- un plateau de jeu, une grille où étaient représentés les alentours du futur parc
- des dalles qui représentaient soit un usage (jouer, jardiner, se désaltérer) soit un équipement (kiosque, toilettes, bassin, pelouse fleurie)
- la possibilité de conserver ou de détruire certains équipements existants (quais, hangars...)
- A chaque dalle était associé un coût et le but était de recouvrir le plateau tout en respectant un budget donné et un objectif de 70% de végétalisation.

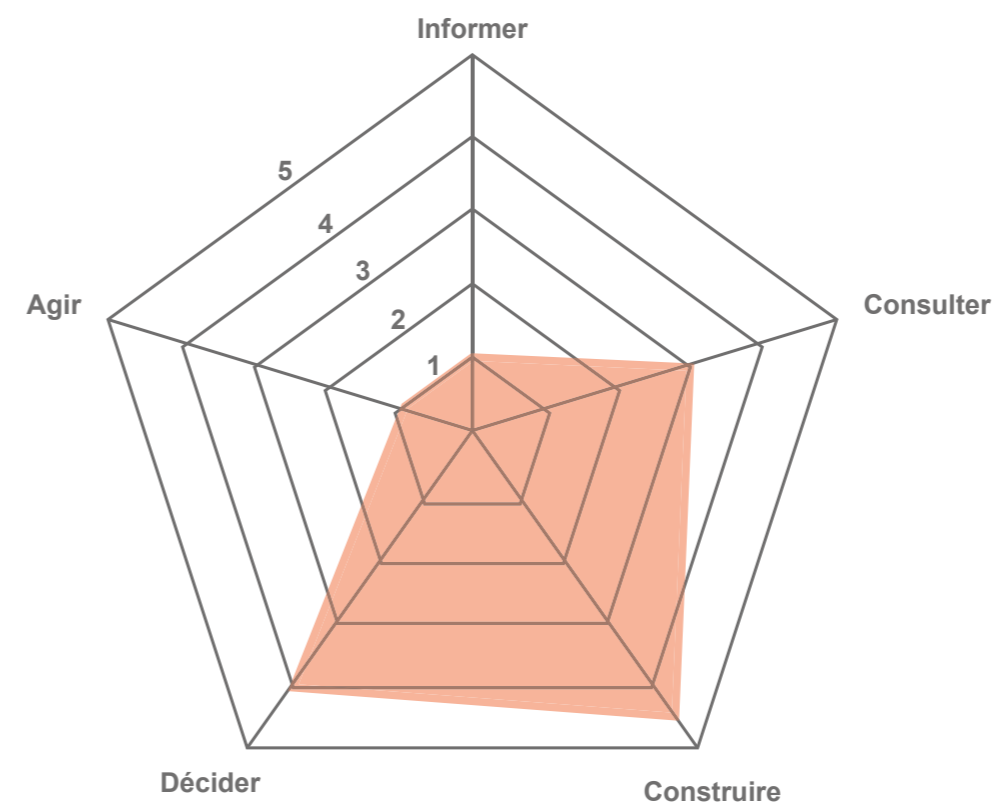
Au total près de 1 600 propositions de parc ont été réalisées. Pour palier le manque de représentation des enfants dans les ateliers organisés dans l'espace public, la Direction de la Jeunesse et des Sports de la ville de Paris a organisé des séances de ce jeu vidéo dans chacune des écoles du quartier. Cette initiative a permis de recueillir plus de 900 réponses de la part d'enfants qui étaient le public cible « Les gamins ont pu imaginer leur parc, contribuer et avoir un rôle dans la construction de leur ville, ça a peut être donné une conscience citoyenne à ces gamins »

BILAN DE LA DÉMARCHE

La démarche a été un succès. L'une des preuves est l'accueil reçu lors de la présentation du projet en réunion publique par le paysagiste: « Dans le 18ème, le jour de la réunion publique de présentation des résultats de la concertation, le paysagiste qui est venu et qui avait été sélectionné sur la base du cahier des charges définis avec et par les habitants a été ultra applaudi. Et c'était une des premières fois, dans le 18e, qu'on a eu des retours très enthousiastes de cette phase de concertation; «c'est exactement comme ça qu'on voulait le parc», les usagers étaient très contents. ».

Un an après la première tranche du parc était livrée; ce délai très court de réalisation a aussi permis de crédibiliser la démarche vis à vis des citoyens.

En ce qui concerne l'aménagement



en tant que tel, alors que les élus voulaient installer un bassin de nage dans le parc, cette option n'a pas été retenue à l'issue de la démarche de co-conception (trop coûteuse, elle n'avait pas été installée par les usagers dans le jeu). Par ailleurs, le fait de définir très en amont les équipements qui seraient conservés ou pas a permis de définir également, dans le cahier des charges de la maîtrise d'œuvre paysagère, les compétences attendues (comme seuls les quais ont été conservés, il n'y avait pas besoin de compétences en termes de structure ou d'assainissement de l'eau liée au bassin).

Dans cette exemple, l'objet réunion publique n'a été utilisé que pour présenter la démarche et restituer les conclusions, des dispositifs participatifs ont été imaginés et mis en oeuvre par l'agence Ville Ouverte pour impliquer les usagers dans la construction

et la décision du projet.

Les clefs du succès de cet exemple sont de plusieurs ordres : un projet ouvert confié à la consultation, la co-construction avec les usagers d'un cahier des charges assortie à une définition réaliste des attentes, une réalisation rapide, des outils collaboratifs efficaces mis en oeuvre par l'agence Ville Ouverte.



Le projet au terme de la première année de travaux

L'EXPÉRIENCE DE LA MAIRIE DE SAILLANS (DRÔME)

CONTEXTE

En 2010 le maire de Saillans (1 233 habitants) lance un projet de supermarché en périphérie du bourg. Ce projet réunit contre lui une grande part de la population (une pétition est signée par 850 personnes pour demander le retrait du projet). Après plusieurs mois de mobilisation, cette lutte sera l'étincelle pour un groupe de citoyens qui décide de briguer la mairie aux prochaines élections municipales.

Leur volonté: trouver une méthode pour mettre les habitants au cœur du projet municipal. C'est la naissance de la liste « Autrement pour Saillans » qui remportera les élections municipales de 2014. Vincent Beillard est donc désigné maire comme la loi l'oblige. Mais ce n'est pas une gouvernance habituelle qui est mise en place.



Saillans - Photo Arnold Jerocki, Divergence

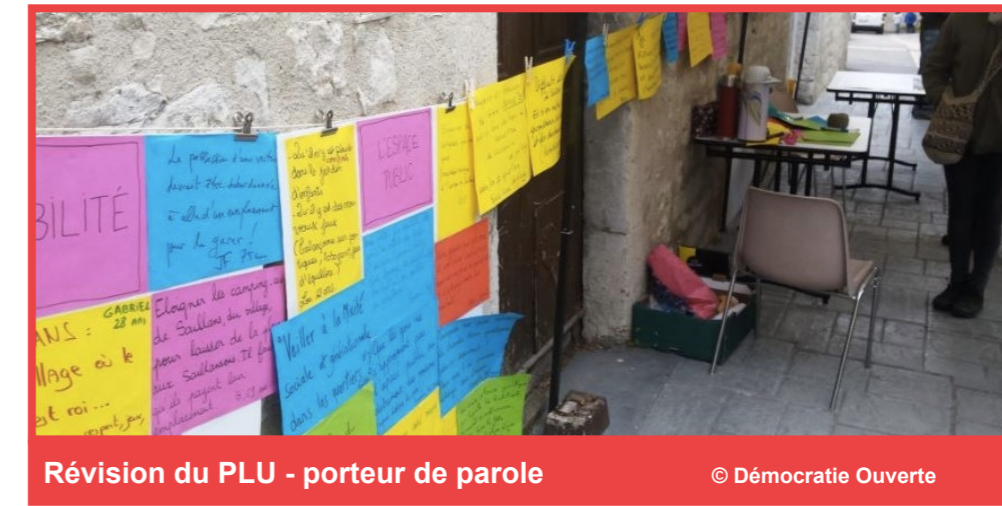
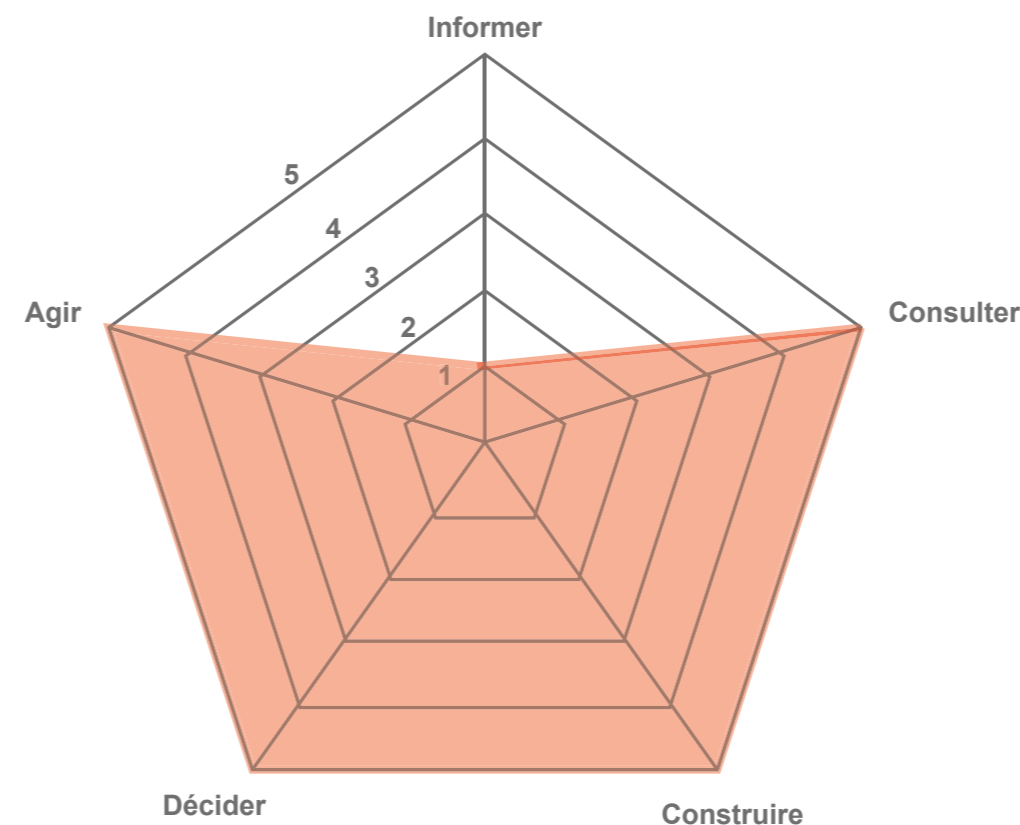
MISE EN OEUVRE

Comme le relate le journal Libération du 22 janvier 2020, au début du mandat, l'équipe municipale va lancer son projet à toute vitesse. Trop vite, peut-être: mise en place de comités de pilotage publics chapeautés par les élus, de « commissions participatives » citoyennes sur les grands thèmes de la vie communale et de « groupes action projet », qui planchent sur des sujets plus précis, le tout sous l'œil d'un Observatoire de la participation, qui s'assure que la « charte des valeurs » (que sont la collégialité, la participation et la transparence) soit respectée. Une méthode et un vocabulaire inspirés de l'animation socioculturelle et de l'éducation populaire, dont sont issus certains élus.

L'organisation même de l'équipe municipale détonne: tous les conseillers municipaux gèrent les compétences par binômes dans le comité de pilotage. Ce changement a surpris

également les équipes des autres municipalités ou les services de la préfecture

La révision du PLU est peut être le projet qui a mis en lumière à la fois les outils et les méthodes mobilisées mais également la difficulté de faire vivre au quotidien la participation souhaitée par l'équipe élue. C'est le débat sur l'autorisation des « habitats légers » qui a suscité le plus d'émotions: des citoyens se sont vertement opposés à l'installation de yourtes et autres « tiny houses », craignant l'arrivée massive de populations marginales. Des échanges virulents ont divisé le village, grossissant à la loupe des clivages qui existaient déjà entre une partie des « néos », souvent proches de l'équipe municipale, et certains « natifs », lassés de voir que l'histoire du village est parfois oubliée, comme si Saillans n'avait pas existé avant l'expérience municipale de 2014. « C'est le PLU qui a réellement fait naître l'opposition », reconnaît Annie Morin, la première adjointe.



Révision du PLU - porteur de parole

© Démocratie Ouverte



Révision du PLU - atelier Grande Carte

© SILO Architectes

« Nous voulions démystifier la fonction de maire, la désacraliser. Mais pour nombre d'habitants le maire est une institution et il le reste. Au début, j'étais même étonné par leur regard, j'avais envie de leur dire ce que vous projetez sur moi, ce n'est pas moi, vous vous êtes trompés. Les institutions ne comprennent pas, nous agaçons la sous-préfecture »

Vincent Beillard
Maire de Saillans (2014-2020)



Révision du PLU - concertation in situ

© Yann Damiani - SILO Architectes

Les outils de la révision du PLU de Saillans

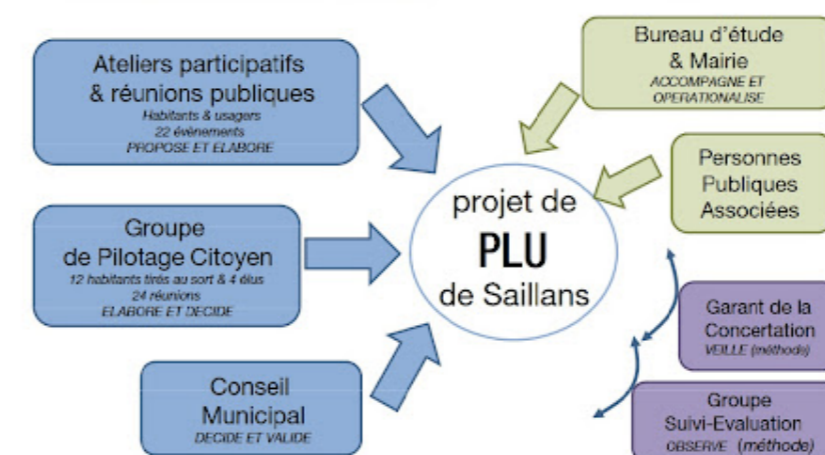
La mairie a initié une grande phase de concertation pour « Partir de l'histoire et de l'usage de chacun, et faire le pari que les habitants, avec leurs pratiques quotidiennes, sont les plus à même d'imaginer le Saillans de demain ».

Pour sortir du format « réunion », des outils issus de l'éducation populaire ont été utilisés pour recueillir la parole: concertation in situ, promenades et déambulations, arpentage des textes du PLU (méthode de lecture puis d'analyse collective inventée dans les « cercles d'études ouvriers » à la fin du 19e siècle).

200 personnes ont directement participé à la définition des objectifs de révision du PLU, sur une période de 6 mois. Comme le souligne l'une des organisatrices: « Même si certains auront toujours des intérêts individuels divergents des objectifs PLU, au moins, ceux-ci auront été éclairés et décidés ensemble ».

Un comité de suivi a été mis en place réunissant 10 citoyens tirés au sort

Le projet présenté aujourd'hui est le fruit des réflexions de :



Révision du PLU - schéma de principe

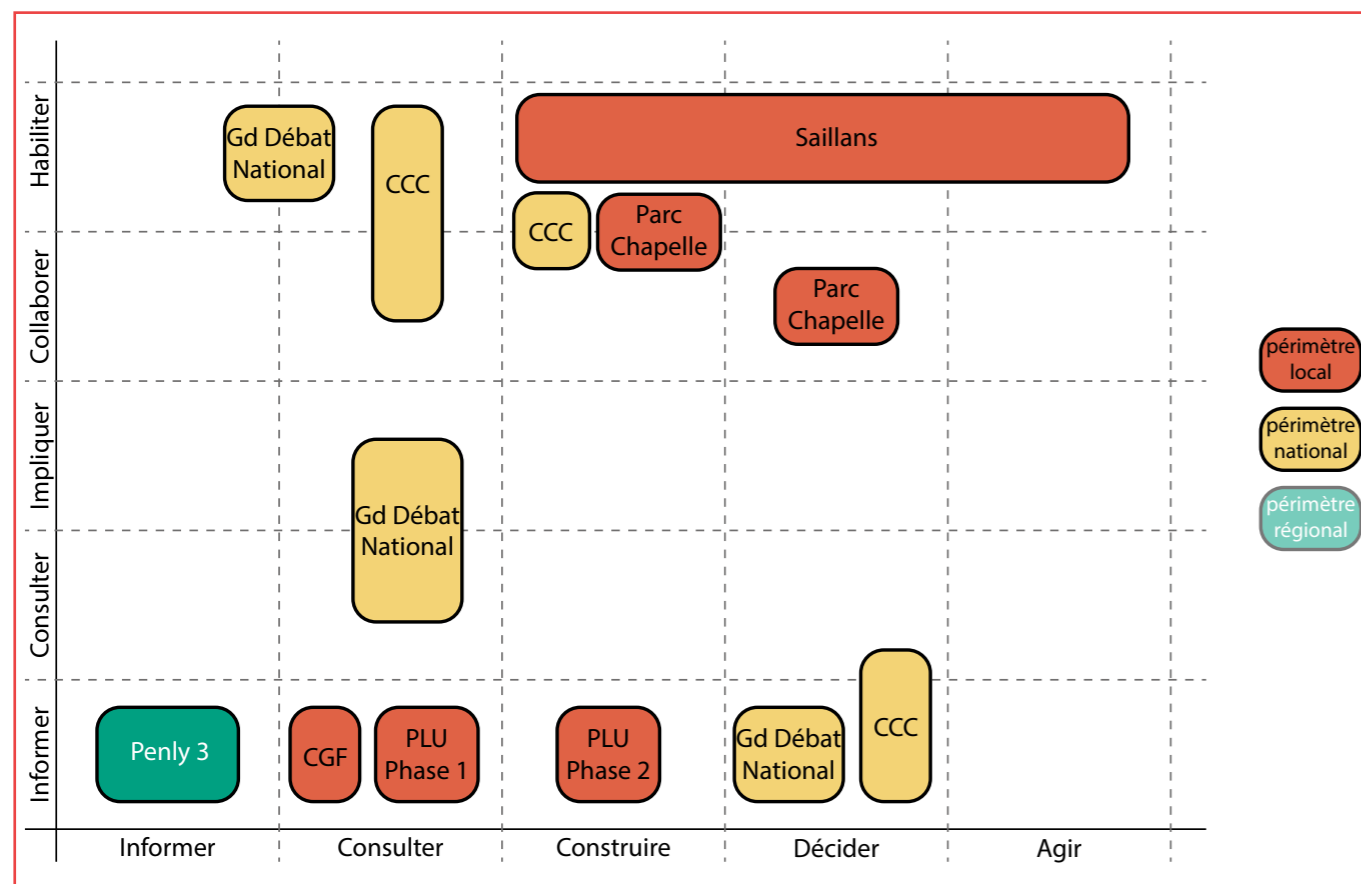
source laparoleauxcitoyens.fr

BILAN DE LA DÉMARCHÉ

En 2020, la liste d'opposition remporte l'élection municipale avec 18 voix d'écart. Les programmes des deux listes ne sont pas très éloignés mais la liste nouvellement élue revient à des modalités de gestion plus conventionnelles. Ces 6 ans d'expérience participative intensive ont fait de Saillans un laboratoire de la démocratie participative, parfois à ses dépens, comme le souligne Guillaume Gourgues, maître de conférences en science politique à l'université Lyon-II et chercheur au laboratoire Triangle, spécialiste des questions de démocratie participative et de la participation publique.

Saillans a donc ouvert des brèches dans un système très centralisé et son équipe municipale a inauguré un cycle de redécouverte des initiatives municipales. Difficile de ne pas voir leur influence à Brest, Toulouse ou Marseille pour ne citer que ces trois villes où des listes d'initiatives citoyennes se sont présentées aux dernières municipales.

Cette deuxième génération de listes citoyennes participatives permettra d'étudier de près les modalités de mises en œuvre et leurs conditions de réussite et de pérennisation.



De l'analyse de ces différentes démarches on remarque que :

- **peu de projets font le pari de l'action citoyenne.** Cela peut s'expliquer par l'existence en France d'un pouvoir centralisé fort et professionnel. Néanmoins une place formelle pourrait être donnée à l'action citoyenne et associative.
- Il y a parfois un **écart important entre le discours de lancement et la réalité** de la participation citoyenne.
- **La formulation de la question qui est mise en participation est fondamentale**, on le voit avec la Convention Citoyenne pour le Climat. C'est même l'une des causes de l'échec de cette convention citoyenne, la réécriture des textes produits par les citoyens a jeté le discrédit sur toute la démarche
- **Il y a peu d'inventivité dans les dispositifs mis en œuvre.** Le sondage, la réunion publique ou la séance plénière de discussion prennent encore une place forte, l'écrit reste le moyen simple de faire participer les publics de façon

massive laissant de côté toute une part de la population qui devient de fait invisible dans ces démarches de concertations. On remarque également que peu d'outils sont utilisés en même temps alors qu'une approche plurielle permettrait de s'adapter aux différentes populations ou aux différents territoires impliqués.

On peut questionner la différence entre l'ambition présentée en début de démarche et ce à quoi aboutissent ces expériences de démocratie participative. Cette différence peut s'expliquer à mon sens de plusieurs façons :

- un défaut dans la formulation de la question initiale : pour le Grand débat national, on sent l'urgence du lancement sans savoir ce à quoi allait servir le matériel collecté, pour la CCC on a demandé à des citoyens d'écrire la loi alors que ce n'est pas leur rôle;
- une méfiance de la part des administrations. Par exemple pour le PLU de la Ville de Paris, il est évident que le diagnostic de territoire produit

par l'APUR en support des réunions publiques ne sera pas mis à jour à l'issue de celles-ci. Comme me le disait l'un des membres du Conseil des Générations Futures, « il y a dans les administrations, une immense expertise, des gens qui ont le sentiment d'être contournés par ces démarches. ». Et ce sentiment de défiance peut aboutir à une mise en échec de la démarche;

- une erreur dans la mécanique de la démocratie. Ecrire la loi est un métier; il faut savoir la rendre applicable et connaître le fonctionnement des administrations. Il faut retourner la mécanique actuelle de la démocratie et partir du citoyen qui indique le chemin à une puissance publique en charge de transcrire dans la loi, de traduire en action ce chemin et non pas de valider/censurer un texte comme ce fut le cas lors de la Convention Citoyenne pour le Climat;
- Une lassitude de la part des citoyens face à un schéma récurrent : la soumission à concertation d'un projet plus pour informer que pour construire ensemble.

3

DESIGN ET POLITIQUES PUBLIQUES - UN POTENTIEL DE PARTICIPATION

DESIGN FOR DEBATE ET DESIGN DES POLITIQUES PUBLIQUES - DES PRATIQUES EN RÉACTION AU DESIGN INDUSTRIEL

UNE BRÈVE HISTOIRE DU DESIGN FOR DEBATE

Derrière l'appellation « Design for Debate » on regroupe une tradition du design qui vise à produire des objets non pas dans un objectif de vente ou de distribution mais pour faire naître un questionnement, une interrogation.

On peut distinguer deux lignes historiques du Design for Debate : une ligne européenne qui a mené au design critique et une ligne américaine qui a donné naissance au design fiction. On voit aujourd'hui une hybridation de ces deux pensées et l'utilisation du design fiction dans des démarches de design critique.

Le design a depuis longtemps porté une vision politique, créer du beau pour tous (retrouver dans les cours d'histoire du design) et ne pas réserver le beau à une élite financière et culturelle notamment. Dans les années 60, l'Italie voit émerger une génération de designers déçus de la production de masse, le courant du design radical.

Leur constat est double :

- la standardisation de masse censée apporter du confort pour tous a abouti notamment à des produits qui sont impossibles à acheter pour ceux qui les produisent.
- Les objets sont devenus les outils de transformation de l'espace public au détriment de l'architecture.

Ils décident donc de proposer des objets non plus dans une démarche de production et de vente mais comme des actes politiques.

L'histoire du design s'est pendant longtemps intéressée aux objets et notamment à ceux destinés aux galeries. On retrouve donc dans cette histoire plusieurs de ces objets manifestes qui sont réalisés moins pour être vendus que pour être exposés. Ainsi ArchiZoom et SuperStudio sont soutenus par des mécènes. Ces galeries éditent les objets pour les

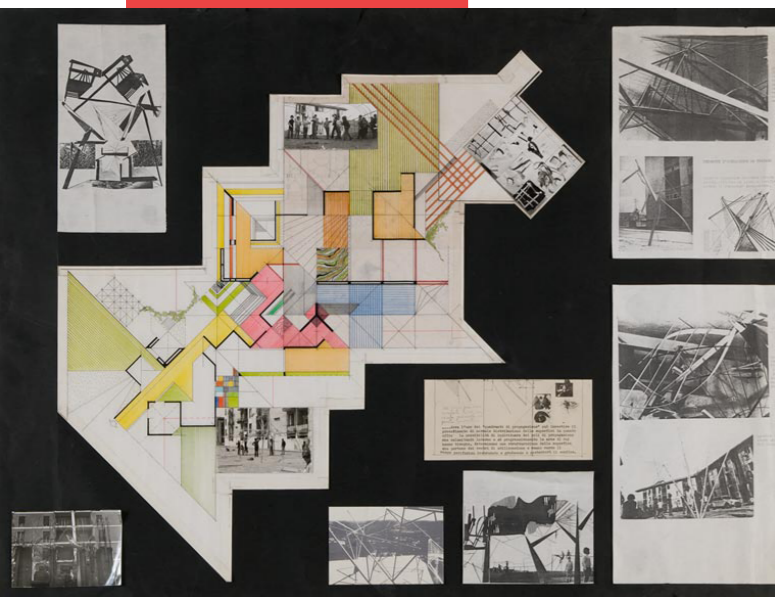
vendre mais dans les faits, ils ne sont achetés que par très peu de personnes parce qu'ils sont un peu bizarroïdes. Très rapidement ces objets deviennent hors de prix et donc en partie des objets de musée.

En parallèle de cette démarche de galerie, il y a dès cette époque les prémices d'un design social. On peut notamment citer le travail de Riccardo Dalisi qui mène des démarches de design participatif avec les enfants des rues à Naples mettant en pratique des processus d'élaboration précaire du territoire à travers une « technique pauvre » (tecnica povera). « Dalisi réalise des expériences de didactique spontanée de groupe, en donnant aux enfants de Naples des structures à assembler pour construire des objets et des espaces » (A. Branzi). Influencé par la grammaire générative de Chomsky, Dalisi met au point une maïeutique fondée sur les principes d'une « géométrie générative » qu'il inscrit dans un engagement social et politique (« Tecnica povera in rivolta », Casabella, 1972). L'architecture est définie comme « expérience de l'espace », dans une crise de l'objet où seuls l'usage et l'appropriation importent.

Dans Strange Design (Dautrey et Quinz, 2015), les auteurs retracent cette histoire du design des objets bizarres et distinguent 19 courants, avec pour chacun des revendications particulières. On peut ainsi distinguer le design radical en réaction à la production de masse, le drop design en réaction aux problématiques de gaspillage et de surproduction, le critical design est lui lié à l'émergence de l'électronique, à l'immatérialité qui caractérise les ondes (Dune and Rabby). Le design spéculatif interroge lui l'utilisation des OGM.

Cette tradition européenne est donc caractérisées par la production d'objets qui prennent place dans des futurs qui peuvent apparaître non désirables.

Le design fiction apparaît la même année que le design spéculatif (2009) mais dans un autre lignage historique, initialement déconnecté du design radical. Les racines du design fiction sont, selon Julian Bleeker, à retrouver dans la production d'objet de science fiction notamment par Hollywood (il rejoint ainsi la thèse de David Kirby qui s'intéresse



Riccardo Dalisi

Ateliers dans le quartier
Traiano, 1972-1974
Panneau de restitution

Dessin - Collage sur
papier
72 x 102.5 cm
011 039 001

au financement des productions hollywoodiennes pour préparer à l'arrivée de nouvelles technologies). Julien Bleeker propose alors de sortir ces objets qui sont en arrière plan des films pour les mettre au premier plan. On voit donc que dans cette lignée il n'y a pas de position critique dans l'acte de conception et de production de ces artefacts. Les usages liés à ces objets peuvent rencontrer des bugs mais la démarche peut par moment ressembler à une activité promotionnelle, un outil de promotion et de communication plus qu'un outil critique.

Néanmoins, l'hybridation de ces deux courants a donné naissance à un design fiction spéculatif incarné en France notamment par des designers comme Max Mollon ou l'agence Design Friction. Elle est caractérisée par la production d'artefacts (des prototypes) qui prennent place dans un scénario qui, sans être dystopique, grince et ont pour but de provoquer un débat.

Max Mollon identifie le site « Design Environment » du MOMA en 2014 comme étant la première pierre de cette hybridation. Sur ce site, qui est à part entière une exposition du MOMA, l'un des projets du Royal College of Art devient le point focal de la critique marxiste, féministe et décoloniale du Design Fiction. L'une des critiques portée à l'encontre de ce projet par une communauté qui se nommera plus tard le « decolonising design group », et plus largement à l'encontre de la pratique du Design Fiction, est de proposer des dystopies futures sans se rendre compte que ce sont généralement déjà des dystopies du présent pour des personnes qui sont loin du mode de vie des designers les ayant produites.

2014 serait donc un moment de bascule du design fiction. On assiste à une déconstruction du design fiction et à l'émergence de nouvelles pratiques d'un design fiction critique plus participatives, inclusives, plus proches du design social et orientées vers le débat. Un design fiction qui assume sa portée politique et qui cherche à sortir du musée pour irriguer le débat public.

DU DESIGN INDUSTRIEL AU DESIGN DES POLITIQUES PUBLIQUES

Le design des politiques publiques s'inscrit dans le prolongement du design social. Le design social est une pensée critique qui a germé dans les années 70-80, en réaction au design industriel, lui-même né avec l'essor de la société de consommation, au début du XXème siècle. À travers le design social, des théoriciens du design, comme Viktor Papanek, interrogent les effets collatéraux liés aux conséquences de la production industrielle en faisant appel à un design éthique, plus intelligent, plus économe et plus inclusif. Des praticiens, comme Ettore Sottsass, ont développé, dans la même logique, des pratiques d'« anti-design », prônant une approche culturelle du design au-delà de sa valeur économique dans l'industrialisation de masse.

Ces courants de pensée et de pratiques vont irriter les écoles de design à partir des années 70, que ce soit dans le champ du design d'objet et d'espaces, que dans le champ plus expérimental du design activiste et plus tard du design de services. Le design des politiques publiques s'inscrit dans la volonté d'appliquer les principes du design social à un domaine particulier, celui de l'action publique. L'idée est de développer une pratique de conception pour l'intérêt général, qui s'ancre dans l'action publique, celle-ci devenant un terrain d'expérimentations pour le design. En cela, les méthodes du design des politiques publiques reprennent les principes du design social : s'intéresser à la société sous tous ses angles, interroger la complexité, explorer des formes alternatives de co-production (bricolage, artisanal), s'immerger dans le réel et travailler avec les usagers, dans une logique émancipatrice. C'est une filiation importante à rappeler. Les premières formes du design dans la sphère publique sont apparues dans les pays anglo-saxons et nordiques dans les années quatre-vingt-dix. On cite souvent en exemple le MindLab, cette cellule d'innovation ministérielle danoise qui se proposait de réinterroger les politiques publiques par le design. En Angleterre, des collectifs de sociologues, d'artistes et de designers se sont attaqués aux grands défis de la société dans le contexte de la big society entre 2005 et 2010, qui va de pair avec un retrait

des services publics locaux. On parle ici d'un design participatif associant les citoyens à la construction et même à la co-production des solutions. On peut notamment citer l'agence de design social anglaise ThinkPublic qui a une trajectoire intéressante, avec des approches inédites mélangeant le documentaire (ou design research), les sciences sociales et la pratique de l'immersion sur le terrain pour résoudre des problématiques comme la lutte contre l'obésité, la précarité alimentaire ou la maladie d'Alzheimer. Les fondateurs n'ont pas hésité à identifier le mauvais fonctionnement des politiques publiques et à proposer des projets basés sur la construction de communautés d'usagers et d'acteurs, dans une logique de community organizing. On retrouve ici la mobilisation de l'expert-profane sur des sujets que les professionnels de la politique ne peuvent incarner. La Grande Bretagne a été le laboratoire de ces nouvelles pratiques, John Thackara a mené pendant des années la biennale d'innovation sociale DOTT – Designs of the Time.

Les designers britanniques sont des sources d'inspiration, ils sont les premiers praticiens à sortir du bois et à se définir comme designers sociaux, en revendiquant une méthode spécifique, qui connaît rapidement un effet de mode.

En France, le design des politiques publiques commence à faire son apparition dans les années 2000-2010 en questionnant plutôt le fait administratif, en ayant recours à la recherche-action et aux projets expérimentaux pour interroger le fonctionnement de la puissance publique, sans pour autant remettre en question sa place dans la société française. Là où le design anglo-saxon des années 2000 se posait en alternative à une action publique en cours de libéralisation, et défailante, le design français des politiques publiques s'est d'emblée positionné comme un outil de réenchantement, ou de ré-encapacitation des acteurs publics à tous les niveaux.

Comme l'explique Mathias Béjean, en France, « l'approche expérimentale semble revenir en force depuis quelques années » (Bejean, 2021) permettant ainsi à la France de rattraper son retard dans l'usage du design pour l'innovation publique. Ce dynamisme est visible tant au niveau des institutions (l'action de la Direction Interministérielle de

la Transformation Publique est notamment à souligner), que dans la mise en œuvre de dispositifs de recherche-action (Mathias Béjean, dans le même numéro de la revue Horizons Publics, mentionne notamment le grand nombre de Living Labs sur le territoire français) ou dans la constitution d'agences de design qui se spécialisent sur ces sujets (27ème Région, Vraiment Vraiment, Design Friction pour ne citer qu'eux).

ET MAINTENANT, DESIGNONS UNE DÉMOCRATIE VRAIMENT PARTICIPATIVE !

Comme le rappelle Jean-Louis Frechin, « créer les objets contemporains consiste à prendre des responsabilités quant aux conditions de leur conception, de leur fabrication, de leurs usages, de leur impact, de leur pouvoir d'autonomie et de leur vie jusqu'à leur terme » (Frechin, 2019). Le design des politiques publiques doit donc maintenant prendre une nouvelle dimension en participant à la conception de l'environnement de leur conception et de leurs usages.

Le rôle d'un tel designer serait de créer les conditions, les lieux et les objets de la démocratie participative de bout en bout, soit au travers des 5 missions que nous avons identifiées précédemment. Une mutation du design pour les politiques publiques vers un design de la participation démocratique qui inclurait une activité de designer du débat public. Comme le dit Franck Escoubes, fondateur de BlueNove, ces cinq missions « sont des grands moments démocratiques mais avec des grandes carences à chaque étape » .

“The tools that we have created today are starting to erode the social fabric of how society works”

Chamath Palihapitiya
ancien VP chez Facebook
CNBC - 12/12/2017

PREMIÈRE MISSION: INFORMER

Cette mission est presque indépendante des autres missions, ou plutôt elle peut exister en parallèle de toutes les autres missions.

Quelque soit le moment de la vie démocratique, il y a un devoir et un enjeu d'information. Ainsi, lors des dernières élections régionales et départementales en 2021, 66,1% des électeurs ne se sont pas déplacés au premier tour. Lorsqu'on interroge les électeurs sur les raisons de leur abstention, 40% d'entre eux ne « sont pas intéressés par l'élection » ou « ne connaissent pas le rôle des conseillers départementaux ou régionaux »¹.

Cette mission d'information pourrait, selon Franck Escoubes, amener à une « démocratie festive » où les actes de démocratie seraient célébrés. Plus que l'information c'est toute l'expérience utilisateur de la démocratie qui doit être repensée, alors que « l'acte électoral est la re-création du contrat de confiance, c'est un acte manqué absolu ».

Aujourd'hui l'information politique est portée soit par les médias soit par les débats. Mais l'information dispensée par les médias reste complexe à appréhender (par exemple les comparateurs de programmes) et une démarche de simplification s'avère indispensable pour permettre à tous les citoyens d'appréhender le fait politique.

En ce qui concerne les débats, ils sont, du moins dans la tradition française, des moments d'opposition et d'hostilité lors desquels on ne met pas les citoyens en capacité de comprendre les enjeux d'un vote (il a été aussi montré que le débat ne servait pas à faire changer les opinions, il y a donc une réflexion plus large à mener sur l'objet « débat » en tant que tel mais ce n'est pas le but ici). On voit donc que les deux grands modes de communication politique en France se heurtent à des limites liées à leur propre forme (une presse écrite pour une élite culturelle, des débats programmés comme des combats entre deux opposants). Or il y a urgence à réinvestir ce champ de l'information politique (pas de la communication politique qui, elle, est partisane), informer les citoyens sur l'objet de leur vote, aux mécanismes de l'action politique, les intéresser

¹ Sondage Ipsos/Sopra Steria pour France Télévisions/Radio France/LCP-AN Public Sénat, réalisé du 16 au 19 juin sur un échantillon de 3.001 personnes

à ce pourquoi on les fait voter.

Pour résumer, l'enjeu de la mission d'information est donc de rendre efficace l'information, de simplifier le complexe pour permettre aux citoyens de s'emparer des sujets à terme et de transformer l'acte démocratique automatique et ennuyeux en une célébration de l'acte politique.

L'enjeu du design pour cette mission est donc d'améliorer l'expérience utilisateur du citoyen dans sa relation à la fabrique de la politique. De l'acte de voter à la compréhension des mécanismes des politiques votées par les représentants élus.

“On n'est pas tributaire d'une foutue Blockchain pour faire ça! Je pense qu'on se trompe de combat, tout comme on se trompe de combat avec les fake news. On ne parle que de ça et on va responsabiliser Facebook et les GAFAs en leur reprochant de ne pas avoir recruté suffisamment de veilleurs ou de modérateurs. Mais le problème n'est pas là! Il est anormal d'aller s'informer sur FB. Les médias ne font pas leur boulot, la fabrique de l'information n'est pas en capacité de sensibiliser, d'éduquer, de former les citoyens; elle n'est pas encapacitante. Notre infrastructure cognitive est déficiente, je pense qu'on ne responsabilise pas assez les médias dans leur impensé cognitif et méthodologique pour restituer une information complète, fiable, systémique, complexe, compréhensible, et intuitive.... Le problème ce n'est pas les réseaux sociaux, c'est les contenus”

Franck Escoubes

SECONDE MISSION : CONSULTER

C'est peut être là que l'enjeu est le plus fort, la consultation est souvent la première étape d'une démarche de démocratie participative lorsque ce n'est pas la seule. Ce premier contact avec la fabrique de la vie démocratique n'en est que plus important.

A l'étape amont de la fabrique d'une politique publique, il y a ce moment privilégié de prise de contact avec les citoyens qui consiste à consulter les citoyens pour comprendre ce qui se passe. Ce que Rosanvallon appelle très joliment la démocratie narrative, ce moment privilégié où l'on exprime par la narration ce que l'on vit, ce que l'on perçoit et ce qui nous touche en tant qu'individu et en tant que citoyen. L'enjeu est alors de « rechercher les moyens de traduire de façon plus sensible la vie sociale, de manière à réarmer de concret la critique de l'ordre existant » (Rosanvallon, 2020).

Pour paraphraser Michelet, ces premiers contacts avec le fait démocratique nécessitent une connaissance mutuelle de ses participants ; que les décideurs connaissent la vie des « vraies gens » mais que les différents îlots de ce que Fourquet appelle l'archipel français s'inter-connaissent.²

Il y a donc un enjeu fort à retisser les liens entre ces communautés qui dépassent aujourd'hui les communautés de classes. Comme le dit Pierre Rosanvallon, « Les individus sont dorénavant autant déterminés par leur histoire que par leur condition sociale. Ce sont la confrontation avec les événements, les épreuves subies ou les opportunités rencontrées qui façonnent aujourd'hui les existences. Ces éléments dessinent des communautés d'épreuves, d'attente ou de ressentiment susceptibles de produire du commun de manière aussi consistante que celui qui était traditionnelle-

² Notons également le dévoiement régulier du terme de consultation ou du moins l'utilisation de la consultation non pas dans un but de co-construction ultérieure mais dans le cadre d'une démarche d'information sur un projet déjà avancé ou en réaction à des questions soulevées par des collectifs citoyens. On peut parler de consultation de rattrapage dont le but est de répondre a posteriori à des questions qui n'ont pas été traitées en amont du projet (mais le but n'est pas de modifier le projet). Citons par exemple les démarches de consultation menées dans le cadre du réacteur nucléaire Penly3 ou du PLU parisien

ment attribué au rapports de classe » (Rosanvallon, 2020). La difficulté est donc de permettre à chacun de comprendre comment l'autre reçoit les choses, donner un espace d'expression à chacun pour susciter un échange qui constituera alors une forme d'expérimentation du commun, « une connaissance interactive de l'ordinaire » (Rosanvallon, 2020).

L'autre objectif de la consultation est d'embarquer les citoyens dans le processus complet de la démocratie participative et notamment ceux qui ont une expertise dont ils peuvent faire bénéficier la communauté ; les experts-profanes dont nous reparlerons plus tard.

Les expériences de démocratie participative que j'ai pu observer montrent, notamment dans les collectivités locales et territoriales, une utilisation massive de l'outil « Réunion Publique » pour mener des consultations. Or cet outil met en présence des décideurs et des citoyens dans un jeu de rôle formel (organisation de la salle, répartition des temps de parole, modalité de présentation) qui asphyxie la démarche de consultation.

Des démarches différentes sont bien sûr à souligner, l'agence Vraiment Vraiment mène par exemple des consultations ambulantes pour aller à la rencontre des citoyens plutôt que de les inviter à se rendre dans les locaux de la mairie par exemple mais les décideurs politiques et leurs administrations ne sont pas armés pour déployer ces démarches sur tout le territoire alors que cela semble être une piste pour re-mobiliser le débat.

De même le passage à l'échelle s'avère parfois difficile. On peut comprendre que les modalités de consultations à l'échelle d'une collectivité locale et d'une nation sont différentes. On peut notamment le voir dans les expériences comme la Convention Citoyenne pour le Climat ou le Grand Débat national post Gilets Jaunes ; dans le premier cas 150 citoyens ont été tirés au sort (selon des paramètres statistiques) pour représenter la nation, dans le second cas l'usage massif des sondages a été largement décrié.

Il y a donc une place à donner à la consultation en amont de la fabrique des projets publics (aménagement, politiques publiques par exemple) et pour cela des outils de témoignages à réinventer pour permettre à tous les groupes de notre société de s'intercomprendre, pour contribuer à re-tricoter l'archipel, et permettre à chacun de comprendre ce que vit/ressent l'autre. On retrouve bien là l'un des objectifs des démarches de design spéculatif : permettre aux participants de se projeter dans la réalité de quelqu'un d'autre.

“La démocratie ne peut pas vivre si les hommes et les femmes ne font pas société. La connaissance d'autrui est le socle de cette entreprise. La fabrication d'un monde commun exige qu'existe une forme d'intercompréhension entre ses membres. Le coût de l'invisibilité est pour cela autant social et moral qu'individuel”

(Rosanvallon, 2020)

TROISIÈME MISSION : CONSTRUIRE

Ce moment de la démocratie participative est critique. C'est à la fois le but (construire ensemble les politiques publiques) et le principal écueil de la démarche. Comme l'a démontré l'expérience de la Convention Citoyenne pour le Climat cette construction n'est pas sans danger. En effet, écrire la loi est un métier et les mécaniques de cette rédaction sont trop complexes pour être confiées à une assemblée citoyenne.

Construire nécessite de se projeter ; de se projeter dans des usages, dans le futur, dans une situation qui n'est pas celle que l'on vit aujourd'hui. C'est là qu'intervient donc la prospective, qui est « à la fois un outil pour voyager en incertitude, et un art un peu fou d'imaginer les futurs au pluriel » (Baudin, 2021). Il est donc nécessaire de se réunir « pour imaginer ce qui pourrait arriver à la faveur des décisions qu'on saurait prendre en conscience » (Baudin, 2021).

Construire ensemble nécessite une forme d'intelligence collective. Emile Servan-Schreiber a synthétisé plusieurs décennies de recherche sur ce domaine et en propose quatre ingrédients principaux : une diversité dans les participants, une prime aux points de vue originaux, un travail qui s'appuie sur de la donnée et une agrégation massive de l'ensemble des informations produites.

Pour ce faire il est important de convier ceux que Franck Escoubes appelle les experts-profanes, certains citoyens qui ont pour particularité d'être soit très affectés par un problème social ou sociétal, et donc très connaisseurs de ce problème parce qu'il les affecte au premier chef. Ou alors des citoyens qui sont très compétents sur le sujet, parce qu'ils sont passionnés par le sujet ou parce que leur métier les prédispose à avoir un savoir connexe.

On peut citer par exemple la démarche pilotée par Ville Ouverte dans le cadre des jardins publics - construire avec les usagers (et pas seulement les consulter sur leurs besoins) un jardin tout en assurant que la puissance publique reste décisionnaire et maître d'ouvrage de la solution.

Beaucoup d'exemples existent mais à des échelles

locales. Le défi est, encore une fois, de porter à l'échelle cette dynamique en veillant à maintenir son inclusivité.

Le numérique est envisagé comme l'un des outils permettant de rendre cette démarche de construction plus large, plus globale. Mais l'utilisation de l'outil numérique révèle d'autres questions : accès aux ressources numériques, barrière de l'écran, solitude de l'expérience.

L'enjeu de ce moment est donc selon moi non pas de construire le texte la loi (ou l'objet de la politique en question) mais de dessiner en commun un futur, de définir en commun les valeurs de ce futur (son dessein), charge alors à la puissance publique d'en assurer la forme (le dessin) pour permettre un design réussi. Il ne faut donc pas confondre construire et décider. Le rôle d'un designer de la démocratie participative seraient donc de « créer les conditions propices à adresser le nouveau, l'inconnu et la complexité pour favoriser l'élaboration de propositions, de liens et de valeurs » (Frechin, 2019) ; de créer le cadre dans lequel l'élaboration des politiques publiques pourra se faire.

Le Design Fiction est l'un des moyens de produire cette réflexion. Il permet de produire des scénarios, des artefacts qui permettent à une audience de se projeter dans un futur pour questionner sa désirabilité. Le rôle du designer est alors la construction de ce cadre de travail et l'agrégation des informations produites pour dessiner les contours d'un futur désirable.

”Partir de l'histoire et de l'usage de chacun, et faire le pari que les habitants, avec leurs pratiques quotidiennes, sont les plus à même d'imaginer le Saillans de demain”

Fanny Larroque
Chargée de mission
démocratie participative

QUATRIÈME MISSION : DÉCIDER

Une fois qu'on a construit, reste à décider, à dessiner le chemin à suivre pour atteindre ce qu'on a construit ensemble. Comme le dit Mathieu Baudin, “Le vrai prétexte de la prospective est d'éclairer la décision” (Baudin, 2021).

Trop souvent, cette prise de décision est vécue comme irrévocable et devant s'appliquer partout de la même façon, vécue comme un jalon plus que comme un processus.

En termes de démocratie participative, la décision est un processus qui implique la définition d'un compromis entre trois corps d'acteurs : des élus, des experts (profanes ou pas) et des citoyens « candides ». Dans *La démocratie, autrement* Frank Escoubes et Gilles Proriol montrent, en s'appuyant sur des exemples récents de politiques publiques, la nécessité que ces trois acteurs aient leur place dans la prise de décision et qu'aucun n'en soit exclu (pp. 201 à 205).

Mais décider c'est trouver un compromis, et trouver le meilleur compromis nécessite de recombinaison les différentes options possibles et implique la capacité à tester les choix qui sont faits. On est donc bien loin de la décision tranchée par un dirigeant omniscient. Cette recherche du meilleur compromis nécessite donc une redéfinition de la temporalité des rapports qui mettent en lien les citoyens et leurs dirigeants, une revue régulière des choix qui sont faits. On retrouve là le principe de Test & Learn cher au design ou du ProofMaking. L'un des enjeux pour un designer sera donc d'être à même de penser des dispositifs permettant de tester les politiques publiques avant de les déployer.

La tradition centralisée de notre pays amène souvent à l'élaboration de politiques publiques qui s'appliquent partout de la même façon, niant parfois la réalité des territoires et leur disparité. Trouver des modalités de décision qui permettent à chaque territoire de trouver son compromis me semble l'une des voies à explorer pour permettre l'émergence d'une démocratie participative efficace. C'est ainsi qu'on peut parler d'innovation publique.

Cette culture de l'innovation publique est incarnée

en France par l'émergence d'une culture design (citons notamment les actions menées par la Direction Interministérielle de la Transformation Publique, l'écosystème des Living Labs très dynamiques sur notre territoire). Mais étonnamment, les grands moments de démocratie participative du dernier quinquennat n'ont pas exploré ce champ de la transformation « petit à petit », une décision qui se fabrique au fur et à mesure avec toutes les parties prenantes. On voit ici que la présentation linéaire des missions de la démocratie participative n'est qu'une contrainte de rédaction mais que dans les faits, une approche design de la démocratie participative induirait des itérations.

Outre son rythme, une des autres questions relatives à la prise de décision est la modalité de choix. La reconnaissance du vote blanc a été l'une des revendications importantes lors du Grand Débat National (20% des expressions spontanées) tout comme la représentativité du corps décisionnaire. Gageons qu'une approche design, petit à petit et par la preuve répondra à la problématique de la représentativité en impliquant plus de citoyens dans la vie politique et en faisant émerger des citoyens, aujourd'hui éloignés de la vie politique.

Reste la comptabilité de l'expression des voix à travailler. Cette question est en fait un vieux problème mathématique. On peut notamment citer les méthodes de Condorcet et Borda, deux mathématiciens qui proposèrent au moment de la révolution française des méthodes de vote pondérées (la méthode Borda est une amélioration d'un système de vote déjà en cours au sénat romain). Dans le scrutin Condorcet, le vainqueur est celui qui gagne le plus de duels ; selon Borda les candidats sont classés par chaque électeur et obtiennent un nombre de points selon leur position

Plus récemment, Michel Balinski et Rida Laraki, tous les deux mathématiciens au CNRS, ont proposé un mode de scrutin innovant : le jugement majoritaire (c'est notamment le mode de scrutin qui a été choisi dans le cadre de la primaire populaire) qui a l'originalité de proposer un jugement de chaque option indépendamment des autres. Cette approche sensible a pour objectif de produire

le plus petit nombre d'électeurs insatisfaits et permet de répondre au théorème d'impossibilité formulé par l'économiste Kenneth Arrow (Avec les systèmes de votes, il n'existe pas de processus de choix social indiscutable, qui permette d'exprimer une hiérarchie des préférences cohérente pour une collectivité à partir de l'agrégation des préférences individuelles exprimées par chacun des membres de cette même collectivité). Pour résumer, dans le cadre du jugement majoritaire, chaque électeur émet un jugement sur chacune des options qui lui est proposée (un jugement sensible, pas une note, qui va de « Excellent » à « A rejeter »). Il peut tout a fait poser le même jugement sur plusieurs des options.

La compilation de tous les jugements permet d'attribuer une mention majoritaire, la mention médiane; c'est la mention telle que, quel que soit le sens dans lequel on regarde, il y a toujours une majorité des électeurs d'accord pour défendre cette mention contre tout autre mention. Autrement dit: ceux qui la contestent sont forcément en minorité. L'utilisation de ce mode de scrutin permettrait de mieux identifier les projets (les programmes, les candidats) répondant à l'intérêt général, le meilleur compromis.

Les enjeux en termes de décision sont donc doubles. **Identifier les modalités de désignation du compromis** qui permet au trio décideurs, experts et citoyens de travailler ensemble et accompagner un système public peu enclin aujourd'hui à l'expérimentation. **Permettre des expérimentations à grande échelle** et des solutions différenciées selon les territoires sera sûrement l'une des modalités qui permettra à la démocratie participative de prouver sa valeur. Il s'agira donc de définir un cadre dans lequel les différents territoires pourront à leur tour concevoir leur propre compromis.

JUGEMENTS MAJORITAIRES, SCRUTIN DE CONDORCET ET BORDA

Prenons pour exemple 3 choix (A,B et C) et une assemblée de 236 participants.

Dans un premier temps, on demande aux participants de trier leurs choix par ordre de préférence. On obtient les résultats suivants :

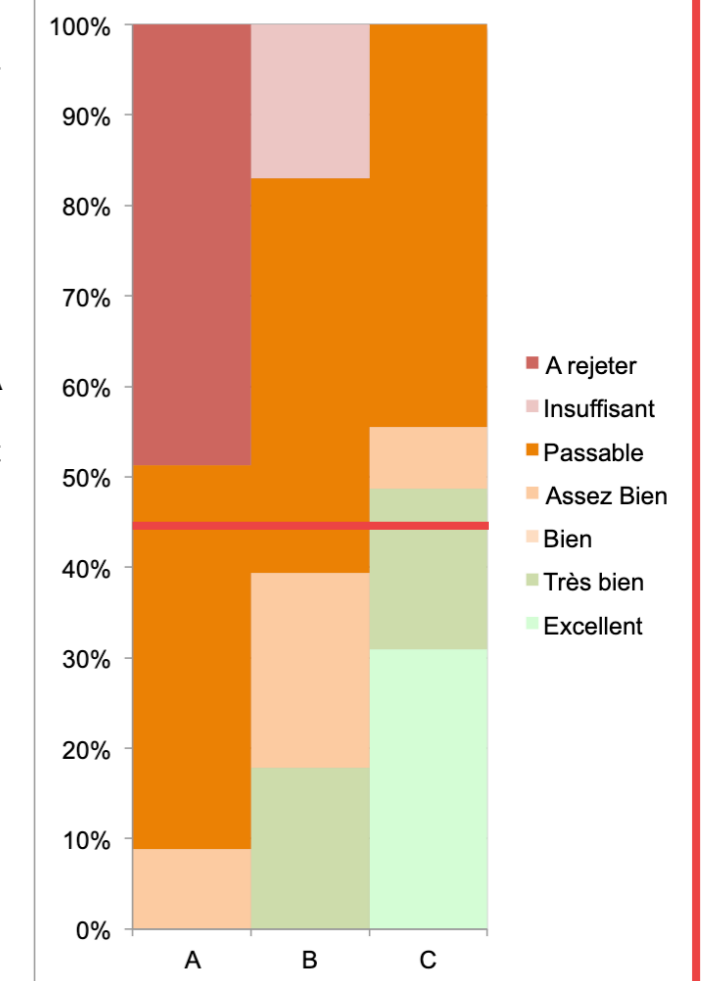
1er choix	A	C	B
2nd choix	B	B	C
3ème choix	C	A	A
Nombre de votes	121	73	42

Selon le **scrutin de Condorcet**, c'est le choix A qui est préféré (il «gagne» 2 des 3 duels). Selon le **scrutin de Borda** c'est le choix B qui est préféré (il remporte 514 points contre 478 et 424 pour A et C).

Si maintenant on procède à un jugement de chacun de ces 3 choix selon une échelle qui va de «Excellent» à «A rejeter» on obtient le tableau suivant (qui conserve les mêmes équilibres que les classements émis précédemment):

	A	B	C
Excellent			73
Très bien		42	42
Bien			
Assez Bien	21	51	16
Passable	100	103	105
Insuffisant		40	
A rejeter	115		

Une représentation graphique permet de déterminer que le choix C est celui qui a la meilleur mention majoritaire (le choix A apparaît comme un choix par défaut qui suscite beaucoup de rejet): Cet exemple illustre les différences des trois modes



de désignation et la nuance que peut apporter un jugement sensible comme le jugement majoritaire

exemple construit d'après le site alloprof.qc.ca

CINQUIÈME MISSION: AGIR

La coproduction de l'action publique est un serpent de mer. La tradition de notre état très centralisé est que le citoyen bénéficie d'un service plus qu'il n'y prend sa part. L'enjeu de la cette mission est donc d'imaginer des modalités de mise en œuvre qui implique tous les publics concernés, que chacun puisse prendre sa part dans sa réussite. Cette nécessaire mise en action de tous les acteurs était déjà souhaitée par Pierre Mendès-France: « Dès qu'un homme trouve un sens universel à son action, fut-elle humble ou modeste, il découvre en lui un citoyen ».

Cette coproduction du service public est mentionnée dans le rapport « Action publique 2022: Service public, se réinventer pour mieux servir » publié en 2018 mais dans les faits cette conviction n'a pas trouvé d'incarnation concrète. Du moins dans le cadre d'un service public associant l'administration et les citoyens (comme le rappelle Frank Escoubes, la crise sanitaire a vu la multiplication des initiatives citoyennes pour prendre soin des plus isolés et des plus fragiles mais ces actions ne répondaient pas à un service public identifié ou co-conçu avec des citoyens).

Dans un cadre institutionnel, force est de constater que l'exercice est rarement mené jusqu'au bout et qu'à l'issue d'une démarche participative, les citoyens qui ont participé sont, pour certains, devenus des experts profanes et souhaitent prolonger l'expérience. Ainsi, à l'issue de la Convention Citoyenne pour le Climat, une association regroupant les 150 participants s'est créée pour assurer un droit de regard et pouvoir continuer à travailler sur le sujet.

Il y a donc tout à inventer, tout à designer pour que la dynamique d'une expérience de démocratie participative ne retombe pas, pour que l'énergie que les différents participants ont mobilisée perdure. L'enjeu est donc double ici : designer les outils qui permettront aux citoyens de rester engagés et de prendre eux-mêmes part à la mise en oeuvre pratique d'une politique publique d'une part et, d'autre part, création d'un écosystème à même de faire vivre cette politique publique: les instances et leur gouvernance qui permettent à un processus de démocratie participative de perdurer.

“La dimension la plus aboutie et la plus exigeante de la démocratie, entendue comme la capacité de fabriquer du vivre-ensemble et de faire société, c'est l'engagement. Ce n'est pas débattre, ce n'est pas imaginer, ce n'est pas rêver, ce n'est pas critiquer, c'est s'engager”

Jo Spiegel
La Tribune - 10/04/2020

EPILOGUE
FICTIONNEL
-
REVUE DE PRESSE
SEPTEMBRE 2050

4



L'officiel des fabpols du 17 Mai 2045 annonçant la conférence mondiale des citoyens

Depuis le 1er Janvier 2031, cet hebdomadaire consacrée à la pafrique des politiques présente la liste des initiatives de démocratie participative par zone géographique, par phase (consultation, construction, décision, action). Disponible en ligne, il donne également accès aux espaces respectifs de chacune des démarches sur la plateforme participation.gouv.fr

Le numéro 750 de Mai 2045 était dédié à la conférence mondiale des citoyens organisée par l'ONU.

TRANSCRIPT DU 7-9 DE BRUT SUR TWITCH DU 23 SEPTEMBRE 2050

- Depuis le PC de Météo Europe à Toulouse, Martin Collado. Quel est le temps qui nous attend Martin ?
- Bonjour Hugo, bonjour à tous. C'est un temps très doux qui nous attend aujourd'hui avec des moyennes comprises entre 30 et 35°C sur la moitié sud du pays et des températures en dessous des moyennes saisonnières sur la moitié Nord où il fera 32 à Brest, 38 à Trouville et seulement 40 à Paris. Mais les températures devraient remonter dans les prochains jours. Météo Europe n'attend pas de pluie sur tout le pays avant au moins la mi-octobre
- Merci Martin. Et maintenant l'actu de la FabPol en partenariat avec l'officiel des fabpols. En direct du Centre national de la fabrique politique, le CNFP, Robin Pairet
- Bonjour Hugo, comme tous les lundis, voici l'actualité des démarches de démocratie participative nationales. Je rappelle à tous nos auditeurs que vous pouvez retrouver l'ensemble des démarches sur la plateforme participation.gouv.fr et sur le reddit de la CNFP, qu'il s'agisse de démarches locales ou nationales.
Cette semaine, plusieurs grands projets entrent en phase de consultation, notamment le volet mobilité et le volet alimentation de la future loi de programmation énergie.
A noter également le passage en jugement majoritaire des conclusions de la consultation sur le volet 3 du plan des 1000 premiers jours.
Dernière actualité brûlante, le rapport sur le bruit ayant été remis au CESE, la structure de suivi se met en place et cherche des volontaires pour 3 ans ; cette instance regroupera 70 citoyens volontaires non professionnels du secteur mais sélectionnés selon leur expertise. Chacun y siègera pour 2 à 4 ans puisque le collège sera renouvelé par tiers.
- Gros programme Robin ! Et a-t-on des nouvelles de l'évaluation de la politique climat décidée à la dernière convention mondiale des citoyens ?
- La convention, qui a eu lieu il y a 5 ans avait donné lieu à un changement radical par rapport aux COP qui étaient menées jusqu'alors. On se rappelle tous je crois de l'échec des accords de Paris mais depuis 2035, à l'initiative de l'Union Européenne, des démarches de démocratie participatives avaient été menées et en 2045 le nouvel accord climat mondial était posé. Et pour la première fois le rapport du GIEC se montre positif en ce qui concerne l'évolution du climat. Les actions menées par les différents pays mais coordonnées par la convention mondiale des citoyens ont permis non seulement de limiter drastiquement les émissions de gaz à effet de serre mais pour la première fois, cette année le taux de CO2 dans l'atmosphère a diminué, ouvrant la voie à un freinage du dérèglement climatique.
- Impressionnant comme résultat !
- Mais ce n'est pas tout ! La convention des citoyens avait également mis dans son suivi des indicateurs relatifs à la malnutrition et à l'éducation. Et les résultats des actions menées depuis maintenant 15 ans sont impressionnants. On observe notamment une baisse significative du taux d'émigration forcée depuis 7 à 8 ans. [...]

[...] Lors des élections municipales de 2026, la tendance de 2020 s'est confirmée. Des villes de plus en plus importantes ont vu des listes d'initiatives citoyennes accéder aux responsabilités. Ces villes sont devenues de véritables laboratoires de la fabrique politique, à commencer par l'écriture collaborative de leur programme (qui avait déjà été expérimenté notamment par le printemps marseillais en 2020). Mais les démarches collaboratives ne se sont pas arrêtées là. Transformer l'énergie militante en implication pérenne des citoyens a peut-être été l'un des plus grands défis auxquels ces équipes ont dû faire face.

Ces laboratoires ont permis de produire et de tester un nombre important de dispositifs. Les résultats probants en terme d'acceptation et de transformation dans ces municipalités ont amené le gouvernement Delga (2027-2032) à mobiliser le Conseil National du Design (CNDes) pour accompagner la Direction Interministérielle de la Transformation Publique dans une large réforme des pratiques démocratiques. Le CNDes avait été créé en 2021 comme un comité professionnel de filière, chargé d'observer, d'étudier, de faire de la prospective et des propositions aux pouvoirs publics pour mettre en place une stratégie et une politique nationale du design.

Dans le cadre de ce travail, un nouveau métier a fait son apparition dans les grilles de l'administration centrale : designer du débat public dont l'objet de travail n'est pas une politique publique, comme nous l'avons connu au début du XXI^{ème} siècle, mais le design de l'ensemble des dispositifs permettant d'accompagner un acteur public dans une démarche de démocratie participative. En binôme avec l'administration « cliente » il a pour rôle de coordonner les différents intervenants qu'ils soient designers (designers graphiques, design d'atelier pour les phases de construction et de consultation, design des plateformes numériques pour les démarches de consultation notamment, design fiction pour la production de prototypes, design des politiques publiques...) ou d'autres champs d'exper-

tise (sociologues, historiens, géographes, politologues, philosophes ...). Il a également pour mission d'accompagner l'administration cliente dans la mise en place de d'une organisation à même de travailler selon une approche design. Il s'agit notamment de repenser les modes de décision, les modalités de choix et de tests, et la mise en œuvre d'instances mixtes citoyens / administration pour assurer le suivi des différentes politiques designées avec le soutien du Conseil Economique Social et Environnemental (CESE).

Les premières démarches au niveau national ont eu lieu en 2029 sur le sujet des 1 000 premiers jours des enfants. Les 6 premiers mois ont été dédiés à la mise en place de consultations très larges qui ont regroupé entre autres des experts, des jeunes parents, des syndicats professionnels, des sages femmes, des administrateurs de crèches et des spécialistes de la petite enfance, des médecins (gynécologues, psychiatres, pédopsychiatres) et des neuroscientifiques. Parmi les participants, plusieurs avaient un rôle identifié d'experts-profanes, par exemple Tristan Champion qui, en 2020, a publié un livre « La Barbe et le Biberon » qui raconte son expérience du congé paternité en Norvège. Le dispositif proposé s'appuyait tant sur des réunions locales en physique que sur les différentes plateformes de réseaux sociaux. Des déambulations familiales ont également été organisées pour aller à la rencontre de ceux qui n'ont pas les moyens ou le temps de se connecter aux plateformes (notamment les familles de jeunes enfants).

En ce qui concerne justement la durée du congés d'accueil du jeune enfant pour le second parent (CAJESP), l'année 2030 a permis de tester différents dispositifs selon les régions. Et, à la fin de l'année, 4 des 20 modalités expérimentées ont été portées au niveau national par une loi. Pour ne pas alourdir les processus ultérieurs d'amélioration des dispositifs, le texte chapeau précisant les objectifs de la loi a été séparé des modalités pratiques de mises en œuvre qui ne cessent depuis d'évoluer. En 5 ans la durée du CAJESP est passée de 14 jours à 6 mois obligatoires mais surtout les impacts en termes de retour à l'emploi des jeunes mamans, d'égalité salariale homme-femme, de suivi pédopsychiatrique, de taux

de suicide des femmes, de violence conjugales ont dépassé les attentes qui avaient été fixées en début de démarche.

Cette première expérimentation, et ces premiers succès, ont ouvert la voie pour que progressivement une très large majorité des politiques publiques soient co-designées avec les citoyens. L'une des difficultés a été la redéfinition du rôle des élus et notamment des députés et sénateurs. Cette évolution progressive les a mis en position de piloter ces démarches, avec les designers du débat public et les administrations, pour assurer la cohérence des mesures entre les administrations, les remplaçant ainsi sur le déploiement d'une politique publique sur le territoire et dans les différentes administrations. Les expériences de la décennie 2020-2030 au niveau local avaient nécessité la formation des élus locaux aux méthodes design et à la concertation (la formation était devenue obligatoire et continue pour les élus locaux et les directeurs d'administration locale dès 2025). En 2025, une contestation très forte est née à l'initiative du mouvement « Touche pas à mon Elu » qui luttait contre le déploiement des démarches participatives et pour le retour à une démocratie représentative plus classique. Ces formations ont été déployées au niveau national pour tous les hauts fonctionnaires et les élus de la République en 2032.

En 2045, une proposition de loi a été portée au niveau européen pour que de telles démarches soient déployées de façon systématique à une échelle continentale. L'instauration d'un revenu universel dans l'ensemble des pays de l'union européenne trois ans plus tôt avait permis d'augmenter significativement le taux d'engagement des citoyens dans les démarches de démocratie participative. En 2054, ce sera la fin du scrutin uninominal à deux tours en France, qui adoptera le scrutin majoritaire pour la désignation des représentants du peuple (cela faisait déjà 6 à 8 ans que les différents courants politiques procédaient ainsi depuis le succès de la primaire progressiste de 2027). [...]

Dès 2035, face à l'échec des accords de Paris, l'Union Européenne propose de changer de méthode, de transformer les COP et d'y introduire

plus de participation. L'engouement est immédiat, l'implication des citoyens massive et en 2045 un nouvel accord climat mondial est ainsi construit. Ce texte est adopté par l'ensemble des citoyens, il définit non seulement des règles en termes d'émission, de consommation d'énergie mais également des indicateurs connexes comme l'accès à l'éducation ou la baisse de la malnutrition. Ce texte pose aussi les fondations d'un organe de suivi des objectifs forcément participatif. [...]

En 30 ans le monde a radicalement changé, en 30 ans la façon de construire le monde a radicalement changé. Tout n'est pas parfait, il y a eu beaucoup de « participative washing » au début, puis la contestation de la génération des anciens Elus a été forte. Certains citoyens ont également animé le mouvement « Touche pas à mon Elu » pour « revaloriser la démocratie représentative et la place des Elus comme uniques décideurs ».

Parfois les décisions ont été beaucoup plus longues à prendre, mais ce temps « perdu » a sans doute permis de gagner en efficacité et en équité entre les citoyens. C'est tout là le « dessein » que s'était donné la démocratie participative et l'objectif est à ce titre atteint.

Touche Pas à Mon Elu

En 2025 de nombreuses manifestations ont eu lieu pour lutter contre la disparition du métier d'élus sous la bannière du mouvement Touche Pas à Mon Elu





ANNEXES

Bibliographie	56
Entretiens réalisés	57
1. Transcription de l'entretien avec Max Mollon	58
2. Transcription de l'entretien avec Maxime Retier	64
3. Transcription de l'entretien avec un membre du CGF	72
4. Transcription de l'entretien avec l'agence «Ville Ouverte»	74
5. Transcription de l'entretien avec Antoine Brachet (BlueNove)	82
6. Transcription de l'entretien avec Franck Escoubes (BlueNove)	86

BIBLIOGRAPHIE

ARTICLES DE JOURNAUX OU DE REVUES

Bejean, M. (2021). 'L'approche expérimentale semble revenir en force depuis quelques années'. *Horizons publics*, (22).

Blondiaux, L. et Fourniau, J.-M. (2011). 'Un bilan des recherches sur la participation du public en démocratie : beaucoup de bruit pour rien ?' *Participations*, 1(1): 8–35.

Cazi, E. (2020). 'Plan local d'urbanisme de Paris : la conférence citoyenne remet ses trente propositions'. *Le Monde.fr*.

Coquaz, V. (2019). 'Combien de Français ont participé au grand débat ?' *Libération*.

Kempf, H. (2010). 'A Dieppe, les critiques fusent lors du débat sur l'implantation d'un EPR'. *Le Monde.fr*.

Lafay, D. (2020). 'Jo Spiegel : "L'opportunité unique d'engager un retournement démocratique"'. *La Tribune - Auvergne, Rhône-Alpes*.

Saint-Etienne, C. (202AD). 'Entretien avec Christian Saint-Étienne'. *Horizons publics*, (16): 4.

Veron, P. (2015). 2015 SG 49

de Waresquiel, E. (2019). 'La Bastille et l'Élysée'. *Historia*.
<https://www.historia.fr/actu-gilets-jaunes/la-bastille-et-lélysée>

ETUDES, MÉMOIRES, RAPPORTS

Albet, J. (2018). 'Débat sur la gouvernance mondiale de l'IA : découvrez le résumé du rapport'. *Bluenove*.
<https://bluenove.com/blog/debat-sur-la-gouvernance-mondiale-de-lia-decouvrez-le-resume-du-rapport/>

Arnstein, S.R. (1969). 'A Ladder Of Citizen Participation'. *Journal of the American Institute of Planners*, 35(4): 216–224.

Barbier, M. (2018). 'Comex EDF, l'avenir d'EDF se décide avec ses 100 000 salariés !' *Bluenove*.

Commission Particulière du Débat Public Penly 3. (2010). 'Compte Rendu du débat Public - projet PENLY 3'.

Grunberg, G. (2019). 'Les « gilets jaunes » et la crise de la démocratie représentative'. *Le Debat*, 204(2): 95–103.

Hart, R. (1992). 'MONTER L'ÉCHELLE DE LA PARTICIPATION'. *Les Enfants d'abord*: 5.

Pollitt, C. et Hupe, P. (2011). 'Talking About Government'. *Public Management Review*, 13(5): 641–658.

Thibaut, A., Lequin, M. et Tremblay, M. (2000). Cadre de référence de la participation publique (Démocratique,

utile et crédible). *Conseil de la Santé et du Bien Être*.

ESSAIS

Callon, M., Lascoumes, P. et Barthe, Y. (2001). *Agir dans un monde incertain essai sur la démocratie technique*. Paris: Seuil.

Dautrey, J. et Quinz, E. (2015). *Strange design: from objects to behaviors*. Forcalqueiret: It éditions.

Escoubès, F. et Proriol, G. (2021). *La démocratie, autrement: l'art de gouverner avec le citoyen*. Paris: Éditions de l'Observatoire.

Frechin, J.-L. (2019). *Le design des choses: à l'heure du numérique*. Limoges: FYP.

Rosanvallon, P. (2011). « Écrire une histoire générale de la démocratie ». *Participations*, 1(1): 335–347.

Rosanvallon, P. (2020). *Le parlement des invisibles: déchiffrer la France. Éd. augmentée et mise à jour*. Paris: Éditions du Seuil.

TRIBUNES

Baudin, M. (2021). « Le combat des imaginaires c'est de montrer qu'il y a des futurs souhaitables et qu'ils sont tous possibles. ». *Spintank*.
<https://www.spintank.fr/mathieu-baudin-%e2%80%afle-combat-des-imaginaires-cest-de-montrer-quil-y-a-des-futurs-souhaitables-et-quils-sont-tous-possibles-%e2%80%af/>

Caraës, M.-H. 'La pensée réticulaire d'Isabelle Daëron'. *Cosa Mentale*.

AUTRES TYPES DE PUBLICATIONS

CEREMA. (2021). 'La concertation classique code de l'urbanisme'. Available at: <http://outil2amenagement.cerema.fr/la-concertation-classique-code-de-l-urbanisme-r1138.html>.

Macron, E. (2019). 'La lettre du Président de la République aux Français'.

Nicolas Parisier. (2019). *Alice et le Maire*. BAC Films.

Thucydide. *La Guerre du Péloponnèse*. Tome II, 1re partie : Livre II - Thucydide

ENTRETIENS RÉALISÉS

DESIGNERS

Max Mollon - Auteur-e de "Design pour debatre" (2019)

Zoe Aegerter - designer

MAIRIE DE PARIS

Maxime Retier - DU Mairie de Parie - Responsable concertation citoyenne PLU phase 1

Mathilde Savary - DU Mairie de Parie - Responsable du service concertation

Membre anonyme du Conseil des Générations Futures (non enregistré)

AGENCES

Celine Steiger et Iona Bouchardon (agence Ville Ouverte)

Mathieu Grifoul - Président-fondateur de The Creativists (non enregistré)

Judith Ferrando - Directrice de Missions Publiques - Organisatrice de la Convention Citoyenne du Climat

Franck Escoubes - Associé de l'agence Bluenove

Antoine Brachet - co-président de Démocratie Ouverte, Associé de l'agence Bluenove



L'ensemble des entretiens sont disponibles au format audio à l'adresse suivante :

<http://gofile.me/4fOI/mxbKoxpQD>

ENTRETIEN AVEC MAX MOLLON

Comme tu l'as dit dans les différentes conférences, on peut considérer que le design fiction émerge d'une tradition anglo saxonne du design for debate. Est-ce que tu peux nous en dire plus ?

Il y a deux lignes historiques. Une ligne anglaise et donc européenne à partir de laquelle, si on remonte très loin, on peut tirer une ligne jusqu'au design radical italien des années 60 - voire même jusqu'aux premières volontés politiques du design d'être un outil de transformation de la société (Bauhaus et même avant ça, il y avait déjà des productions de design chargé politiquement avec William Morris qui voulait que le design permette de changer les intérieurs pour tout le monde).

Donc très tôt on trouve des engagements politiques du design; et c'est à partir de la déception des modernes, à partir du design radical italien qui vient de la déception de la standardisation en masse, qui était censée amener du confort pour tous, sauf que ça a abouti à des produits qui étaient impossibles à acheter pour ceux qui les fabriquaient. Ils pensaient donc que l'architecture n'était plus l'outil de transformation de l'espace public, que dorénavant la marchandise était cet outil de transformation. Cette idée, avec en plus un héritage marxiste, les a amené à proposer des objets comme un acte politique. On aurait pu les appeler provocatifs à l'époque, même si ce terme est contemporain. On parlerait plus d'objets manifestes. Ce sont des objets qui sont réalisés moins pour être vendus que pour être exposés.

On peut déjà parler de design de musée à cette époque ?

C'est là où il y a plusieurs pistes dans le design radical qui est une période super riche. Dans ArchiZoom et SuperStudio, il y en a qui sont partis sur du design soutenu par des mécènes, des galeries qui éditent les objets pour les vendre. Mais qui sont achetés par très peu de personnes parce qu'ils sont un peu bizarroïdes et très rapidement ces objets deviennent hors de prix et donc un peu des objets de musée.

Et à côté de ça, on a d'autres postures qui sont du design participatif avec des enfants dans les rues de Naples, ce qui est plus proche de ce qu'on appellerait du design social aujourd'hui. Donc il y avait déjà les deux et celui qu'on retient c'est celui qui est dans les galeries.

En fait l'histoire du design s'est faite dans les musées et il y a tout une autre histoire du design qu'il faut aller chercher, qu'il faut mettre en valeur. Elle ne se passe pas dans les musées, elle ne se passe pas forcément en Occident. Et je pense qu'il faudrait faire un histoire du design politique/fiction non occidentale, car il y a dû y avoir des formes qui ne portaient pas ce nom.

Dans "Strange Design", Jehanne Dautrey & Emanuele Quinz retracent toute une histoire du design radical jusqu'au design critique. Pour les principales: Drop Design dans les années 90, Critical design dans les années 2000, Design spéculatif et design fiction dans les années 2010. En tout il y a 19 formes différentes qui sont identifiées, avec une revendication différente qui caractérise l'époque sociale et les revendications émergentes. Le design Radical se confronte à la production de masse, le drop design aux problématiques de gaspillage et de surproduction, le critical design est lié à l'émergence de l'électronique, ils questionnent beaucoup les boîtes noires, l'immatérialité des ondes, le design spéculatif est déclenché par les OGM et l'incompréhension de la science et donc un financement anglais et européen des démarches art/Science et Art/société.

Le design fiction, qui apparaît la même année que le design spéculatif (2009), est dans un autre lignage historique, qui n'est pas connecté au design radical lorsque Julian Bleeker en parle. Il vient de la science fiction et d'un autre écrit de David Kirby qui s'intéresse au financement de la science par Hollywood et l'industrie du cinéma. Ca, c'est l'ancrage de Julian Bleeker. Il voit la thèse de Kirby et se dit que, effectivement, c'est sûrement grâce à Minority Report qu'on n'a plus des boutons sur nos téléphones et qu'ils sont tactiles. Il propose alors de sortir ces objets qui sont en arrière plan des films pour les mettre au premier plan.

Il parle un peu de débat mais pas beau-

coup. C'est là que son discours est beaucoup plus marketing friendly que le design critique. Il y a une critique qui se revendique de l'école de Francfort et de la sociologie critique allemande, et donc d'une posture vraiment politiquement forte chaque fois que tu regardes des phénomènes. Alors que le design fiction est beaucoup plus tendancieux, à son émergence en tout cas, et c'est pour ça que la première lignée est portée par Paola Antonelli (conservatrice architecture et design du MOMA) au sein du Moma. Elle devient une vraie ambassadrice, qui parle aux communautés des artistes et des designers, tandis que l'autre lignée est portée en tant qu'ambassadeur par Rod Sterling qui parle à toute la Silicon Valley, à tous les fans de techno et de tech optimiste.

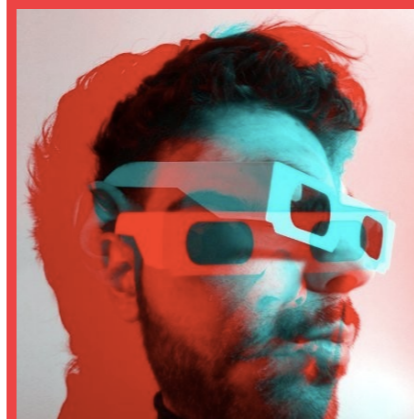
Tu veux dire qu'il y a une lignée européenne qui serait plutôt design pour faire réagir avec des choses qui grincent, qui froissent et pas forcément des futurs souhaitables ?

C'est ça. Mais c'est très clair, ce ne sont pas des futurs souhaitables.

Et une lignée américaine, qui serait plutôt sur préparer les gens d'aujourd'hui aux futurs de demain, à la recherche en cours pour les accommoder aux nouveaux objets qui vont arriver ?

Alors je dirai que ce que tu viens de résumer en une phrase c'est toujours dans la partie européenne, parce qu'ils sont quand même financés par des financements de différentes sources qui essayent de préparer la société à l'arrivée de la science.

Mais la manière de faire, c'est de montrer les dystopies et des mondes grinçants alors que c'est plus flou aux US. J'ai l'impression que le Design Fiction s'est fait contaminé par la pensée du design spéculatif et cette pensée de la critique. Mais à la base, il y a beaucoup de projets qui ne sont que des projets exploratoires. Je me rappelle d'un projet qui a gagné un des premiers prix du site web core77 (Core77 Award - site qui référence les projets notables chaque année), c'était à peu près la même chose qu'une vidéo



En tant que Designer, Max s'est spécialisé depuis 2010 dans la création d'expériences de débats ancrées dans le futur, qui permettent de collectivement orienter le présent.

Speaker depuis 2017, ses interventions ont eu lieu au Centre-Pompidou et à TEDx et ont réuni les communautés parisiennes de la spéculation, du design et du débat dans un format de séminaire expérimental (le.designfictionclub.com), en résidence à la Gaîté-Lyrique. En tant qu'enseignant, Max est notamment responsable du workshop Controverse Contemporaine de Sciences Po Paris, depuis 2018.

Auteur-e de "Design pour débattre" (2019), un doctorat en media studies et design (à SACRe PSL/EnsadLab et Codesign Lab), Max a théorisé les concepts, les moyens et les rôles disponibles pour les designers lors de l'emploi du design fiction comme levier de débat.

maxmollon.com | Thèse de doctorat : designfordebate.fr

Microsoft Futures; donc une vidéo promotionnelle dont l'objectif est d'être un outil de promotion et de communication et non pas un outil critique. Alors que dans le design spéculatif et dans le design critique, dès le début on pense outil critique. Le DF dans sa lignée US, il devient critique. Il est un peu flou au début, il en parle mais les projets sont beaucoup plus ambigus. D'ailleurs même la pratique rémunératrice du DF à la base, c'est le conseil; Nicolas Nova et Julian Bleeker utilisent le DF pour proposer des scénarii qui tournent généralement non pas à la dystopie mais qui buguent, ils font des bugs car ils ont un héritage plutôt de l'anthropologie et de l'observation utilisateur/observation ethno et ils ont travaillé comme débogueur - regarder les usages pour voir à quel endroit ça plante pour savoir quelles sont les nouvelles pratiques, les nouveaux détournements et caetera. Alors ils ont appliqué ça au design via la fiction. Ils ont des fictions qui buguent mais c'est rarement un propos critique et engagé avec un discours politique apporté ou avec une envie de déclencher un débat vraiment assumé. Donc ça c'est, pour moi, la différence entre les tradition européenne et US.

Et enfin on arrive en 2014, avec le site "Design Environment" du MOMA qui fait cette exposition avec un site web qui est ouvert au débat. Un des projets du Royal College, qui montre comme d'habitude une dystopie, est présenté sur une des pages. Ce projet devient le point focal de la critique marxiste, féministe et décoloniale du DF/Design Critique. Il fait voler en éclat, on va dire, le fantasme qui entourait cette pratique depuis 10 ans; elle enchaînait les expositions de plus en plus connues. et là une communauté qui se nommera plus tard le "decolonising design group" démonte, déconstruit tous les privilèges sur lesquels s'est construit cette pratique, menée par des hommes blancs, de plus de 50 ans, hétéronormés qui fabriquent des objets et posent des questions de privilégiés à des privilégiés et proposent des dystopies potentiellement futures sans se rendre compte que ce sont généralement déjà des dystopies du présent, pour les personnes qui sont distantes de leur mode de vie.

Donc en 2014, ça pète beaucoup et on assiste à une grosse déconstruction de ces pratiques. Et surtout à l'émergence

de nouvelles pratiques de Design Fiction, Design Critique qui deviennent participatives, inclusives, plus proche du design social, plus orientées vers le débat, qui assume plus sa portée politique. C'est la partie que j'ai portée personnellement, dire "je suis frustré que ces pratiques finissent dans les musées alors qu'elles disent qu'elles ont le potentiel d'alimenter le débat public". Selon moi, elles ne le font pas, elles alimentent le débat public sur "A quoi sert le Design", ça c'est vrai mais le but d'alimenter le débat public sur le sujet abordé par le projet lui n'est pas atteint. C'est ça le point de départ de ma thèse, et je réinvestis le thème du design pour débattre.

Sortir du musée et finalement le restituer à un public pour le faire réagir par rapport à ça.

Voilà. Et du coup les il y a des applications en entreprise de cette manière de travailler. Il y a des implications en termes de nouveaux métiers. Je fini la thèse en essayant d'esquisser les futurs rôle du designer qui aimerait se lancer dans ce domaine là. Et donc il y a vraiment un métier que je propose qui émerge de designer du débat public. Alors faut faire attention avec ce terme là, parce que ça donne l'impression qu'on manipule le débat public. Donc c'est plutôt designer pour le débat public, de la manière qu'on est designer pour les politiques publiques, et non pas designer des politiques publiques. Donc designer pour le débat public, ou designer pour débattre, et après il y a plein d'applications de cette pratique du design. Ca peut être considéré comme de la facilitation, de la confrontation de débat; c'est le de l'intelligence collective mais en format débat participatif outillé par une vision, un scénario, un objet.

Et donc c'est là où je suis en train de travailler maintenant. Mais il y a plein d'autres faisceaux du DF qui sont en cours d'exploration. Je sais qu'il y a des anciens du Royal College of Art qui font du DF chez Apple, il y en a qui travaillent pour des banques pour faire un peu de prospective. C'est là où les domaines de la prospective s'intéressent au design.

J'ai eu la chance que ma thèse ait été primée comme faisant partie des lau-

réats du prix des meilleures thèses de prospective, alors que c'est du design à la base, ce qui veut dire que ça y est, la prospective s'intéresse à la question. Et que, tout d'un coup, des gens qui étaient vraiment expert de dire à quoi va ressembler le futur, s'intéressent à comment représenter, est-ce qu'on peut faire autre chose que raconter le futur, mais aussi faire réfléchir. Est-ce qu'on peut inventer d'autres futurs que celui qui nous attend ? Toutes ces questions, qui sont plus de l'ordre de la pratique design, viennent nourrir la pratique de prospective qui à la base est très objectivante, c'est à dire qu'elle cherche à éclairer le scénario de ce qui va se passer pour qu'on s'y adapte.

La prospective c'est souvent de l'adaptation, chercher vraiment le scénario le plus probable, puis on cherche notre trajectoire dedans.

Si je ne me trompe pas, la prospective n'est pas là pour faire débattre, est là pour dire, ça peut se passer comme ça. Dire "il y a 4 scénarios, ça peut se passer comme ça", et donc qu'est-ce qu'on peut faire pour s'y préparer. Alors que lorsque tu présentes le DF, tu parles d'une pratique qui sert à dé-polariser le débat, sortir de l'opposition stérile pour ou contre pour accéder à toutes les échelles de gris entre les deux et avoir un truc plus fin que si on pose la question avec les usages d'aujourd'hui, les techno d'aujourd'hui et le contexte d'aujourd'hui où chacun va rester dans sa posture. Pour sortir du jeu de rôle qui peut avoir lieu dans les débats publics et poser la question de l'impact futur des choix d'aujourd'hui.

il y a les deux dimensions : te faire débattre d'un plus tard et ne pas être focalisé uniquement sur le maintenant d'une part et s'autoriser à sortir de son opinion de base pour prendre une autre place sur le dégradé, sur la matrice des opinions possibles d'autre part. Donc dé-polariser, dé-binariser le débat, ce qui peut se faire au présent. Et il y a un troisième aspect qui est se projeter, non pas seulement dans une situation distante dans le futur, mais aussi essayer de se projeter dans une situation distante qui est l'opinion d'autrui, dans le point de vue

de quelqu'un d'autre. Soit "Mettez vous à la place de vous-même dans 50 ans" soit "Mettez vous à la place de Machin qui habite 20 kilomètres en dessous de la station de la centrale nucléaire et dont l'eau est polluée et rendez-vous compte que eux aussi, ça les impacte".

Il y a ces 3 axes de travail ou conséquence possibles de cette pratique du DF dans le débat public : dé-binariser, essayer de se projeter dans une situation distante en termes de temps ou en termes de points de vue entre 2 personnes.

Dans ce que tu m'as présenté au début, tu l'as dit plusieurs fois, il y a beaucoup de financement public ou de cartels. Tu as parlé des financements de l'Europe autour des OGM, de grandes entreprises autour de thèmes de la science fiction pour faire la promotion de ce qu'ils avaient dans les cartons. J'avais le sentiment que le DF pour la chose publique ou le DF en entreprise ne suivait pas les mêmes chemins. J'ai l'impression que, quand on est dans la chose publique, on va plutôt être sur du grinçant, du faire réagir. On peut proposer des dystopies, pas forcément un futur idyllique, pour faire réagir et construire. Et après, en back casting, comment y arriver. Alors que, dans le privé, on a du mal à ne pas faire rêver quand on propose un changement. Est ce que tu partages ce propos ?

Oui tout à fait. il y a néanmoins une exception. Google à fait un projet qui s'appelle "Selfish Ledger" qui a été fait par un des membres du Near Future Laboratory, donc un des collègues de Julian Bleeker et Nicolas Nova. Il est donc salarié de Google X et il a proposé un projet qui montre le scénario dérangeant de, on va dire, notre vie avec les algorithmes.

Et tu as un algorithme qui commence un peu à tout dessiner dans sa vie pour faire court. C'est une des rares exceptions de projets privés montrés dans l'espace public qui sont en plus critiques en tout cas dérangeants.

C'est assez flou le pourquoi ils l'ont sorti. Je pense qu'ils l'ont sorti car ils étaient fiers du rendu et que c'était dommage

de le garder en interne parce que ça a alimenté une vraie réflexion sur les algorithmes et peut être que ça pourrait leur faire une image de "nous on réfléchit à ces trucs, pour construire une société meilleure". Et en même temps, ça a été reçu de manière un peu touchy par le public dont la moitié a cru que c'était du vrai.

Du coup, c'était risqué de leur part de ne pas le cadrer hyper bien termes de comm, ça ne s'est pas reproduit derrière.

Une deuxième exception à laquelle je pense, c'est GreenPeace qui fait de la comm avec le projet Horizon Immobilier. C'est une campagne de communication qui nous montre un monde catastrophique pour nous y faire réfléchir. En fait c'est un canular en partenariat avec le site Uzbek et Rica. D'ailleurs Uzbek s'en mord les doigts parce que parce qu'ils auraient dû mettre une petite phrase pour dire «ceci est une fiction». Ca a trompé plein de gens, c'était un petit peu contre leur manière de faire je pense qu'ils n'ont pas réfléchi à cet aspect avant de le faire.

Et donc du coup c'est à mi-chemin, parce que c'est une ONG, ce n'est pas totalement public, et c'est pas totalement privé

Et juste pour démonter tout ce que j'ai dit, du moins pour démonter l'attrance contemporaine pour les fictions dystopiques, je dirais que le défi aujourd'hui ce n'est pas forcément celui de d'amener les fictions dystopiques grinçante dans des milieux ou d'habitude elles n'y sont pas (par exemple les entreprises) parce que je pense qu'on y va et c'est assez facile en interne de le faire. Je crois que les personnes du Conseil en stratégie qui font des scénarios de prospective et qui essayent de les dérisquer le faisaient déjà.

Le vrai enjeu, c'est plutôt, dans le domaine du public, de créer un nouvel imaginaire du futur qui ne soit pas basé sur la dystopie, tout en sachant qu'on se dirige droit vers une dystopie sur le plan environnemental et climatique.

Pour moi, le défi il est là plutôt que sur la partie dystopique et une citation qui accompagne cette réflexion là, c'est celle de Naomi Klein qui dit que la fascination contemporaine pour les fictions dysto-

piques ne prédit rien de bon pour l'avenir. Et du coup moi j'enchaîne en disant qu'il faut proposer un imaginaire optimiste, pas forcément utopique, mais il y a une vraie réflexion à faire sur les nouvelles utopies. Mais il y a quelque chose à aller creuser entre la dystopie et l'utopie sur les futurs, des futurs désirables comme vecteur de débat.

J'aime bien parler en termes de utopie / contre-utopie. Il est évident qu'un scénario optimiste pour moi ne sera pas forcément pour mon voisin et qu'on peut totalement faire débattre avec des utopies. On n'a alors pas besoin de faire de la, dystopie, du grinçant, ce que j'appelle de la dissonance dans la dans ma thèse. Il y a un enjeu pour recréer de l'envie d'explorer, de l'envie de vivre dans l'avenir alors qu'aujourd'hui, je le vois bien avec mes étudiants, il y a un poids, de la solastalgie qui est générationnel. Ce poids, il est arrivé avant même qu'ils se posent la question. Nous, on a eu nos 30 glorieuses, nos années insouciantes en tant que jeunes et non exposés au sujet climatique trop fort. Alors que eux, ils arrivent dans ce monde qui est déjà défoncé par quelqu'un d'autre.

C'est la première fois cette année dans mon cours à Sciences-Po que, lors du moment de brainstorming sur les tendances du futur, c'est la dictature verte qui sort entre les lignes. Personne ne dit le mot mais tout ce qui sort c'est une dimension répression par le pouvoir et une dimension de crise écologique, catastrophe écologique. C'est omniprésent.

Donc c'est pour ça qu'il y a un enjeu. Sans se voiler la face, un jour, il va vraiment y avoir des situations de vie super difficiles. Mais c'est là qu'il y a un truc d'équilibriste à jouer, entre montrer de manière lucide ce à quoi va ressembler demain et imaginer d'autres futurs plus désirables.

Je fais la plupart de mes scénarios en ce moment à horizon 2100. Et on me dit souvent 2100 c'est hyper loin, comment les gens font pour imaginer 2100 ? En fait c'est juste parce que c'est un chiffre rond que ça paraît loin. Quelqu'un qui naît aujourd'hui, en 2100 il est grand parent. Donc il faut compter le temps en grand-mère et une grand-mère c'est pas long en fait. Donc dans une grand mère il va falloir apprendre à vivre dans une planète

où il fait plus 3 degrés, où on a perdu une partie des côtes donc la biodiversité est totalement abîmée. Donc voilà, compter le temps en grand-mère permet de vivre toutes les conséquences qu'on voit dans les rapports dans notre corps; je trouve que c'est beaucoup plus facile de se représenter le temps en grand-mère qu'en chiffres ronds.

Et voilà, à partir de là, on se rend compte que c'est effectivement nécessaire de prendre compte de manière très lucide, d'apprendre à quoi va ressembler notre demain, parce qu'il faut s'adapter, il va falloir anticiper ce truc pour apprendre à vivre avec le trouble, comme dit Donna J. Haraway .

Et en même temps, il faut arriver à y créer une source de joie et de vivre avec. Parce qu'en fait on n'aura pas le choix et il faudra vivre bien avec, en bonne intelligence avec le reste du vivant. C'est là qu'est aussi le défi.

De ce que tu dis, j'ai le sentiment que, en entreprise, le but des cabinets de conseil c'est de faire peur pour faire bouger et d'arriver après avec une solution miracle qui est le futur désirable; mais qu'aujourd'hui dans le débat public, on a du mal encore à faire ce pivot vers un futur désirable. Dans l'entreprise il y a une sorte de commun qui est la vision de ce qu'est cette entreprise, de là où elle va aller. J'ai le sentiment que arriver à construire ce futur commun, qui peut être désirable, dans l'espace public, on y arrive à de petites échelles qui sont celles de la ville, de la région, du territoire sur lesquels les gens ont encore une prise. Mais quand on sort de cette échelle, on est sur des échelles géographiques qui font que cette démarche de construire désirable est compliquée, peut être est-ce parce qu'on a du mal à se projeter dans ce que vit l'autre qu'on a du mal à construire collectivement ce futur commun.

En ce moment, j'écris un truc sur ça, sur comment la prospective et le design fiction peuvent être des outils de composition de mondes communs. Avant de penser à mon article, ma première réponse c'était "C'est peut être pas plus mal si on a des difficultés à composer des mondes

communs à distance". ça fait penser au principe de proximité, ou mort-kilomètre; Plus une catastrophe est loin, plus on a du mal à s'y identifier en termes de journalisme. Du coup, c'est peut être pas plus mal de faire des choses à petite échelle. Je pense que, dans le DF, on a une majorité de scénarios qui sont faits de manière hors sols et non territorialisés, non contextualisés. Du coup, ces scénarii ne parlent qu'à peu de personnes, n'entrent pas en résonance avec un public large et ses modes de vie. Donc penser à petite échelle permet de gommer cet écueil.

D'un autre côté, si on voulait forcer le trait, même à l'intérieur d'un territoire restreint il y a des différences. Par exemple, la Suisse nous paraît un territoire "pas si grand". Alors qu'en fait, d'un canton à un autre, voire entre deux villes voisines, ils n'arrivent pas à s'entendre et ils ont des identités très fortes. Donc l'enjeu c'est de mettre en relation et en intercompréhension des personnes, même des voisins selon l'échelle de travail. Et dans l'article, ce que je propose c'est ce qui permet de faire ça c'est de créer des scénarios de futurs qui ne soient pas catastrophistes mais qui soient imparfaits, je parle de dissonants.

J'ai observé dans une expérimentation, que quand tu présentes un scénario insatisfaisant de futur, il peut être insatisfaisant pour des raisons ou à des degrés divers pour chacun des participants. Cette insatisfaction crée une plateforme, une surface, un support au dialogue entre les parties prenantes. et c'est là que du coup, que ce scénario devient comparable à un objet transitionnel du design fiction. Au lieu de se mettre d'accord sur comment utiliser cet objet ou de ce qu'il révèle, on veut faire débattre les gens sur quelles sont les valeurs sociales et les normes sociales que portent ce futur; en quoi ce scénario est préférable pour la collectivité. Du coup le livrable est différent, ce n'est pas un bel objet mais d'avoir composé une vision commune d'un monde où on peut co-exister même si on n'est pas tous d'accord.

Est-ce que, pour le dire différemment, ce qui est important ce n'est pas de savoir si le futur que tu as proposé va advenir ou pas, mais c'est plutôt de définir ensemble quelles sont les valeurs

importantes qui doivent sous-tendre le futur qui va arriver ? construire ensemble les fondations de notre futur.

Voilà, exactement, je vais même l'écrire. Pour moi c'est tout à fait ça. Je prends le parti que les normes sociales et les valeurs sociales font partie des fondations du préférable et du futur. Mais peut être qu'il y a d'autres fondations à identifier et à définir en commun.

Est ce que c'est ce que c'est pas finalement construire le programme politique de notre futur ? et où se situe le parti politique par rapport à tout ça ?

Là où je veux en arriver après, c'est trouver le rôle de la puissance publique par rapport à ce qu'on peut proposer. Historiquement, les partis politiques présentaient des visions (qu'elles soient progressistes, conservatives ou communistes), le paysage politique était scindé. Aujourd'hui les partis politiques sont tombés en désuétude et, si on reste dans le champ de l'urgence écologique, il n'y en a aucun qui propose une vision positive de la réponse à apporter au changement climatique.

Finalement, est ce que ce n'est pas une façon de permettre à une société de construire son propre programme politique ?

Je pense qu'il y a un peu de ça. J'aime bien opposer de manière didactique, pédagogique, le design pour débattre au nudge dans le sens où le nudge dans le meilleur des cas c'est inciter quelqu'un à se comporter de manière désirée par l'institution, mais pas forcément de manière souhaitable. Mais premièrement, tu es rarement conscient que tu es en train de te faire nudger, et deuxièmement la définition du souhaitable c'est rarement toi qui l'a décidée.

Le nudge c'est un peu le black pattern de l'institution quoi

Ouais on peut dire ça. Et du coup j'aime bien opposer le débat au nudge. A l'inverse, le débat permet de conscientiser à l'échelle individuelle les enjeux du choix qui ne nous seraient pas révélés par le nudge (qui nous ferait juste changer de

comportement sans travailler sur le pourquoi de ce changement). Du coup je fais une sorte d'opposition didactique entre manipulation, orientation des comportements versus conscientisation des enjeux et ensuite peut être changement de comportements.

Si je fais cette opposition, il est probable que la pratique du DF permettent à un public de se saisir des enjeux et donc de soi-même tirer des traces, des directions vers les futurs auquel il/elle aspire. De là à ce que ça crée des mouvements politiques, il faudra absolument d'autres acteurs, mais le designer peut effectivement être un outil de cette conscientisation collective.

Et dans ce cas-là, comment fait-on pour faire participer 60 millions de Français à un design fiction ?

J'avais voulu faire un grand débat avant le grand débat. Finalement, c'était sur une loi européenne, justement sur les nouveaux OGM [l'expérience avait été présentée lors d'une conférence quelque semaine avant]. Si la loi n'avait pas été votée aussi vite, l'étape d'après aurait été de mettre en place un grand débat sur ce sujet.

mais ce n'était pas ta question qui était plutôt le comment.

Où tu disais tout à l'heure que, en 2014, l'une des critiques faite au DF c'est que ce sont des hommes blancs de plus de 50 ans, cisgenre, cultivés qui parlent à e des hommes blancs de plus de 50 ans, cisgenres et cultivés. Comment tu fais pour que le débat sur la technologie Crisper parle à tout le monde et arrive à éviter cet écueil ?

Du coup tu as empilé une seconde question sur la première qui était «peut on faire ce geste politique collectif via le DF». Du coup je vais essayer de répondre aux deux.

Je vais commencer par la deuxième, parce que j'y ai répondu dans le podcast qu'on a fait qui s'appelle sur les traces de la banlieue du Turfu. Je propose que la meilleure manière d'éviter de tomber dans ce problème de privilégiés qui parlent à des privilégiés, c'est de co-concevoir les sujets de débat avec les

publics concernés. Et il y a un deuxième aspect, identifier les publics concernés c'est assez difficile car il faut se défaire des œillères de notre propre point de vue. Et donc, identifier que le public cible, en réalité, est en dehors de cet angle de vue ça demande des efforts et c'est un premier exercice en tant que tel.

C'est donc avoir une démarche inclusive qui n'est pas uniquement participative, pas uniquement avec d'autres participants, mais avec des personnes qui sont en dehors de notre spectre, avec des experts reconnus. J'aime bien parler d'experts de terrains, parler des personnes qui sont au premier rang des controverses (les voisins d'une centrale nucléaire par exemple).

Ca va forcément forcer à devenir territorial, contextuel, local, situé, dans ta démarche parce que les questions se déploient différemment sur les territoires.

Pour finir, je t'invite à aller voir le projet sur les traces de la banlieue turfu, dans lequel je me suis associé avec Makan Fofana, jeune homme qui habite en banlieue et qui travaille sur la banlieue du Turfu. Mais il n'avait pas les outils design fiction et donc du coup avec qui j'ai développé le podcast. Maintenant il fait du DF seul pour aller explorer son territoire de la banlieue.

Et ça me permet de rajouter qu'il est fort probable que dans ma réponse il y ait un 2e aspect qui est dans la posture du designer, qui est aussi une posture de passeur de cette méthode. Pas forcément de pédagogue car je n'aime pas la logique verticale dans la transmission du savoir, mais il est très probable que quand tu repartes de ton terrain, de ta démarche, tu aies outillé les personnes concernées par l'enjeu de société, pour qu'elles puissent faire du design fiction sans toi.

A l'instar du design participatif, c'est donner aux publics les moyens de construire eux-mêmes des démarches de DF, de se poser des questions. L'objet que tu co-conçois avec ces publics, ce n'est pas le futur mais quels sont les axes de débat sur lesquels travailler.

Oui, voilà. Et avec un peu de chance, ces publics, après cette démarche, sont outillés à continuer la démarche tout seul. Ou en tout cas, en être porteurs. Ils peuvent toujours faire appel à des designers, ou à des personnes qui sont capables de faire de la représentation visuelle de leur scénario (même si le designer ne sert pas qu'à ça sinon il servirait à colorier).

Et donc, si je reviens à la première partie de la question, comment faire un grand débat de DF avec 60 millions de français, c'est mon prochain objectif en fait. On avait fait le site politique fiction il y a 5 ans, cette année j'aurais aimé faire un gros truc avec 60 millions de français mais un petit soucis de financement fait qu'on ne l'a pas lancé. Mais je garde l'idée pour dans 5 ans. On fera un petit truc pour l'année prochaine, mais je garde l'idée de fou pour dans 5 ans. Mais, il faut au moins s'y prendre 18 mois à l'avance.

Les insoumis avaient fait un clip de design fiction pour les dernières élections présidentielles qui a été diffusé à la TV le dernier jour de la campagne. C'était un scénario proche d'un Microsoft Future, avec un futur préférable, une personne qui est dans un bar face à une autre. Ils sont en plein entretien d'embauche avec, en surimpression des effets spéciaux qui disent ce qui se passe. Personne n'a remarqué ce machin, c'est dommage.

Mais j'ai entendu récemment, pour les régionales à Lyon, un politique raconter son programme en présentant les conséquences à 5 ans. Donc cette pensée de l'anticipation pénètre le monde du politique. De là à en faire un outil de débat c'est encore autre chose, là c'est un outil de promotion.

Mais à mon avis le boulevard est maintenant ouvert. Il est très probable qu'aux prochaines élections on ait des clips, ou des campagnes, qui seront spéculatives. Sinon c'est qu'on passe à côté d'un truc. Mais en faire un outil de débat collectif, c'est là qu'il y a des enjeux différents.

Sur la question des termes, pendant les séances du design fiction club, j'ai proposé clairement que l'on face la différence entre les DF critique et le DF non critique, ce que Anthony Dunne nomme DF affir-

matif (qui montre un monde sans le remettre en question).

Le DF affirmatif est souvent un truc un peu naïf, comme Microsoft futures, «je vous montre le monde de demain sans prendre le temps de le remettre en question. Je vous fait porter des lunettes roses pour pas que vous vous posiez des questions sur le monde de demain». Et je sais plus quelle était la question...

On en était à l'utilisation, dans le champ politique, du DF affirmatif pour de la promotion. Aujourd'hui l'enjeu c'est de proposer des fictions non dystopiques pour du débat public et donc, finalement, c'est de passer de ce design affirmatif à un design critiques au sens : posons nous aujourd'hui les questions de savoir quelles sont les valeurs qu'on veut ensemble pour le monde de demain. Et après on se posera la question de qui est chargé de mettre en place le chemin pour aller vers ce futur.

Alors, celui qui est chargé de mettre en place le chemin, c'est le pouvoir public, du moins en France ou en Europe. Aux USA, ça aurait été probablement les entreprises, les GAFA. Par contre celui qui aujourd'hui n'est pas identifié, c'est là où le designer un rôle selon moi ce n'est pas celui qui met en place le chemin pour y aller, c'est celui qui met en place le forum pour en parler.

Imaginons un scénario. Et si pour les élections, chaque parti avait son propre clip spéculatif qui raconte le monde de son programme de demain, les conséquences de son programme. On aurait tous les outils pour démarrer une discussion à 60 millions de personnes sur demain vu par machin, demain vu par bidule. Mais ce truc qui manque, c'est la plate-forme de débats, c'est à dire l'outil de médiation qui permet de converser à l'échelle de ta table de dîner, de ton quartier, de ton village ou de ton pays.

Et du coup, l'un des arguments de mon travail, c'est de dire que le travail du designer doit être double; d'un côté sur les scénarios, sur les objets, ce qui porte la représentation du futur, et deuxièmement, sur tout ce qui outille le débats, tout ce qui met en place la situation de

débat, la situation de communication.

Il y a vraiment les deux ,côtes à côtes. Les partis politiques d'une part qui mobilisent du DF critique mais optimiste, car il présente des scénarii optimistes du point de vue de leur auteur (et on retrouve un scénario par parti politique donc fois 5 ou fois 10) et l'arène pour en parler d'autre part et c'est ça ce qu'il manque. Et ça qui peut le prendre en charge ? pour moi c'est le pouvoir public qui doit s'en charger.

Mais est-ce que c'est pas un peu ce que fait la primaire populaire en ce moment ?

La primaire populaire veut faire quelque chose, mais c'est déjà orienté politiquement pour un parti en soi.

Et ce n'est pas encore outillé par du DF mais ça pourrait l'être. Par contre l'objectif de cette agora c'est vers la gauche et il manquera la plateforme pour que les 60 millions puissent débattre de ce programme.

Si c'est bien fait, ça ressemblerait à une constellation de conventions citoyennes locales dans toutes les places de village. Les objets des débats seraient les programmes transformés en clip de DF affirmatif. Là où il y a l'effort de design à faire, c'est dans l'organisation des débats dans les territoires.

Il y a du taf sur les 2 plans. C'est ça que j'essaie de dire, il y a du taf sur la création des objets pour donner à voir à quoi ressemble le futur, le scénario et les supports du débat. et il y a du taf sur la situation du débat. Et ce n'est pas le même travail.

Ce qui était remarquable, malgré toutes les critiques du grand débat national, c'était quand même un déploiement national de d'une plateforme, donc de démocratie participative. Déployer un truc de cette envergure là, c'est quand même un budget, une infrastructure de fou. Là, il y a un travail qui sort des mains du designer industriel classique. Je pense qu'il faut faire émerger un Master de design de services pour le débat public et qui soient des formations en partenariat dans toutes les écoles d'administration.

ENTRETIEN AVEC MAXIME RETIER

Est ce que tu peux m'expliquer comment cette révision du PLU, cette concertation autour de la révision du PLU, est organisée; notamment qui sont les acteurs qui sont impliqués ?

Alors les acteurs impliqués il y a bien sûr la mairie de Paris, la mairie centrale et plus précisément le premier adjoint à l'urbanisme, la direction de l'urbanisme et ses services (le service concertation, communication, le service de l'innovation et de l'urbanisme réglementaire) et il y a bien sûr toutes les mairies d'arrondissement. Et on a 2 prestataires qui nous aident à justement aller toucher les habitants.

Lors de cette première phase de concertation, on a 2 modes de concertation. On a une concertation qui est réglementaire, (les réunions publiques, les registres papier qu'on retrouve en mairie d'arrondissement, une plateforme numérique qui s'appelle idées.paris) et on a ajouté une concertation qu'on a appelée "élargie" pour permettre aux habitants et usagers de Paris de pouvoir s'exprimer sur ce sujet.

Donc on a 2 prestataires:

- État d'esprit qui gère la partie réunion publique
- le CAUE, le Conseil d'Architecture d'Urbanisme et d'Environnement, qui gère plutôt la partie concertation élargie.

Il y a aussi l'Atelier Parisien d'Urbanisme (APUR) qui a été chargé de fournir un diagnostic à l'échelle du tout Paris, mais aussi par arrondissement. Donc ils ont développé une plateforme qui est accessible par tous. Et pour chaque arrondissement, ils ont fourni ce qu'on a appelé un extrait, une sorte de synthèse de chaque arrondissement.

Donc on fournit à chaque arrondissement et au secteur de la ville de Paris (qui regroupe les 4 premiers arrondissements) leur diagnostic de territoire pour permettre aux habitants de comprendre un peu ce qui se ce qui se tramait, une sorte d'état des lieux en fait de leur arrondissement.

Et quelle était la question qui vous a été posée ?

Alors ça, c'est une bonne question. Quand je suis arrivé, cette question avait déjà été posée. En fait, ce qui s'est passé, il y a eu les municipales l'année dernière (2020), et à partir du moment où Anne Hidalgo a été réélue, il y a une commande qui a été passée par le premier adjoint en disant à la direction de l'urbanisme, on va réviser le PLU, ça commence maintenant, et ça se terminera en 2023.

Il fallait fournir un état des lieux de Paris et c'est à ce moment-là que l'APUR est entrée en action. Quand je suis arrivé, la question était quels documents on donne aux habitants pour qu'ils se rendent compte et qu'ils puissent réagir sur ce diagnostic pour l'enrichir. A ce moment-là, on a commencé à parler d'extraits, de synthèse et de rendre accessible le diagnostic aux habitants.

Donc, la question qui vous est posée, finalement, dans ces réunions publiques, n'est pas de savoir ce qui ne va pas.

La question posée lors de ces réunions publiques c'est de permettre aux gens de réagir à ce diagnostic.

Si on doit rentrer dans "comment est présentée la réunion publique", elle est en 3 parties.

- Il y a une partie qui est "C'est quoi le PLU", qu'est-ce qu'on y retrouve à l'intérieur, tout ce qui est OAP, tout ce qui est règlement, annexes.
- Il y a une 2e partie qui est tout ce qui est le diagnostic, donc le diagnostic de l'arrondissement. La plateforme de l'APUR avec le diagnostic mais là, à l'échelle de Paris. Mais on peut aussi zoomer à l'échelle de l'arrondissement, voire même à l'échelle du quartier
- Une 3e partie, qui est celle de la concertation.

Donc ces réunions, elles durent grosso modo 2h. Et il y a 17 réunions publiques qui sont organisées.



Maxime vient du monde du théâtre.

En s'interrogeant sur comment on amenait les gens à s'intéresser à des sujets de société il a participé à de nombreux ateliers de théâtre dont l'un des buts était d'amer les participants et les spectateurs à comprendre quel était le but de la pièce de théâtre, à ouvrir un peu leur perspective sur ce qui fait une société.

A la suite de ces expériences, Maxime a investi le champ de la concertation. Dans un premier temps avec la société "Explain" qui l'a rodé à l'art du porte à porte. Il a depuis intégré la direction urbanisme de la ville de Paris où il est en charge de la concertation dans le cadre de la révision du PLU.

Et combien de participants que ce soit côté public et côté organisateurs ?

Généralement, on tourne à une petite vingtaine côté organisateurs. Parce qu'il faut compter l'APUR, il faut compter la direction de l'urbanisme, il faut compter le cabinet Emmanuel Grégoire. Il faut compter les différents cabinets politiques: cabinet d'Anouche Toranian, qui s'occupe de tout ce qui est de démocratie locale. Cabinet de Anne-Claire Goux, politique de la ville, cabinet de Jacques Baudrier plus la mairie d'arrondissement, donc je pense qu'on est pas loin d'une vingtaine et à ça il faut rajouter les habitants.

Pour la plus petite des réunions publiques on a eu une vingtaine de participants habitants, pour la plus importante, Paris Centre ou le 5ème, on a eu 80 habitants environ.

Est ce que ces réunions publiques, ces temps de concertation, n'ont lieu qu'en synchrone (de façon animée que ce soit en présentiel ou en distanciel) ou ils se prolongent en virtuel sur la plateforme idées.paris? Est ce que le but de ces concertations élargies c'est de toucher plus que les 20 habitants du quartier qui sont venus en réunion publiques ?

Les réunions sont en distanciel du fait du contexte sanitaire mais effectivement la concertation continue à côté via justement cette concertation élargie. On a laissé à la discrétion des mairies d'arrondissement la possibilité de faire participer les conseils de quartier.

Ils pouvaient, via les synthèses de l'APUR, se pencher sur le diagnostic de territoire. Et ainsi se concerter et se saisir d'une des questions du diagnostic pour pouvoir proposer une réaction à ce diagnostic.

Donc il y avait la partie "Conseil de quartier", la partie "habitants" via des marches exploratoires dans les arrondissements. Dans les quartiers "Politique de la Ville", on a aussi mobilisé les équipes de développement local qui gèrent ces quartiers "politique de la ville" et on a essayé de gérer aussi, dans ces quartiers prioritaires, des marches exploratoires, des maisons du PLU pour informer les

habitants de cette concertation.

Et après, il y a un dispositif pour les habitants pour pouvoir réagir, au delà de la réunion publique, la plateforme "idees.paris". C'est une plateforme numérique, où les gens peuvent se rendre pour déposer leur avis sur ce diagnostic et la vision qu'ils ont de Paris.

Ce que je comprends c'est que finalement, les gens arrivent à ces réunions publiques non pas naïfs, ils connaissent leur terrain, ils ont une expérience de terrain de leur arrondissement, mais ils arrivent sans matériel. Vous leur communiquez à ce moment-là de l'information via le diagnostic de l'APUR mais est-ce que cette information est disponible avant? Comment et sous quelle forme? Comment préparez-vous ces réunions? J'imagine que les habitants sont des volontaires et sont des anonymes ou est-ce qu'il y a des représentants des associations de riverains ou des fonctions "phares" qui sont représentées ?

Alors oui, personne n'est "invité" ou du moins tout le monde est invité à participer.

En terme d'organisation, la phase de réunions publiques a commencé le 12 avril à se terminer le 16 juillet. Dès le 8 avril, la plateforme du diagnostic à l'échelle de tout Paris était déjà disponible.

Ca veut dire que, par exemple, en tant qu'habitant du 7ème, la réunion publique dans mon arrondissement a lieu le 5 juillet, mais j'ai accès au diagnostic depuis le 8 avril. Que ce soit au niveau de la ville de Paris, de mon arrondissement ou de mon quartier. Mais c'est un accès numérique uniquement.

Un peu avant la réunion publique dans un arrondissement, il y a des réunions qui sont organisées côté direction de l'urbanisme avec le cabinet d'Emmanuel Grégoire et les cabinets des mairies pour fournir le lien webex, fournir les synthèses, effectuer une relecture des études préliminaires qui ont été réalisées pour pouvoir permettre aux habitants d'avoir accès à ce document par la suite. Donc du côté mairie, généralement d'arrondissement, on prévient les conseils de quartier qu'il va y avoir une réunion

publique, donc les conseils de quartier sont présents en réunion publique. On prévient les associations qui pourraient être intéressées à réagir sur le diagnostic donc, ils viennent aussi. On a eu la présence de France Nature Environnement sur des réunions publiques, on a eu l'AUC qui est un atelier d'urbanisme sur Paris Centre, qui était présent également et ça c'est les mairies d'arrondissement qui leur ont demandé de venir.

Et après, la veille ou le jour de cette réunion publique, il y a un document papier qu'on a appelé "synthèse du diagnostic de territoire" qui est fourni au mairie d'arrondissement. Donc par exemple pour le 7ème ils n'auront leur synthèse «papier» que le 5 juillet.

Et comment vous mobilisez, comment vous communiquez sur l'organisation de ces réunions? Est-ce que vous achetez des pubs ciblées sur Facebook pour cibler les gens ?

Ça reste très très basique. La concertation réglementaire nous oblige à informer les gens de manière très stricte. On doit passer par publilégal qui dépose des affiches en mairie d'arrondissement. Donc, c'est une affiche très simple, c'est telle date, telle heure. Il y a une mairie, il y a une réunion publique sur tel sujet. On a fait ça de notre côté.

Côté mairie d'arrondissement, ça, c'est laissé à leur discrétion. Donc il y a des mairies d'arrondissements qui jouent le jeu, d'autres qui ne jouent pas le jeu. Mais généralement ils ont une page sur leur site qui est dédiée à la révision du PLU où ils mettent le lien vers la réunion publique, le lien vers les marches exploratoires. Et, s'ils le souhaitent, ils peuvent aussi communiquer via le magazine de l'arrondissement. Je sais qu'il y a le 14e notamment ou le 20e qui ont communiqué via leur magazine.

Au-delà de ça, il n'y a pas eu d'information supplémentaire.

En marge, il y a néanmoins eu une conférence pédagogique qui a eu lieu début mai pour lancer la phase de concertation, des piqûres de rappel sur linkedin et sur Facebook, des sortes de jeux qu'on a lancés auprès des habitants en se demandant "Quel est le quartier le plus vert de Paris?" ou "Quel est le quartier

le plus dense de Paris?”. Le but était de permettre aux gens de réagir, de lancer quelque part cette concertation, d’annoncer qu’une concertation sur le diagnostic du territoire était lancée auprès de personnes qui s’intéressent au territoire et qui pourraient vouloir en savoir plus.

Mais je crois que quand même, puisqu’on touche à la fin, avec le recul il y a eu un gros manque de communication; côté mairie d’arrondissement et DU. On se rend compte qu’il y a des choses qu’on aurait pu faire de manière un peu plus efficace.

Vous aviez un objectif en termes de participation parce que 20 personnes sur l’arrondissement, on ne va pas se le cacher mais ça paraît faible ?

Oui, oui effectivement c’est faible en terme de représentativité. Mais il faut regarder les chiffres et les conditions notamment sanitaires dans lesquelles se sont tenues ces réunions.

On a commencé avec 100 personnes. Puis l’évolution a été liée aux restrictions sanitaires; quand les terrasses ont rouvert, on a eu beaucoup moins de monde, quand il y a eu l’euro qui a commencé, on a eu aussi beaucoup moins de monde. Donc il y a aussi cet enjeu à prendre en compte et à mettre en regard de l’effort de communication mis en place par la mairie d’arrondissement.

Paris Centre a fait une bonne communication, on a eu 100 personnes. Dans le 15e, il y a eu une bonne communication, il y a eu 80 personnes alors que c’était mardi 29 Juin et qu’il y avait un match (Angleterre-Allemagne)

Donc non, il n’y avait pas d’objectif de chiffres sur la participation aux réunions publiques. On voulait quand même avoir une diversité, ce qui nous importait, c’était comment on allait toucher les personnes éloignées de la participation.

Et vous y êtes arrivé ?

C’est une bonne question. Ca, c’est une très bonne question. On attend la fin, c’est à dire le 16 juillet pour revenir vers les conseils citoyens. Les conseils citoyens, ça a été mis en place en 2012 via la loi Lamy. C’est un dispositif qui

est censé être neutre, c’est à dire qu’il n’y a pas d’élu qui agit sur ces conseils citoyens. On a essayé de les sensibiliser, on a essayé de les faire venir en réunion publique, de les faire aller sur les marches exploratoires, donc on attend un peu leur retour, savoir si ils se sont saisis de ça, s’ils ont participé, s’ils ont contribué sur la plateforme “idees.paris”

Et justement, tous ces organes périphériques, je pense au Conseil des générations futures, au Conseil de Paris des enfants, aux Conseils de quartiers ont ils apportés des choses ? Parce que finalement, en organisant des réunions publiques le soir et en visio, il y a tout un pan du public que vous ne pouvez pas toucher.

Si je fais un parallèle, qui vaut ce qu’il vaut avec la convention citoyenne pour le climat, des gens ont été désignés volontaires et sont venus et donc on a organisé un cadre. Là c’était pas du tout sur ce mode de sélection. C’est un mode de sélection volontaire, mais avec un regard peut être un peu critique, est-ce que vous n’avez pas eu un biais de participation ?

Ca tombe très bien que tu me lances sur le CGF. Le Conseil général des générations futures, le Conseil parisien de la jeunesse, parce que ce sont des conseils qu’on a aussi mobilisés avant les réunions publiques. On a organisé une sensibilisation au PLU, on a organisé une sensibilisation au diagnostic de territoire à défaut de pouvoir les faire participer de manière concrète sur cette partie diagnostic.

C’est une partie quand même batarde, il faut quand même se le dire, l’idée est pas d’être dans la proposition mais dans le diagnostic. L’idée n’est pas de dire, moi, ce que je veux, c’est un arbre, un arbre en bas de chez moi ou plus d’arbres en bas de chez moi.

L’idée, c’est de se dire qu’il y a des manques dans le diagnostic de l’APUR; on cherche à compléter un diagnostic et non pas à proposer des améliorations. La phase de propositions, elle, viendra en début d’année 2022.

C’est à dire que pour revenir à une question que j’avais posée au début,

la question qui est posée dans cette concertation, c’est, construisons ensemble le diagnostic en disant il y a une partie purement data, c’est l’expertise de l’APUR, et complétons ce diagnostic par l’expérience des citoyens.

Exactement, c’est exactement ça. C’est exactement ce qui est demandé. Et donc, c’est un exercice qui n’est quand même pas simple.

Donc on a fait plusieurs réunions avec le Conseil des générations futures et le CPJ. Parce que cette concertation va durer 3 ans et qu’on a besoin de la lancer. Si ils ne saisissent pas de maintenant de cette question sur la notion de territoire, ils peuvent se saisir de cette question début 2022 sur le projet d’aménagement et développement durable.

Oui, parce que il y aura donc plusieurs phases à cette partie de concertation; une phase de diagnostic qui est cette année et qui se termine le 16 juillet (réunions publiques et concertation élargie) et il y aura un 2e temps, qui sera “construisons ensemble le PLU de demain”.

C’est tout à fait ça. Cette seconde phase devrait se dérouler en 3 parties. 2 parties de concertation (34 réunions publiques) et une de vote.

1- En février 2022, avec la concertation sur le PADD, le projet d’aménagement et de développement durable et en mai 2022, c’est sur le règlement.

2 - le vote du PLU au conseil de Paris. Lors de ce vote, les citoyens ne seront plus là mais on ne sait pas s’il y aura un mode d’interrogation des citoyens puisqu’on sera en début 2023. Ca va être à définir dans les années à venir parce que, là, on se projette sur du long terme avec un calendrier serré, des échéances électorales avec les présidentielles (Anne Hidalgo est pressentie pour être candidate).

Pour revenir sur la phrase qui nous intéresse, il y avait aussi une volonté de mobiliser un maximum d’acteurs pour au moins les sensibiliser sur la partie diagnostic, voir comment eux pouvaient s’en saisir en interne.

Parce que sensibiliser le CPJ c’est une chose, mais il faut mobiliser une centaine de jeunes derrière ce qui est pas non plus chose aisée. Donc il fallait aussi laisser digérer cette formation pour lancer la machine tout en se disant que y aurait tout 2022 pour pouvoir participer; et on les invitait bien sûr aux réunions publiques dont ils étaient informés.

La 2e question que j’avais autour de ces réunions, c’est sur le format de ces réunions le soir, par visio, communiquées via Facebook LinkedIn. Et donc quid des populations allophones, des mères célibataires avec enfants qui sont peut être les seules à pouvoir parler des problèmes de poussette ou d’accessibilité de certains endroits ? Bref, est-ce qu’il n’y avait pas un biais de sélection des participants ?

Ca a été une des questions qui a été soulevée un moment donné puisqu’on était dans des réunions en distanciel et donc des réunions également enregistrées. On s’est donc demandé si on pouvait pas laisser un enregistrement ou les transformer en podcasts, quelque chose qui pourrait être réécouté à tout moment jusqu’au 16 juillet pour pouvoir permettre à chacun de réagir même si il n’avait pas pu participer à “sa” réunion publique. Mais ça n’a pas été retenu notamment pour des raisons réglementaires.

Moi je pense que c’est une bonne question, que c’est à soulever pour la suite, se dire que maintenant, quelqu’un qui est dans le métro pourrait réécouter une partie seulement, par exemple le diagnostic parce qu’il s’y connaît sur le PLU, ou n’écouter que la concertation parce que on a loupé une date. Je trouverai ça intéressant de laisser cette matière, au moins à discrétion des mairies d’arrondissement pour qu’ils puissent l’utiliser.

Aujourd’hui ce n’est pas laissé aux mairies d’arrondissement, ce matériau n’est accessible que par la direction de l’urbanisme.

Je comptais poser la question après, mais quelle forme prend la restitution de ces réunions publiques et à qui ces restitutions s’adressent-elles ?

Alors, il y aura une restitution qui sera réalisée en septembre. Parce qu’on a besoin de faire une restitution. On en est à 750 contributions sur idees.paris en provenance de 500 contributeurs environ, ce qui comprend les marches exploratoires, les forums urbains, les associations, les habitants et les usagers. On a une petite dizaine de contributions sur les registres papiers et on a les contributions qui sont captées lors des réunions publiques par “Etat d’Esprit”.

A la fin de la concertation, il y aura un bilan qui sera réalisé par arrondissement et un bilan général et qui pourra être transmis aux arrondissements et donc laissé en libre accès aux habitants.

La difficulté qu’on a c’est que c’est un bilan qui est aussi de communication. Il y a vraiment aussi un besoin de comprendre et d’être, comme je disais tout à l’heure, dans l’exercice qui est demandé. On ne peut pas considérer les propositions, on est dans le complément et dans la réaction aux diagnostics pour nous permettre d’avancer.

Les propositions, même si elles sont intéressantes, devront être poussées pour la seconde phase qui est la fabrication du PLU.

Mais il y a des gens qui ont participé, qui ont contribué, on ne peut pas leur dire «non, c’est nul, reviens dans 6 mois reposer la même question». Donc on est dans un exercice très particulier qui est de tourner les choses pour voir si finalement dans une proposition il y a quand même pas déjà une critique du diagnostic, il n’y a pas un complément. Donc ça demande aussi un gros travail de relecture. Et puis peut être aussi, scinder des témoignages pour mieux les considérer - mais ça c’est un travail qui sera dans la synthèse et on n’est pas du tout encore dans ce dans cette phase là.

Et pendant vos réunions publiques est-ce que le public réagissait ? Est-ce que ces réunions ont réussi à tenir leur promesse de ‘on complète de la diagnostic’ ou est-ce que ça a pu se former en autre chose ? Et qui dans ce

cas-là, faisait le modérateur pour dire ça c’est hors sujet ou on le traitera l’année prochaine ?

Il y avait bien sûr des questions, qui rentraient dans le cadre du complément du diagnostic, mais bien sûr il y a aussi des réunions où, tout d’un coup, on est totalement hors sujet, hors diagnostic PLU.

Sur la dernière dans le 16e, on avait des questions sur les batteries, les batteries de voiture ou de vélos électriques. La question était vraisemblablement intéressante, on comprend la colère, Parce que il y a toujours une colère derrière, il faut l’écouter, ça aussi, mais au bout d’un moment ça ne correspond pas du tout au sujet de la réunion. Donc on avait notre prestataire, Etat d’Esprit, qui est modérateur, qui animait, ou alors les élus qui étaient présents qui leur disaient que ce n’était absolument pas l’objet de la réunion. Généralement, ce sont les élus d’ailleurs qui répondent aux habitants.

La réponse habituelle c’est “Oui, c’est sans doute un point sensible pour vous. Mais là, actuellement on peut pas régler ce genre de problème”. Je pourrais pas vraiment la formuler précisément ce qui a été dit, mais, mais on dit pas non, c’est nul; on trouve des manières jolies de dire que ce n’est pas le sujet de la réunion.

Comme je l’ai dit tout à l’heure, la réunion est vraiment scindée en 3 parties. Il y a une première partie qui est vraiment sur le PLU qui permettait de bien cadrer ce dont on va parler pendant la réunion. Donc si on avait des questions qui étaient posées, mais qui n’étaient pas en lien avec ce qui avait été présenté, on remettait la réponse à plus tard.

Question et sur le dispositif de la réunion. Est-ce que vous avez mis des choses en place ? Quels étaient les outils mobilisés sur la partie concertation et échange avec le public ?

La partie concertation des réunions publiques n’était absolument pas outillée. Il y avait le juste, le “chat” qui était là pour permettre aux gens de s’exprimer.

Sur la partie concertation après nous, ce qui nous permettait de faire avancer les personnes dans cette concertation, c’était de poster des liens sur le chat. Par exemple, la liste des marches explo-

ratoires qui sont organisées dans votre quartier, le lien vers la réunion de lancement qui a lieu la semaine prochaine, le lien des différents acteurs (CAUE, APUR, plateforme idees.paris) pour accéder aux différents supports. Une façon de dire aux gens si vous voulez continuer et participer, vous allez directement sur ces liens.

Ce que je comprends, c'est que lors de ces réunions, il y a un diagnostic qui est présenté, la plateforme idee.paris est présentée. Les questions du public peuvent porter sur la démarche globale, et dans ce cas vous postez les liens vers les acteurs, les supports, les programmes dans le chat. Mais il y a aussi des questions qui sont posées par rapport au diagnostic, des réactions j'imagine. Et là il n'y avait pas d'outil pour organiser ces apports au diagnostic, pour donner à voir ce qui est apporté pendant la séance. (des boards de Miro, des post-it en réunion physiques, de d'organisation géographique de la salle lors des réunions physiques).

Non, cette partie-là était gérée par le prestataire Etat d'Esprit qui prenait note des questions et des réactions au diagnostic.

Prenons l'exemple d'une réunion physique, est-ce que tu peux me décrire où elle se tenait, quelle était l'organisation géographique du lieu (une estrade avec l'administration et les organisateurs et une salle en mode autobus avec tout le public, ou des ateliers organisés pour faire réagir...)

Non, il n'y avait rien de spécial d'organisé. Cette partie-là était vraiment gérée par le prestataire. C'est eux qui se chargeaient de prendre en compte toutes les questions qui ont été posées. A chaque fin de réunion publique, on a un compte rendu de la réunion publique, c'est à dire une liste de toutes les questions qui ont été posées en physique ou dans le chat. Et toutes ces questions seront reversées dans la synthèse finale de cette concertation.

Du fait des conditions sanitaires, toutes les réunions publiques ont eu lieu en

distanciel (tout le monde en visio) ou en bi-mode (les élus en présentiel et les habitants en visio).

J'aimerais maintenant qu'on s'intéresse à ce qui a été présenté aux participants. Concernant le diagnostic, comment était-il présenté ?

Le diagnostic est présenté selon des axes thématiques :

- Activité économique et logement
- Equipement mobilité services,
- Environnement, nature santé
- Cadre urbain et patrimoine.

Et les participants viennent avec leur diagnostic propre, leur expertise d'usage de leur arrondissement, de leur quartier. Pour être tout à fait honnête, on leur présente des thématiques mais eux ils arrivent avec des questions, avec des colères qui sont toutes légitimes.

L'état des lieux qui sert de base au diagnostic a été réalisé en 2019, depuis il y a eu la crise sanitaire et ça a changé beaucoup de choses.

Par exemple, sur les activités économiques, sur le tourisme par exemple. Pour Paris Centre, dans l'état des lieux on présente beaucoup de choses autour des locations type "AirBNB", mais en 2020 c'est beaucoup moins et ce n'était plus le sujet pour les participants. Donc les participants réagissent en nous disant qu'en 2020 ils avaient été tranquilles; ce à quoi l' élu en question leur a répondu que l'un de ses buts c'était que les touristes reviennent dans Paris et qu'il fallait donc aborder le sujet des locations AirBnB et se saisir de cette question des touristes dans Paris.

Il est évident qu'il est difficile pour les habitants de réagir sur un diagnostic de territoire qui est différent de ce qu'ils vivent depuis un an. Se souvenir qu'en 2019, il y avait encore des bars ouverts, il y avait de la circulation, il y avait beaucoup de nuisances sonores. Maintenant il n'y a plus de nuisance sonore, donc là pour les habitants tout va bien. C'est un exercice compliqué pour tous de se saisir des restrictions sanitaires qu'on connaît actuellement et de leur levée progressive.

Par exemple, la réouverture des terrasses pour certains dans certains arron-

dissements a été un vrai sujet. La mise en place des terrasses éphémères a été abordée dans les réunions publiques, ça a déteint de manière plutôt légère mais il faut quand même pouvoir répondre à ces habitants, et aux professionnels, qu'il y a des procédures qui sont en cours, qu'on ne peut pas se saisir de l'espace public comme ça et, forcément, quand on le saisit, il y a quelque chose en contrepartie. Il faut être honnête, ça a été compliqué d'accepter, pour des restaurateurs par exemple, que ce qu'ils ont eu gratuitement (les terrasses éphémères), il allait falloir le payer alors que leur économie est toujours en berne et que certains essayent de ne pas mourir. Enfin, il faut entendre toutes ses colères et trouver le meilleur consensus possible.

En fait, et ça c'est arrivé dans les réunions publiques, il faut, à un moment donné, se demander si les points soulevés dans les interrogations faisaient partie du PLU. Mais il faut quand même toujours pouvoir répondre. Parce que on a une colère qui est présente et que les élus ne peuvent pas ne pas répondre à cette question, même si elle n'a pas grand chose à voir avec le PLU. Ne pas répondre c'est susciter aussi de la rancœur et donc ces questions d'actualité ont émergé pendant les réunions publiques.

Tu me disais tout à l'heure que les habitants de l'arrondissement étaient conviés à ces réunions publiques. Est-ce qu'il y avait un contrôle pour que ne soient présents que les habitants de l'arrondissement? et comment les personnes qui viennent travailler tous dans un arrondissement peuvent intervenir lors de ces réunions publiques ?

Tu as raison, ce ne sont pas que les habitants qui sont conviés mais les usagers de l'arrondissement. Il y a un collectif, le CAC - le Collectif des Associations Citoyennes- qui nous a servi d'intermédiaire pour diffuser l'information au sein du tissu associatif. Ils étaient justement en contact avec des associations d'usagers de transports en commun, d'usagers de Paris.

Lors des réunions publiques, il n'y avait aucun contrôle à l'entrée, aucune preuve

ou justification n'était demandée pour avoir le droit de participer

Je ne sais pas si tu peux me répondre aujourd'hui mais est ce que vous avez appris des choses? Est ce que vous avez vraiment enrichi le Diagnostic de l'APUR ou ces réunions ont été tenues parce qu'il fallait les tenir? Le deuxième volet de la question c'est est ce que ça vous amène à repenser la façon dont le diagnostic peut être présenté ?

Alors je peux répondre sur la 2e question, la première je peux pas y répondre.

Forcément, ce qu'on propose actuellement est un peu aride. Ça a été l'objet d'énormément de réunions et de réunions qui ont duré des heures. Mais effectivement les documents de l'APUR ne sont pas forcément des documents que tout le monde peut s'approprier. Il y a de la carto, il y a beaucoup de chiffres et beaucoup de textes.

Donc oui, si il y a quelque chose qui pourrait être amélioré, c'est vraiment comment on apporte ces informations aux habitants. et ce sera un défi pour notre 2eme phase : trouver comment embarquer plus de gens dans cette révision du PLU et mieux leur communiquer les informations pour qu'ils soient en capacité de participer activement.

Dans cette première phase, ce dont on s'est rendu compte c'est qu'il y avait une différence entre notre vision (depuis la direction de l'urbanisme en central) et celles des conseils de quartier. Qu'il n'y avait pas deux mairies d'arrondissement qui fonctionnaient pareil; on a mis du temps à comprendre ce qui se passait dans une mairie d'arrondissement et comment elles fonctionnaient.

On a aussi mesuré l'écart entre le discours qu'on donnait et ce qui était compris, il y avait beaucoup de malentendus dans la transmission de notre discours. Donc oui, il va falloir clarifier le discours et vraisemblablement revoir certains dispositifs.

Je pense par exemple à la maison du PLU. C'est certes un dispositif d'information, mais c'était pas initialement ce qui était prévu. Il va falloir trouver comment aller encore davantage vers les

habitants, comment on va faire participer les gens sur les marchés par exemple. C'est ce qui était prévu initialement, mais ça n'a pas pu se faire pour des raisons techniques d'abord puis sanitaires.

La limitation technique, c'était qu'on n'avait pas suffisamment de tablette. Initialement, la maison du PLU devait être un dispositif local de participation. L'idée était d'être positionné dans les rues, dans l'espace public, avec des dispositifs de présentation du diagnostic et des tablettes pour permettre aux usagers d'interagir avec les vacataires de la maison du PLU. De poser des questions et de pouvoir participer grâce aux tablettes; tout ce dispositif a été pensé avant le 1er confinement de mars 2020.

La première limitation a été financière, concernant le nombre de vacataires (le dispositif avait été pensé avec 5 vacataires), puis le sujet des tablettes. A la fois l'aspect logistique (nombre de tablettes, faire tourner les tablettes entre les arrondissements) et sanitaire (nettoyer les tablettes). Bref, il n'y avait pas assez de tablettes, et finalement la maison du PLU se limitait à 1 tablette et 3 vacataires et ça n'allait pas fonctionner. En plus, les synthèses sont arrivées au fil de l'eau (par exemple celle du 7ème arrive la semaine prochaine, en toute fin de phase). Donc ça devenait très difficile d'utiliser les maisons du PLU comme dispositifs de participation. Donc on les a seulement transformées en dispositif d'information.

Donc tout ce retour d'expérience nous sera utile pour la seconde phase.

Y avait-il des dispositifs d'exploration du territoire qui ont été proposés ?

Oui, c'était le cas des marches exploratoires. Elles étaient gérées par le CAUE et le parcours était à la main des mairies d'arrondissement. De notre côté, direction de l'organisme, on avait une volonté qui était que ces marches exploratoires passent par les quartiers «politique de la ville».

Une fois encore, les contraintes sanitaires ont bouleversé le programme. On est passé de marches exploratoires en groupe à des marches exploratoires en autonomie. C'est à dire qu'initialement, ces marches devaient être guidées par

une personne qui s'y connaît en urbanisme, qui se déplace avec les habitants sur un chemin qui était défini et ça n'a pas été possible.

Ce qui a été mis en place ce sont des marches exploratoires en autonomie. Le CAUE et les mairies d'arrondissement identifient ensemble les questions à traiter sur le territoire et proposent un parcours. Le CAUE a réalisé des supports de 8 pages qui balaient les 4 thématiques du diagnostic du territoire. Ces supports étaient à la disposition des usagers qui pouvaient donc réaliser le parcours et utiliser les supports.

En réunion publique, le dispositif était présenté et il y a eu des réunions de lancement des marches exploratoires qui ont été réalisées dans chaque arrondissement. Et une fois encore, les élus étaient présents lors de ces réunions de lancement.

Pendant quasiment 1 mois, les usagers peuvent réaliser ces parcours et se saisir d'une ou plusieurs thématiques. Puis une réunion de restitution était organisée pour que le CAUR prenne en compte le retour des habitants

Est ce que dans ces réunions de restitution les retours d'habitants étaient situés en contexte? Est ce que vous exploriez via Google Maps, vous déplacez sur le long du parcours en demandant aux gens de réagir là ou ils avaient fait leur réaction, que tel dispositif qui avait été imaginé pour remettre ça en contexte ?

Je vais t'envoyer les supports mais globalement, la première page permettait de présenter l'usager (habitant du quartier, usager régulier, travailleur de l'arrondissement...).

Après tu avais les points saillants en fait du quartier. Par exemple, pour Paris Centre? il y avait le volet mobilités qui portait sur les quais de Seine: qu'est-ce que vous en pensez? Comment vous voyez les choses? Les questions étaient orientées et basées sur le diagnostic de l'APUR. Le support reprenait les data de l'APUR et permettait aux participants de réagir; par exemple "les transports se sont améliorés dans le secteur Paris Centre, est ce que vous vous en êtes rendu compte?" c'est très orienté pour

permettre justement aux gens de pouvoir répondre à l'exercice et réagir au diagnostic.

Ceci dit, il y avait une dernière partie qui était une réaction libre à la marche exploratoire où les gens pouvaient écrire sur ce qu'ils pensaient de leur arrondissement, de la marche exploratoire, de la concertation en général. Ils pouvaient même proposer d'autres lieux pour enrichir ces marches.

Est ce que tu peux me citer quelques réactions d'usagers, des choses qui t'ont marqué et qui étaient bien dans le sujet de l'enrichissement du diagnostic. ou tes 3 meilleurs et 3 pires souvenirs de réunion publiques.

Je peux déjà commencer par une sorte d'état des lieux de notre concertation, parce qu'on a une plateforme "idees.paris" et on a eu des contributions sur certains arrondissements avant que les réunions publiques y aient lieu. Et on identifie même que les réunions publiques ne sont pas des boosters de contribution.

Ça veut dire que les réunions publiques ne permettent pas aux habitants de se dire "je vais participer". Soit ce ne sont pas les mêmes qui vont en réunion publique et sur la plateforme, et dans ce cas les deux dispositifs sont complémentaires, soit l'objectif d'envoyer les participants sur la plateforme suite à la réunion publique a été loupé.

En tout état de cause, idee.paris est un dispositif qui est réglementaire et qui a beaucoup plu.

Concernant mes souvenirs, la confrontation avec FNE est l'un des pires. Ils étaient très vindicatifs et souhaitaient beaucoup de documents en parallèle, un bilan du PLU actuel qui n'existait pas par exemple. Ça nous a obligé à aller chercher plein d'informations en parallèle de la réunion publique pour leur répondre en direct, ils contestaient via le clavardage des chiffres donnés par l'APUR et ils présentaient leurs propres chiffres qu'on ne pouvait pas comparer car leur méthodologie n'était pas présentée. C'est un souvenir qui n'est pas chouette.

Un autre mauvais souvenir, c'est le stress sur le côté accessibilité et logistique. Par

exemple la mairie du 13ème a voulu changer la date de la réunion technique alors qu'elle avait été annoncée. C'était très compliqué et ça engendrait des frais supplémentaires. Car quand tu passes via publilégal, le processus de modification d'une communication est très lourd et de l'ordre de 11 000€ pour changer une date pour éviter un recours.

Un autre souvenir compliqué ce sont les cahiers d'acteurs qui sont des dispositifs présents sur idees.paris et qui sont réservés aux associations ou à la maîtrise d'ouvrage ou à la maîtrise d'œuvre pour leur permettre d'apporter une critique, de compléter ce diagnostic. Et là, actuellement, on a un individu qui a déposé deux contributions: une sur les îlots de chalets et une sur les écoles oasis. Mais cette contribution sur les écoles oasis, il l'a répliqué sur chacun des écoles de tout Paris. donc on a un grand nombre de proposition mais qui sont tout le temps la même en provenance du même acteur, on ne peut pas juste supprimer les "répliques". Soit on n'a pas été assez clair, soit on n'a pas assez anticipé ce comportement pour savoir comment les gérer. Les règles du modérateur ne peuvent plus être modifiées maintenant et en plus ce n'est pas la Direction de l'Urbanisme qui pilote ce modérateur mais la Direction de la Démocratie Citoyenne du Territoire et que le choix a été fait de laisser toutes ces contributions.

L

es bons souvenirs, c'est ce qui nous sort des réunions publiques, c'est un peu ce qu'on attend, parce qu'on est dans quelque chose de très réglé de notre côté. On a les 3 étapes, on a, on a cette partie où les élus parlent, cette partie APUR et cette partie concertation. Les parties intéressantes, je ne sais pas si ce sont les moments de plaisir, c'est qui nous interpelle.

Par exemple, on parle de PLU bioclimatique mais personne ne sait ce qui se cache derrière ce mot et dans une réunion publique, quelqu'un a demandé à revenir sur ce terme de bioclimatique qui est un mot qui ne veut rien dire pour l'instant. Il y a donc eu une phase de pédagogie pour expliciter la démarche - et ça c'était un moment intéressant pour tout le monde. Pouvoir expliquer aux habitants ce qui est entendu derrière ce mot,

comprendre ce que ça veut dire, ce que ça implique, ce qu'on cherche à mettre dans ce mot. Et les habitants participent à ça aussi, à redéfinir l'imaginaire qui est tiré par ce mot "bioclimatique".

On a eu plein de questions qu'on avait pas anticipées. Par exemple, le 18ème nous a demandé pourquoi ils avaient le même nombre de maisons du PLU que le 5ème qui est beaucoup plus petit. On avait réfléchi en termes d'égalité de traitement (2 maisons partout) plutôt qu'en termes d'équité (en fonction du nombre d'habitants). Être remis en cause de façon constructive a été intéressant.

Les choses qui m'ont fait plutôt rire, c'est le franc-parler des habitants en fait voilà. A un moment donné, ils rentrent dans le lard et moi je trouve ça plutôt chouette. Plutôt que d'avoir des discours un peu policés..

Est ce que vous avez profité du visio/distanciel pour faire différemment? pour faire des sondages en ligne en direct, des nuages de mots du clavardage ou est ce que finalement vous n'avez pas pu adapter le format au distanciel.

Il faut se le dire, l'expérience du distanciel a elle a été faite très peu de fois pendant le premier confinement et la proposition était très classique: la même chose qu'en présentiel mais en distanciel.

Après la première réunion qui a eu lieu à Paris Centre, on a vu que des choses ne fonctionnaient pas, notamment dans le document qu'on projette, dans le support de la réunion. Mais réglementairement on n'a pas pu le modifier. Donc on ne l'a pas changé pour éviter un recours.

Ce qu'on s'est permis de faire, c'est d'ajouter des informations spécifiques à un arrondissement.

Quels sont les 3 enseignements que tu transmets à ceux qui vont charger la 2e phase qui est «comment on construit ensemble le PLU» ?

Je pense que la première réflexion à avoir c'est comment on veut faire participer les habitants. Je le disais tout à l'heure, mais ce qui se passe en mairie d'arrondissement nous échappe. Et on

s'est rendu compte qu'il y avait beaucoup de dispositifs de participation à leur charge (marches exploratoires et forums urbains) et leur appropriation n'est pas évidente. Il y a un enjeu fort sur la simplification et la clarification des différents dispositifs.

Là, on réfléchit à proposer un Serious Game qui sorte de Minecraft, c'est - à - dire proposer aux gens de construire leur ville avec un règlement - le PLU. C'est très intéressant, mais là on est en train de réfléchir pour que ce qui ressorte nous soit utile, que ce ne soit pas juste un jeu.

Pourquoi vouloir construire la ville dans ce jeu et ne pas demander aux participants de construire les règles ?

Parce que le but serait aussi, en réaction à la ville qu'on peut construire dans ce jeu, d'identifier ce qu'il faut garder ou modifier dans les règles qu'on donnera, quels sont les blocages qu'on voudrait voir disparaître par exemple.

Ça, c'est plein de choses à définir autour du jeu. En fait, on a une base de départ qui est un jeu et on se dit d'accord, maintenant qu'on a ça comment on en retire quelque chose d'utile pour tous les services concernés.

Donc là, vraiment, une redéfinition de la concertation à venir et des dispositifs à mettre en place pour entrer en contact et faire participer les usagers.

Il y a aussi un enjeu en terme de représentativité et de participation. A-t-on vraiment réussi à toucher les usagers de Paris? Peut être qu'on n'a pas été assez loin là notamment dans les quartiers "Politique de la Ville". On parle beaucoup de la fracture numérique mais ce n'est pas la seule fracture à regarder. Faire attention à ce que tout le monde ait accès à cette information.

Dernier point peut être, essayer d'être moins descendant. notamment vis à vis des équipes de développement local, faire avec elles plutôt que de les piloter. Faire avec tous les usagers et pas seulement leur donner des informations. La forme des dispositifs doit être parfois laissée libre tant qu'on arrive à faire participer les usagers. Donc qui on fait participer, comment on les fait participer et sur

la base de quelle information.

As-tu quelque chose à ajouter avant de clôturer l'entretien?

Je vais ajouter deux choses et je finirai par les conseils de quartier.

Il y a une partie importante en terme de temps investi qui est invisible. Pendant tout le mois de mars on a fait énormément de réunions de sensibilisation au PLU; à chaque fois 1h30 ou 2h sur le PLU et une sur le diagnostic. On a présenté ça au CPJ, CGF, aux directeurs de services des différents arrondissements, aux Equipes de Développement Local, aux agents des maisons de vie associative et citoyenne, aux conseils de quartier (pour lesquels il y a eu en plus une réunion de sensibilisation aux forums urbains).

Concernant les conseils de quartier, on avait imaginé des dispositifs pour les accompagner dans la reformulation et la saisie de leur contribution pour que ça rentre dans le cadre de l'enrichissement du diagnostic - les Ateliers de Recueil des Contributions. Finalement il n'y en a que 5 qui ont utilisé ce dispositif dont deux où ça c'est très mal passé. L'un où FNE a monopolisé la parole et ça a été l'horreur. Du coup, les conseils de quartier ont dû saisir leur contribution eux-mêmes. Ou certains conseils de quartier ont élaboré des propositions, comme pour un forum urbain, alors qu'on attendait les réactions au PLU. Il a fallu tout reprendre en séance et donc l'objectif n'a pas du tout été atteint. On a passé beaucoup de temps à mettre en place des choses qui n'ont pas ou pas eu lieu.

On a aussi mesuré la perte d'information du fait du morcellement des acteurs. Mais on voulait que tous les usagers aient accès à la même information, que tout le monde sache ce qu'est le PLU, à quoi ça sert. Ce qui serait intéressant pour nous ce serait d'avoir un retour des maisons de vie associative qu'on a mobilisé et formé, est-ce qu'ils ont eu des questions, est-ce qu'ils ont vu des gens, est-ce que les flyers qu'on a déposés ont été retirés. Pour l'instant on n'a pas de retour. mais quand on nous dit qu'on n'a pas informé j'ai du mal à l'entendre, il y a eu plein de dispositifs, de communication, des expositions en mairies, où l'in-

formation était disponible comme dans les maisons de vie associative et dans les équipes de développement local.... mais la crise sanitaire a sûrement joué contre nous. L'information est aussi disponible sur paris.fr mais encore faut il le savoir et se rendre sur le site paris.fr.

Est ce que c'est vraiment l'information qui n'a pas été bonne mais pas accessible ou est ce que c'est la façon d'informer qu'il n'a pas été suffisante au vu de la restriction sanitaire; proposer des expositions à l'extérieur pour pourquoi pas, mais à partir du moment où on avait lancé les choses ce n'était plus possible. Il faudra réfléchir à comment on informe pour la suite de la démarche.

ENTRETIEN AVEC L'UN DES MEMBRES DU CONSEIL DES GÉNÉRATIONS FUTURES

Présentation

Je suis membre du CGF depuis quelques années. C'était une candidature spontanée de ma part pour être membre du CGF.

Le conseil des Générations Futures est constitué à la fois d'habitants, de membres d'organisations syndicales, de représentants d'entreprises privées et du public, et de personnes qualifiées. Et pour nous tous c'est une activité bénévole.

Il y a des réunions périodiques entre tous les membres (les conseils du CGF) et un fonctionnement sur des sujets précis en plus petits groupes sur le modèle des commissions.

Nous sommes un organe consultatif et nous devons travailler sur des visions prospectives à l'horizon 2030.

C'est un conseil qui s'inscrit dans la mouvance de la démocratie participative, il y a bien évidemment un effet de mode dans ce CGF. D'autres villes en France se sont dotées de tels conseils ou d'outils de démocratie participative pour lier les citoyens aux orientations prises à l'échelle de leur commune.

Nous fonctionnons à la fois sur saisine de la mairie de Paris pour apporter un regard extérieur à une question (l'emploi, la ville verte et inclusive) ou sur auto-saisine mais le processus est alors plus long. Je n'ai, pour l'instant, travaillé que sur des projets proposés par la Mairie de Paris.

Le fonctionnement est sur le mode d'une commission, un groupe de 15-20 personnes est constitué pour travailler sur un sujet donné. La première étape est la construction d'un état des lieux puis, sur cette base, la proposition de pistes pour 2030.

Pour construire ce bilan et nourrir notre réflexion, on invite des spécialistes du sujet, des experts pour nourrir les participants.

Il y a aussi des séances de brainstorming pour dégager les grands axes. Ces séances sont encadrées par un cabinet dont c'est le domaine. Il anime les ateliers et donnent le rythme pour qu'on avance. Sinon, au début tout le monde est motivé puis les volontés s'essoufflent.

Ce cabinet s'occupe aussi de mettre en

forme le rapport. Tout le monde ne sait pas produire un rapport avec la forme et le vocabulaire attendu par une administration publique. De toute façon les effets du rapport sont très limités. Le cabinet a les bons mots, le bon style. C'est un pur exercice de démocratie participative.

Se met donc en place un rapport qui sera remis à la fin à la Mairie de Paris. Il est d'abord soutenu à l'oral devant le CGF (dans la salle du conseil de la Mairie de Paris) où il est discuté et parfois modifié puis soutenu devant le conseil de Paris, mais c'est bref.

En termes de retour c'est assez limité. Une collectivité publique veut un CGF mais c'est un peu «pour faire beau», c'est à la mode. On se heurte dans les faits à la lourdeur et au rythme de l'administration et on se confronte à une vision politique

A quoi sert le CGF et quel a été votre rôle dans le cadre de la révision du PLU?

Je pense que le CGF est surtout là pour apaiser la société, pour qu'une collectivité puisse montrer qu'elle fait quelque chose, pour montrer une belle face.

Il peut y avoir des gens sincères dans ces démarches mais le fait est que les décisions sont et doivent être prises au niveau politique.

Concernant le PLU, le CGF a été informé et nous avons reçu des documents. Mais nous ne nous sommes pas prononcés sur le sujet en particulier.

Les conseils de quartier sont, eux, formellement impliqués dans ces sujets mais je n'y ai pas participé et je pense que le cadre est moins feutré qu'au CGF.

Sur un sujet aussi technique que celui-ci, la question du temps que les acteurs peuvent y consacrer est cruciale.

Je sens du désappointement dans votre témoignage....

Après, chacun y trouve son compte, on se confronte à d'autres, à d'autres visions du monde, à d'autres caractères. Mais il y a des institutions en place et changer les choses demanderait trop d'énergie et d'investissement. On est confronté à une réalité, c'est beaucoup



Anonyme

Membre du conseil des générations futures de la ville de Paris. Cet entretien, à la demande de la personne interviewée n'a pas été enregistré et est retranscrit de manière anonymé.

un jeu social qui est mis en place par la puissance publique.

Je suis allé au CGF par curiosité intellectuelle, pour voir comment ça se passait et rencontrer des gens différents. Le CGF permet une sociabilité intéressante avec des gens qui ont des parcours très différents. On a un peu l'impression d'agir, de voir comment ça fonctionne d'un peu plus près.

Pouvez-vous m'en dire plus sur le rapport entre puissance publique et le CGF ?

Je pense que les citoyens ont perdu confiance dans leurs élus et dans les partis. Le travail de militant est un peu diminué alors que c'est cet engagement qui nourrissait aussi la vision politique.

Les citoyens qui participent à des exercices de démocratie participative le font à titre individuel, c'est une démarche individualiste à l'opposé des démarches collectives des partis.

La loi, elle, est écrite par des juristes dont c'est le métier. Je pense que cela doit rester ainsi et j'ai une confiance complète dans leur travail. Contrairement à ce qu'on entend, les parlementaires connaissent et comprennent notre société, il ne faut pas laisser croire qu'ils en sont déconnectés.

C'est complètement démagogique de laisser croire que les citoyens peuvent écrire la loi, si les citoyens veulent influencer sur la vie politique il faut trouver des modes d'engagement plus pérenne, participer à des conseils municipaux, s'impliquer dans la vie politique locale.

Les démarches participatives sont un peu «Le Peuple n'est pas compris, donnons lui la parole», je trouve cela presque irrespectueux de la part du politique de lancer de telles démarches, irrespectueux vis à vis des citoyens et vis à vis de l'administration.

Il y a dans les administrations, une immense expertise, des gens qui ont le sentiment d'être contournés par ces démarches.

Les assemblées citoyennes sont aujourd'hui l'expression d'un effet de mode qui va peut-être durer une décennie. Il serait plus utile je pense de diversifier les recrutements au sein des acteurs

publics. Cette diversification pourrait enrichir la vision de certaines administrations en valorisant les expériences précédentes de ces nouveaux recrutés, pour éviter d'avoir des administrations avec une vision fermée.

ENTRETIEN AVEC L'AGENCE VILLE OUVERTE

Est ce que vous pouvez déjà me présenter Ville ouverte et notamment les projets de concertations que vous avez aujourd'hui?

Céline Steiger: Ville Ouverte, c'est une agence qui a été créée en 2005 par Gwenaëlle Daboville et Pierre Antoine Thiercelin.

L'idée à la base, c'était de dire, on est urbaniste, on a envie de pouvoir faire du projet en lien avec la ville. Mais pourquoi les concevoir sans les gens qui vivent en fait les lieux, donc rapidement en fait, l'ADN, concertation, participation est intervenue dans les méthodes de projet de l'Agence.

Donc, aujourd'hui, on fait tous nos projets sous le prisme de la participation. Tous les projets qu'on va avoir en urbanisme, par exemple, en programmation, on va aller questionner les habitants sur leurs pratiques d'un quartier, d'un territoire, sur le fonctionnement de celui-ci, sur les dysfonctionnements qu'ils ont pu observer de manière en fait à enrichir la pensée de l'équipe projet.

Ensuite, en fonction de la mission qu'on aura, on va déployer une démarche de concertation plus ou moins ambitieuse. Puisque c'est souvent le politique qui en fait, décide de l'ambition qu'il a envie de donner en terme de concertation.

Mais nous, on ne lâche rien. On se nourrit du terrain. En fait, ça fait partie de nos valeurs. On a une valeur qui s'appelle l'éthique du terrain. Qui fait que on veut absolument en fait passer par cette phase immersive, donc on a réutilisé les termes du design sans le savoir au départ. De prise de connaissance du terrain par les personnes qui y vivent.

Aujourd'hui, à l'agence on est une quarantaine. On a différents types de métiers, donc on se revendique agence d'urbanisme. On a écrit un positionnement en 10 lignes sur qui on est.

On mélange différents types de profils, mais on insiste sur le fait qu'on est tous soit urbaniste, soit géographe. Et donc depuis peu, on a des nouveaux types de profil, comme l'ona, qui est à côté de moi, qui est designer, de manière à

ce qu'on puisse vraiment aller vers une transversalité et des manières de faire différentes.

On est réparti en plusieurs pôles. On a un pôle urbanisme, on va l'appeler "planification" dans lequel on va faire du plan local d'urbanisme, PLU, des projets de territoire. Pour le projet de territoire ça pourrait être assez intéressant pour le coup d'utiliser du DF mais on va en parler.

On est vraiment plus sur comment aménager la ville du point de vue de la loi et quelle est la vision politique du lieu.

On a un pôle qui s'appelle "programme projet". Dans les années 2015 chez Ville Ouverte, on se rend compte que l'on fait de plus en plus de passerelle avec la programmation. La programmation c'est l'étape avant le projet urbain, donc on définit les besoins et les attentes des collectivités pour un nouvel équipement, pour une programmation urbaine, donc plutôt les espaces publics. On se rend compte qu'avec la concertation, ça matche plutôt bien parce qu'en fait on pose les mêmes questions, sauf qu'on s'adresse pas aux mêmes personnes. Et donc en ça, on a créé les méthodes de programmation participative; par exemple la place de la République on y a participé sous cet angle là. On a fait beaucoup de projets de rénovation urbaine sous l'angle de la programmation participative parce que c'était le pendant du plan guide. Et puis maintenant, on a de plus en plus de architectes à l'Agence, c'est une nouveauté aussi.

On a fait le constat que nous, on galérait quand même beaucoup à la concertation, à faire valoir nos idées auprès de concepteurs qui n'en avait rien à faire de la concertation et cherchaient juste à cocher une case (la concertation est une compétence requise dans les cahiers des charges. On te demande architecte urbaniste paysagiste, animation, participation, communication). et donc certains venaient vers nous pour "remplir" la compétences animation/participation. Donc moi en fait mon job aujourd'hui, c'est de vérifier que les gens sont prêts à faire de la concertation à marge de manœuvre, c'est à dire qu'on n'a pas un projet qui soit ficelé et qu'on a bien des concep-



Céline Steiger

Céline Steiger est Responsable des expérimentations urbaines au sein de Paris&Co. Elle était, au moment de l'entretien, directrice associée chez Ville Ouverte.

Urbaniste, diplômée du MS IBD de l'ENSCI en 2020, Céline est une spécialiste des démarches de concertation pour les projets urbains ou d'espace publics.

teurs qui soit en mesure d'entendre ce qui en ressort. Que la concertation ne soit pas un faire-valoir.

Souvent je dis, pour pas qu'il y ait d'erreur de casting, si vous venez nous chercher, nous Ville Ouverte c'est pour qu'on apporte quelque chose, si vous en fait, vous voulez seulement cocher une compétence, je vous indique d'autres personnes. Nous on va vouloir faire valoir ce qu'on a entendu sur le terrain. On va être vos yeux, on va être vos oreilles. On soigne cette méthode et on en fait quelque chose.

Donc on s'est dit qu'en intégrant les architectes, on aurait moins à convaincre les gens et moins à passer le temps à avoir toutes ces toutes ces phases de discussion et qu'on serait plus dans le projet, qu'on passerait de meilleurs moments.

Le fait d'avoir des architectes dans nos équipes nous a aussi permis d'avoir des nouveaux projets, parce qu'il faut savoir que si tu veux faire du projet urbain, il faut avoir des architectes. Et ça marche très bien parce qu'en plus l'architecte qui nous a rejoint travaillait avec nous depuis longtemps, c'était un vrai partenaire. Donc on savait qui on était respectivement, on avait déjà eu des discussions, on était en phase. Elle connaît parfaitement l'agence et elle sait comment nous développer là-dessus.

Et enfin, le pôle concertation, où on est 10-15 en comptant le studio graphique qui a récemment été créé. Donc ça fait une grosse part de l'effectif de l'agence (quasiment la moitié des permanents). On a soit des missions qui sont de la concertation pure. Par exemple, pour la ville de Paris, depuis 2013 on assure la concertation de tous les projets urbains (on vient d'être renouvelé pour la troisième fois). On a travaillé sur différents projets, par exemple Python Duvernois ou Saint Blaise dans le 20ème arrondissement, les abords de Notre Dame de Paris, sur le projet de l'héliport (le parc Suzanne Lenglen). D'ailleurs on a créé une fiction où on a fait débarquer Suzanne Lenglen qui vient parler aux parisiens d'aujourd'hui.

Donc on a différents types de sujets. On peut avoir des sujets très en amont, par exemple pour le projet de parc Chapelle Charbon (18ème), on avait fait un serious game; il y avait l'idée d'un parc et il faut qu'on écrive le cahier des charges avec les habitants pour recruter le paysagiste qui va faire le parc. L'artefact du jeu nous a permis de mener des ateliers de manière à ce qu'on puisse associer les habitants.

Tout à l'heure, tu me parlais de la création de l'Agence pour concevoir avec les gens, avec les habitants sur de l'immersion. Là, on est d'accord, vous dépassez ça, vous faites avec les habitants.

CS: Ouais, mais en fait pour nous une démarche de concertation elle commence au maximum en amont. Si tu veux, j'ai plein de supports que je fais pour les cours que je donne à l'école d'archi tout ça, je te les partagerai.

Volontiers. ça m'intéresse bien d'avoir ça, effectivement, de savoir vous ce que vous appelez concertation, quels sont les différents niveaux de concertation qu'on peut identifier. On a déjà évoqué l'immersion, être la voix du terrain, le diagnostic partagé, que je mets en parallèle de l'enrichissement du diagnostic de l'APUR par de l'expertise de terrain. Mais là avec le Serious Game, recruter le paysagiste pour dessiner parc, faire intervenir Suzanne Lenglen, qui débarque en hélicoptère on est plutôt sur dessiner la suite quoi.

CS: Ouais c'est ça. Tu as l'échelle d'Arnstein qui, dans les années 70, a défini des niveaux de participation. Il y a 8 niveaux qui vont de la manipulation au contrôle citoyen. Je le résume plutôt en information pour le niveau bas, Consultation ou tu vas consulter les habitants mais sans s'engager à les écouter, co-construction (on va faire en sorte que les parties prenantes participent à toutes les phases du projet et qu'elles puissent infuser, discuter, alimenter et amender le projet) - c'est là qu'on se situe avec Ville Ouverte, et au dessus on est dans l'ordre de la coproduction. A ce niveau, soit ça

part d'initiatives citoyennes ou d'un Elu.

Mais des initiatives citoyennes on n'en a assez peu en France. Ici, tous les projets sont issus d'un mandat politique. On n'a jamais, ou du moins très rarement, une association qui nous appelle pour nous dire "Dans notre quartier on aimerait changer les choses ou gérer un endroit". Par nature, en France, on se retourne vers l'Etat ou la puissance politique locale pour piloter ces projets.

Ce qu'on voit donc plus souvent, c'est un Elu qui a écouté ses citoyens qui ont repéré un problème et ça peut donner naissance à un projet urbain. Ou bien un Elu qui, dans le cadre de son mandat, a identifié avec son équipe un sujet qu'il veut mettre sur la table.

Et donc notre objectif c'est bien de partir du bas de l'échelle mais d'aller au moins jusqu'à la co-construction. Mais aussi d'expérimenter, de voir quand on se plante, d'en tirer des leçons et toujours de crédibiliser nos démarches; tu ne fais de pas de la concertation pour faire plaisir à un Elu. il faut qu'on puisse faire intervenir la vision des habitants dans le projet, qu'ils apprennent aussi quelles sont les contraintes de l'urbaniste, de la collectivité, et qu'on trouve ensemble des solutions pour améliorer le cadre de vie. Apporter peut être de nouveaux services ou répondre à un besoin en logement, peu importe, mais en fait faire en sorte que, en mettant tout le monde autour de la table, on arrive à faire un truc bien quoi. Ou en tout cas, qui prenne en compte tous les points de vue

Donc on insiste pour arriver très en amont, si possible avant les études urbaines pour avoir le temps de définir une stratégie de concertation. Donc, ça c'est souvent notre étape un - la définition de la stratégie de concertation. Et la stratégie de concertation nous on aime bien la contextualiser. En fait on va dès lors commencer notre immersion déjà pour observer le quartier, donc ça nous permet de nourrir un diagnostic des usages, un diagnostic plus sensible en tout cas que celui que celui qui va faire l'urbaniste. Et on va commencer à questionner sur ce qui est attendu d'une démarche de

concertation, ce qui est attendu du quartier. On va commencer déjà à recueillir pas mal d'informations pour pouvoir faire une proposition de concertation qui soit la plus optimale possible et qui soit en lien avec les besoins et les attentes des habitants.

Ensuite, on va déployer la concertation. Souvent tu vas faire des marches exploratoires, tu vas aller sur le terrain avec les élus, avec les habitants et avec l'équipe projet pour qu'on puisse partager en fait la lecture du quartier. Et après tu déploies souvent des ateliers (jeu de rôle, jeu de cartes) pour autonomiser aussi des collectivités à mettre en place une démarche de concertation.

Et les réunions publiques ? J'aimerais bien qu'on parle de cet objet ...

CS: A l'époque de JL Missika [Ancien adjoint à la Ville de Paris], la commande qu'il nous avait passé c'était «est-ce qu'on peut ré-inventer la réunion publique». Et en fait c'est interchangeable, surtout à la ville de Paris.

C'est un moment très protocolaire, où les élus se doivent d'être là même s'ils sont toujours sur leur portable à faire autre chose. Il y a toujours plein d'élus à la tribune qui veulent tous parler, donc c'est compliqué. Et puis tu as beau avoir dealé avec le cabinet pour qu'ils fassent un discours court, tu es parti pour 30 minutes de discours politique, il y a un jeu de représentation entre la mairie centrale et la mairie d'arrondissement, entre les différents adjoints.... alors c'est le jeu, parce que les politiques sont là et qu'ils peuvent s'adresser directement à des citoyens. Comme on leur demande de ne pas venir en atelier, ils se disent que c'est le moment où ils peuvent parler.

Je suis très content que tu me présentes les différentes étapes avec les outils qui vont avec. Il y a un outil qui revient tout le temps qu'est la réunion publique et je n'arrive pas à savoir à quoi elle sert, à part de tribune. J'ai quasiment l'impression qu'elle est obligatoire, réglementaire.

CS: Souvent il faut deux jalons obligatoires, la réunion publique de lancement

et la réunion publique de restitution. Pour montrer qu'il y a une étape de concertation qui a commencé et qui s'est finie. Mais ce sont des formats descendants, on n'en attend pas que ce soit de la participation mais c'est une brique dans un dispositif de participation qui lui peut être globalement ascendant. Néanmoins, si ton équipe municipale lance un projet et que ce n'est pas porté politiquement, derrière tu rames en fait et ton projet met 100 ans à sortir.

Donc c'est un super kick off pour présenter le projet, les appuis politiques, le contexte ainsi de suite. Mais ce n'est pas c'est pas ça qui va faire la concertation.

CS: Alors nous en fait, dès maintenant, on va essayer de changer des trucs.

C'est à dire que souvent, quand on demande une réunion publique, soit en fait je dis OK, on va faire une réunion publique mais comme c'est le lancement, on n'a rien à dire. Donc, à part les objectifs politiques du projet, le calendrier de la concertation, des études on n'a pas grand chose à raconter; donc en gros on va faire 30 min de réunions publiques ou les élus vont pouvoir parler.

On fait un peu de questions réponses et ensuite soit on installe des espèces de stands, on commence déjà à recueillir de l'information pour profiter du fait qu'il y ait du monde. Parce qu'en fait finalement la réunion publique c'est là où il va y avoir le plus de personnes. C'est là que tu vas mobiliser un max parce qu'en fait les gens ils ne viennent pas pour le projet, ils viennent pour parler de "je veux un logement social", "et vous avez vu dans la rue, il y a du trafic" et "vous avez vu là, il y a des crottes de chien". On va quand même avoir beaucoup de gens et c'est donc l'occasion pour nous de commencer à constituer un diagnostic.

Souvent là on va leur faire dessiner leur parcours, on va leur demander ce qu'ils aiment, ce qu'ils n'aiment pas dans le quartier et donc c'est aussi beaucoup plus actif. Une réunion publique, au-delà du fait que c'est descendant dans la posture, ça implique plein de choses. En fait, le face-à-face entre les élus à la tribune et le public qui est en rang d'oignons fait que t'as l'impression que c'est un sché-

ma de guerre.

Et en visio ?

CS: Ah oui, les réunions publiques en visio.... on s'en est fait hacker une par un groupe de citoyen qui a pris la main sur le chat en saturant de messages le forum de discussion, en balançant de fausses informations et des messages vulgaires. On avait quelqu'un de l'équipe qui a passé son temps à identifier et sortir les gens qui empêchaient la réunion publique de se dérouler.

Pour revenir sur la réunion physique, sur la posture, déjà les gens sont comme ça (elle mime des gens mal assis ou au contraire raides), tu es mal installé, tu es dans une cantine, ça pue la bouffe, en fait tu n'es jamais dans des conditions optimum pour passer un bon moment en réunion publique et je pense qu'il n'y a personne qui passe un bon moment en Réunion publique; les élus, tu sens que ça les saoule, les habitants bouent intérieurement parce qu'ils sont pas d'accord. Il se dit plein de choses en fait mais de manière très passive. Ce qui fait que dès qu'il y a une prise de parole opposée, ben c'est l'explosion; ça donne un rythme sinusoïdal à la participation.

Le fait de faire des stands, ça permet aussi de montrer la démarche de concertation et la volonté en fait d'associer réellement les gens en disant ce n'est pas que descendant, c'est aussi une démarche dans laquelle vous avez une place. Et puis tu es plus debout, en train de coller des trucs, tu dessines, c'est plus actif aussi dans la posture.

Et sinon au lieu de faire des stands, on part sur le terrain direct. On va observer collectivement les lieux; c'est ce que j'ai proposé pour Bercy Charenton. Et j'aimerais bien proposer du DF mais je ne sais pas encore comment on fait. En gros l'idée c'était de se dire que en allant sur les lieux, au moins on arrête les postures de d'opposition et on est dans quelque chose de constructif.

Tu me disais que sur le déploiement de la concertation vous aviez mis en places des outils pour autonomiser les collectivités; marches explora-

toires, serious Game, atelier de co-construction, de co-dessin.

CS: Tout à fait. Mais en restant sur la réunion publique, je me rappelle qu'avec mon collègue François, on avait imaginé un autre format de réunion publique, justement au moment où Missika nous demandait de réinventer cet objet. On s'est dit, tiens, qu'est-ce que ça pourrait être pour un plan local d'urbanisme ?

On a imaginé un dispositif avec une plage horaire assez large, je crois que ça dure 3 ou 4h ou c'est sous forme de stands. L'idée, c'était que les usagers aient une plage horaire pendant laquelle ils arrivent quand ils veulent et qu'ils y soient accueillis par le maire de l'arrondissement. Puis on te propose un parcours scénographié qui te permet de participer sur chaque stand à un thème donné. Le but étant que tu puisses voir, sur un stand donné le thème ce sur quoi tu allais être sollicité, souvent sous la forme de controverses en essayant d'être un peu irritant/crispant: par exemple sur le logement type pavillonnaire et donc dorloter ou en interrogeant le logement social. Et sont affichées sur un panneau dédié au thème du stand, toutes les contributions qui ont d'ores et déjà été apportées. Comme ça chacun peut voir ce qui a été dit et peut abonder sur une proposition par exemple.

Notre proposition était qu'en conclusion, il y ait un petit discours qui disent ce qui avait été appris et une restitution rapide des points saillants.

Donc les usagers auraient été dans une posture active, en déambulant sur les différents stands mais en même temps chacun peut y accorder le temps dont il dispose et intervenir sur ses priorités; je pense que ça aurait très bien fonctionné.

Iona Bouchardon: En fait, tu rentres directement dans la concertation, tu inverses la proposition historique de la réunion publique qui commence par un discours et finit par un dialogue avec les usagers.

CS: et puis ça donne une autre posture à l' élu et aux citoyens. L' élu accueille les citoyens qui sont donc considérés dans la démarche, il ne leur présente pas un projet en leur demandant de réagir des-

sus.

Pour revenir sur ce que disait Iona, il y a toujours une partie descendante mais qui partage les participations des citoyens et en conclusion, plutôt qu'avant de recueillir la parole des citoyens. Donc ça inverse le schéma classique de la réunion publique.

CS: oui oui... et puis assister à une réunion publique sur le PLU.... Pfffff

J'ai assisté à une pour voir à quoi ça ressemblait. il y avait 42 personnes connectées au zoom, et dont 42 caméras éteintes. Sur les 42, il y en avait 20 qui étaient les cabinets ou les élus. J'étais avec quelqu'un de l'organisation, et il y avait des boucles whatsapp pour dire qui avait le droit de parler, partager des éléments de langage pour les réponses. Et donc c'était finalement pire que la réunion publique en présentiel. et sur les 2h, il y a eu un gros quart d'heure d'échanges

CS: oui, en visio ça ne marche pas. C'est ultra contrôlé, ça ne marche pas. De notre côté, dans le cadre d'un projet urbain, on n'attend pas grand chose de la réunion publique pour faire notre projet. Au mieux ça peut le lancer mais en étape intermédiaire ça ne marche pas.

Là où on s'éclate c'est quand on est dehors, quand on est avec des usagers autour d'une table, qu'on commence à manipuler des maquettes des bouts de papiers et qu'on balance de l'idée. Quand il y a un objet autour duquel on peut travailler.

Après, en urbanisme, on a la nécessité de se projeter, de donner à voir un potentiel futur. Un projet d'urbanisme est tellement long dans sa mise en oeuvre, qu'on ne peut pas anticiper au début toutes les innovations qui pourraient arriver pendant les 10 prochaines années. Tu vois par exemple, tu ne vas pas concevoir un espace, il y a 10 ans comme maintenant; le COVID est passé par là, en terme de densité tout est repris, le cadre de vie n'est pas pensé de la même façon. Il y a plein de choses qui vont évoluer, et moi qui ai fait de la prospective pour penser 2022/2030, jamais on ne s'est dit tu vas avoir une pandémie mondiale qui va pas-

ser et qui va changer la manière de voir tout ça.

C'est peut être ce qui est plus compliqué, c'est la capacité à projeter les gens dans un futur en fait.

Et justement là, qu'est ce que vous utilisez comme grandes lignes directrices du design pour donner à voir et permettre aux usagers de vivre le futur ?

CS: Je ne sais pas on l'a beaucoup formalisé.

Mais les controverses c'est une façon de le faire. On présente 2 scénarios, "on est en 20XX, il se passe ci, il se passe ça, la ville ressemble à ci ou ça." et ces scénarios on les construit souvent sur la base des éléments qui sont ressortis du diagnostic et du dialogue avec les élus.

Dans l'équipe "concertation" on ne le fait pas trop, c'est beaucoup plus fait quand t'es en équipe projet chez nous. Je sais que Lucie et François, dans les plans guide fonctionnent beaucoup par controverses.

Nous on le fait beaucoup moins car souvent on n'est pas avec les équipes projets, on est souvent sur un marché à part.

Après on a tout ce qui est persona ou tu as imaginé la vie de quelqu'un pour permettre de se mettre «à la place de». On apporte un certain nombre de contraintes dans le personnage et tu inventes une histoire.

Dans les marches exploratoires, on vient parfois avec des vues et on peut faire réagir les citoyens et les participants en se postant à un endroit. Mais c'est souvent quand le projet est plus abouti.

Là, sur le projet des abords de Notre Dame, on a utilisé des cartes postales où on a demandé aux usagers d'écrire des cartes postales en leur demandant de se projeter en 2030 et de mettre en récit ce qu'ils font et ce qu'ils voient.

Ce qu'on fait aussi beaucoup, c'est travailler avec un fond de plan et du papier fleuriste dessus pour pouvoir gribouiller. En ce moment, on crée des languettes avec des fonctions; genre habiter, se retrouver, se ressourcer. on a un certain nombre de fonctions urbaines et on es-

saye de pousser les usagers à s'interroger sur ces fonctions: qu'est ce que ça veut dire habiter. Ce n'est pas seulement pour organiser géographiquement un territoire mais imaginer ce que ça veut dire que se ressourcer, travailler sur les ambiances, les modalités des fonctions. On fait placer les chevalets des fonctions sur le plan, mais ce n'est pas là où il le pose qui nous intéresse mais ce qu'ils font de cette fonction et comprendre pourquoi ils l'ont positionné là et pas ailleurs. C'est aller chercher les signaux (faibles et forts) pour comprendre comment les gens utilisent aujourd'hui leur territoire, leur espace, comprendre ce qu'il manque et les faire réagir sur leur lecture du territoire.

Le serious game permet aussi de se projeter. On avait un plateau de jeu vierge où on avait dessiné les alentours, et on mettait à disposition des participants des carrés en fait que tu pouvais positionner sur le plan. Pour valider le projet, il fallait que tout le plan soit recouvert (pelouse, haies, arbres fruitiers, chemins) ou accueille des fonctions d'usages (récréative, culturelle, sportive). On avait listé avec les conseils de quartier et les élus les différents "carrés" à positionner. Par exemple, les élus voulaient un bassin de baignade dans le 18ème arrondissement, donc on l'a proposé. Mais il n'a pas été retenu après avoir fait participer les usagers (notamment du fait des coûts). On a donc fait une planification avec les habitants: ils devaient respecter un coût total de projet et un objectif de 70% de végétalisation (le but était d'éviter l'espace de jeu bitumé et la tartine de city stade) et chacun devait dessiner son parc en positionnant sur le plan les équipements et les fonctions à installer tout en respectant les contraintes de coûts et de végétalisation. Donc quand tu mettais le bassin de baignade, tu ne mettais que de la pelouse autour et donc personne ne le mettait.

Il y avait aussi des bâtiments sur le site, un hangar et des quais, et les participants pouvaient avec un marteau décider de ce qu'ils détruisaient et donc de ce qu'ils gardaient.

Cela nous a permis aussi de définir dans le cahier des charges de la maîtrise d'œuvre paysagère les compétences attendues. Par exemple, seuls les quais

ont été conservés, mais les compétences de la maîtrise d'œuvre auraient été différentes si le bassin de baignade et le hangar avaient été retenus (structure, assainissement de l'eau....).

Et une fois encore, c'était pas tellement la carte du de l'espace qui vous intéresse. Mais c'était d'arriver à voir quelles étaient les fonctionnalités attendues de la part des gens.

CS: Ouais après on a aussi regardé si spatialement il y avait des envies particulières dans des endroits. Par exemple, on a fait cet exercice pour les bords de la Deule à Lille et les usagers étaient très attentifs à préserver les abords de la rivière. Il va se passer beaucoup plus de choses autour de la rivière. Donc là on avait utilisé le spatial mais par exemple pas le dessin des chemins proposés par les participants.

Dans le 18ème, le jour de la réunion publique de présentation des résultats de la concertation, le paysagiste qui est venu et qui avait été sélectionné sur la base du cahier des charges définis avec et par les habitants a été ultra applaudi. Et c'était une des premières fois, dans le 18e, qu'on a eu des retours très enthousiastes de cette phase de concertation 'c'est exactement comme ça qu'on voulait le parc', les usagers étaient très contents. Je pense que le fait d'être passé par un aussi un autre média, un peu vidéo, un peu futuriste en fait a permis de se projeter dans une autre réalité, ce dispositif a permis de débloquent des choses; de sortir des querelles d'aujourd'hui, mentalement tu te déconnectes d'aujourd'hui.

Ce qui a très bien marché, c'est qu'ils ont fait intervenir tous les gosses. On a eu un gros appui en terme de communication de la part de l'exécutif pour mobiliser (nous, en tant que Ville Ouverte, on a du mal à mobiliser, donc il y a eu par exemple une campagne de tweet de la part de l'exécutif municipal et de Anne Hidalgo). Les services ont trouvé ça tellement chouette que la Direction de la Jeunesse et des Sports a proposé d'installer le jeu dans toutes les écoles du quartier et c'était une proposition d'activité pendant le temps périscolaire. Ça nous a permis d'avoir 900 réponses de la part d'enfants. Les gamins ont pu imaginer

leur parc, contribuer et avoir un rôle dans la construction de leur ville, ça a peut être donné une conscience citoyenne à ces gamins.

Le parc a été inauguré l'année dernière, du moins pour la première phase. On a un effet immédiat qui a aussi crédibilisé la démarche.

Ce que je retiens aussi dans tout ce que vous me dites pour l'instant, c'est que l'objet sur lequel vous travaillez, c'est un objet qui est très concret. La matière, la ville, le terrain, c'est habité. Quand on parle de concevoir le PLU ou la CCC, on est beaucoup plus sur la conception d'une politique publique ou un intangible. Et il faut donc redonner du tangible à ces objets pour pouvoir manipuler un artefact et réagir par rapport à ça.

CS: Oui je suis d'accord. Mais on rencontre cette difficulté sur du projet urbain notamment sur des projets à long terme, c'est aussi très compliqué de donner du tangible.

Je trouve effectivement que ce pourrait être intéressant de mobiliser du design fiction, notamment pour travailler sur les projets de territoire qui sont des projets politiques, en fait une vision, une ambition que tu veux donner à ton territoire. Ce qu'on a fait sur le fil rouge Altran l'année dernière m'intéresse beaucoup par exemple [Céline a fait partie de IBD et a mené un fil rouge avec Altran sur les connexions Cerveau-Machine dans lequel ils avaient produit des podcast, des témoignages du futur].

Oui tout a fait, mais il me semble que pour l'instant c'est du très bon design de fiction mais vous n'êtes pas allés à l'étape d'après qui est d'utiliser ces artefacts pour en faire des objets de débat et de discussion.

CS: Oui oui, normalement ça devait donner lieu à des débats chez Altran. Mais je ne sais pas si ils ont eu l'espace pour discuter et créer du débat sur ces objets là.

Vous avez déjà mobilisé du design fiction dans le cadre de projet dans le cadre de ville ouverte ou pas ?

CS: Et ben, pas vraiment. Mais c'est mon ma grosse envie du moment et je sens qu'à la Direction de l'Urbanisme serait bien tenté peut être sur Bercy Charenton. C'est un projet qui est déjà acté, mais la mairie du 12e a changé de majorité et ils veulent réinterroger le projet. Il y a une convention citoyenne qui a été menée avec 50 personnes pour faire un diagnostic et identifier ce qu'il faudrait changer dans le projet. Mais le risque c'est que leur diagnostic ne soit que peu écouté.

J'avais observé ça et j'en avais parlé dans mon mémoire, il y a souvent un sentiment d'instrumentalisation de la part des participants de ces conventions citoyennes qui ont l'impression de servir de faire valoir sans être écoutés. Je trouve que, à partir du moment où tu associes des gens à plusieurs reprises, que tu crées un cheminement avec eux, que tu les formes sur un projet, et bah en fait quasiment à chaque fois tu te retrouves avec un projet beaucoup plus ambitieux que celui auquel tu pensais.

Le commanditaire politique pense que la concertation va produire un petit truc et en fait les participants participent vraiment.

Sur le projet de Chevaleret, il y avait 3 scénarios. Les gens ont voté pour la démolition d'un bâtiment. Pourquoi? Parce qu'en fait, ensemble on s'est dit bah tiens, c'est plus opportun, ça permet de repenser les choses. Parce que t'es accompagné, parce que tu montes en compétences, et pour le coup pour la CCC ils ont eu des experts à disposition, ils ont été ultra formés sur ces sujets là, il y a un moment forcément bah les mecs ils commencent à peser dans le Game et puis ils y vont. Et le commanditaire peut avoir l'impression d'être dépassé.

Et est ce que selon vous, il n'y a pas un problème dans la question qui a été posée. Pour la CCC, la question était d'écrire la loi Alors qu'il y a des gens dont c'est le métier, il y a des parlementaires, il y a des gens dont le métier, c'est d'écrire la loi des constitutionnalistes.

CS: Alors moi, souvent, j'ai coutume de dire que lorsqu'on ne retire rien de la

concertation, c'est que la question est mal posée. Si t'en arrive au crotte de chien tout de suite cherche pas c'est que t'as pas posé la bonne question.

Et il y a un autre écueil c'est le dispositif de concertation lui-même. Si tu mets un acteur de côté, lorsqu'il arrive avec son expertise c'est peut être trop tard. C'est peut être le cas avec les parlementaires, lorsqu'ils sont arrivés avec leur expertise qui est d'écrire la loi, ça a peut être discrédité tout le travail préalable car il n'avait pas été assez présent dans le dispositif proposé.

Si tu n'as pas TOUS les acteurs qui mettent des garde fous au bon moment, qui préviennent au plus tôt des impossibilités ça ne marche pas.

Oui et puis il y a peut être eu aussi le fait que rédiger, la loi, mais en considérant la loi que sur l'objet climat et en oubliant le volet social, le volet économique, le volet politique, ce à quoi tu aboutis n'est pas solide. C'est forcément un tout que tu regardes. Tu peux pas ne regarder que le climat ou que l'économie ou que l'emploi ou que l'habitat. C'est une discussion que j'avais avec Max Mollon et j'essaye de continuer sur la question et le dispositif mis en place. Quand tu me parlais des différents outils, que vous avez mis en place et que tu les fais réagir, tu cherches à savoir le pourquoi plutôt que le quoi et je pense que ça rejoint cette réflexion. Ils veulent se ressourcer là, OK; mais finalement, c'est pourquoi ils veulent se ressourcer là qui est important. J'ai l'impression qu'il aurait fallu conserver le "pourquoi" ont est arrivé à cette liste de 100 mesures, ce qui aurait pu permettre de retravailler les mesures en gardant ce pourquoi tout en prenant en compte une réalité économique, une réalité sociale, une réalité de l'emploi, une réalité d'un contexte sanitaire particulier. Mais comme on n'était pas sur ce niveau d'information, qui aurait été les fondamentaux, les bases, les valeurs, on n'a pas réussi à réécrire une histoire différente de celle qui avait été pensée.

CS: on pourrait faire les 5 pourquoi avec

les habitants ce serait intéressant je pense! Iona, tu pourrais nous présenter peut être ce que tu fais dans ton collectif.

IB: Oui. J'ai co-fondé avec 2 amis, que j'ai rencontrés dans mes études de design, un collectif de design fiction l'année dernière. Et en parallèle, j'ai intégré Ville Ouverte il y a 2 mois mais je continue à mener des activités au sein de ce collectif qui s'appelle Cosmorama

Notre volonté c'est de faire en sorte que les gens s'investissent un peu plus dans le débat public, de les faire se questionner et, globalement, de leur faire adopter un peu plus un regard critique sur leur environnement.

A l'origine, on se posait un peu tous les mêmes questions sur des questions sociales, environnementales. Voilà donc les préoccupations qui sont un peu communes à beaucoup maintenant. Et l'une d'entre nous a fait son projet de diplôme sur le design fiction et le projet 'HYPER-LOOP. Et on s'est dit que le DF était une bonne approche pour tous ces questionnements qui nous animent. Et on est parti donc dans la fondation de ce collectif en voulant proposer par exemple des ateliers où on va voir les gens et eux, on les fait concevoir eux-mêmes un produit qui prendrait place dans un futur.

Il y a beaucoup de choses qui sont en commun avec la concertation, plus j'intègre des projets ou je vois ce qui s'est déjà fait chez Ville Ouverte, plus je me dis mais en fait ça fonctionne et ça pourrait tout à fait être utilisé dans une démarche d'une fiction, les médiums peuvent être tout à fait similaires.

Donc, par exemple, on a remporté un appel à projets pour le Grand Paris Express. C'était l'appel à projets. Partage ton Grand Paris. Du coup, on est sur la ville de Nanterre et le but c'est de faire questionner un peu les habitants sur l'arrivée du Grand Paris Express et les questions de mobilité. On a vraiment un angle d'attaque sur comment aborder le futur avec les habitants. En l'occurrence, ça va être des ateliers qui sont faits dans un lycée. On va, avec les lycéens, pousser les curseurs un peu plus loin, en essayant de se projeter avec un certain décalage que ce soit dans le temps ou dans des personnages différents pour eux. Le but c'est de faire débat au sein



Iona Bouchardon

Designer d'espaces, Iona j'aide les acteurs publics ou privés à définir des projets ancrés, pensés par et pour les usagers grâce à des outils de concertation et de consultation du public. Elle accompagne également des particuliers à optimiser leur intérieur pour se sentir mieux chez soi en les guidant vers une démarche de projet basée sur une fine analyse de leurs besoins et habitudes.

Elle travaille depuis 2018 en freelance sur des projets très variés allant de l'architecture urbaine, en passant par des ateliers de sensibilisation à l'architecture et à l'environnement. Elle favorise la réappropriation et la prise de conscience des enjeux territoriaux, sociaux et environnementaux par les citoyen·ne·s, notamment au sein du collectif Cosmorama.

de la classe et de voir ce qu'il faudrait créer pour s'adapter à cette société.

C'était une des questions que j'avais sur l'utilisation du DF dans des moments de concertation. Est-ce que les modalités de mise en œuvre c'est de faire réagir les participants à des objets qui prendraient place dans un futur qui a été imaginé dans un travail préalable par des scénaristes, des designers sur la base d'un diagnostic de terrains, ou, ce que vous avez expérimenté si je comprends bien, faire participer les usagers à la rédaction des scénarios et à la création des objets de ce futur potentiel et faire débat par la suite.

IB : on va sûrement injecter au départ les scénarios en poussant un peu loin les curseurs avec un élément saillant. Et le but est bien d'imaginer des objets avec les habitants en réaction à ce scénario. A l'issue de ce travail, il va y avoir une exposition qui va présenter ces objets, ces services pour que le plus de monde possible, sur le territoire, puisse se poser les mêmes questions ou des questions différentes et que ça crée un autre regard sur le projet.

Un autre exemple, on a été, sélectionné pour la Biennale de design de Saint-Étienne. On avait proposé de faire une vidéo ou on présente pour le coup des objets qu'on a imaginé et ensuite d'animer le débat avec une projection de cette vidéo.

CS : ça veut dire que sur un sujet donné, tu pousses les curseurs pour imaginer un futur, tu imagines des objets qui servent par la suite de support au débat.

IB : Ouais, c'est ça.

Toutes les personnes que j'ai pu interroger disent effectivement que, au moins en entreprise, en fait, les la parole est pas assez libérée pour que les gens conçoivent le scénario. Par contre, si tu leur présente des objets qui prendraient place dans ce scénario là si tu les fait réagir sur ces objets là, t'arrives à des choses très intéressantes pour arriver à voir quelle est l'identité de l'entreprise en fait et com-

ment cette identité va se transfigurer dans le futur, dans ce scénario effectivement, qui gratte ou qui coince.

CS : En stage, j'avais participé à un atelier pour le ministère, les transitions écologiques et j'avais trouvé ça poussif. En fait t'as des personnes qui refusent en fait de jouer le jeu, qui refusent de regarder plus loin, qui ne se sentent pas assez créatif. Je trouve que souvent quand ça ne marche pas, c'est que tu prends les pieds dans les contraintes d'aujourd'hui. Il est facile, au bout d'une séance, de n'arriver à rien et donc de décrédibiliser l'outil. Les réactions ça peut être, de la part des participants, "Franchement, c'est n'importe quoi. Ils en ont rien à faire, des consignes, des règles. Il existe des procédures qui ne sont mêmes pas considérées". Je trouve que y a un truc aussi à imaginer pour se sentir autorisé à imaginer différemment. Il y a un vrai enjeu à embarquer les gens avec toi.

IB : C'est pour ça que nous on essaye en tout cas d'avoir toujours un décalage assez fort en fait. Pour pas que les gens retrouvent leur milieu. Et du coup donc, soit dans les dates, on se projette très longtemps. Et donc du coup, on en a forcément en fait un décalage. La société sera plus du tout la même parce qu'on peut regarder aussi 40 ans en arrière, il y a énormément de choses qui ont changé depuis.

Et il y a aussi la question quel outil tu utilises pour les projeter dans quelqu'un d'autre dans ce futur. On leur donne un cadre pour aller plus loin et décoincer cette posture de "Je suis pas assez créatif".

Je te rejoins Iona. Je pense qu'il y a un enjeu qui est de créer le cadre dans lequel les gens sont là pour dire qu'on est d'accord, que c'est pas aujourd'hui. On est d'accord que je suis pas moi et donc potentiellement mon opposition farouche je le mets de côté parce que c'est pas moi et c'est pas aujourd'hui.

CS : J'avais fait ça en Tunisie. Comme y'avait pas du tout de culture de la concertation, en tout cas pas du tout envie d'en parler. J'avais utilisé justement

les personnes pour ça.

Aujourd'hui, c'est que des ingénieurs hommes tunisiens qui aménagent des routes. Il n'y a aucune qualité urbaine puisque c'est juste foutre de l'asphalte et faire passer des bagnoles, le trottoir, ils ne le réfléchissent pas, l'éclairage du lieu, l'usage du lieu ils ne le réfléchissent pas.

J'avais utilisé la place qui était devant chez eux, une espèce de gros parking dégueu mais qui distribue pas mal de d'administration et je leur avait demandé de créer quelque chose mais pas une route, une parc je crois. En revanche, toi, Monsieur, t'es une femme avec une poussette, 2 enfants que tu dois tenir. Tu viens de sortir du bus et là et tu dois aller chercher tes papiers là-bas dans cette administration. Alors qu'est ce qu'est ce que tu vois sur ton chemin? Et en fait, ça avait plutôt bien marché parce que pour le coup, j'avais créé des situations qui pouvaient être plausibles aussi et qui les forçaient quand même, en n'étant pas eux, à penser ce que vivent d'autres personnes et comment on fait pour que ces galères ne soient plus là et redonner du plaisir aux usagers à venir à cet endroit là.

IB : Je pense que c'est aussi leur montrer que c'est pas parce que c'est dans 40 ans qu'on sera tous avec des casques de réalité virtuelle visés sur nos chaises. Il faut sortir de cette vision du futur un peu dystopique. Je pense qu'il y a aussi ce côté là de se dire, OK on est dans la fiction mais on va quand même au travail, on va quand même prendre un vélo, on va quand même voir des arbres.

il faut que le décalage soit suffisamment fort pour grincer, mais suffisamment faible aussi pour que tu puisses te l'imaginer et que tu puisses te le représenter.

IB : C'est ça, il faut aussi que ça ait du sens par rapport à aujourd'hui. Ce qu'on dit, c'est se projeter plus loin pour faire des transformations d'aujourd'hui. Et dans ce cas, ça n'a pas d'intérêt de dire qu'on va le travailler avec des voitures volantes, il n'y a pas assez de proximité avec la réalité.

CS : Je trouve que le design fiction aussi, ça permet aussi d'avoir des apports en pédagogie. C'est à dire que, sur un projet urbain par exemple, tu vas pouvoir peut être ramener un peu de conscience écologique. On parle beaucoup de 2050, des plus 4°. et pour nous c'est une façon de sensibiliser les gens aux problématiques environnementales et au changement climatique qu'on va connaître - donc je trouve que c'est aussi en ça assez intéressant de se dire en ça d'avoir ces représentations.

Je me dis que ça peut être intéressant de ramener ces choses-là. On se place en 2030 à Paris. Il fait 35°, 37° pendant un mois de l'année, qu'est ce que ça implique en fait? Donc je trouve que ça peut être intéressant aussi d'essayer de travailler ces notions là

Il me semble que ce qui pourrait être intéressant aussi, et donc là ce sont les méthodes de projets de TVK - l'agence d'architecture qui a fait la place de la République- qui en fait, eux, conçoivent leur projet urbain sous l'angle de la série télé. Et donc, une fois que tu as travaillé sur un futur en mobilisant du design fiction, utiliser la phase de backcasting pour travailler avec les participants comment tu y arrives. Se dire qu'il y a plusieurs "saisons" dans ton projet urbain, pour réfléchir le phasage du projet urbain au travers de scène de vie.

Effectivement, il y a un enjeu après le débat, c'est d'arriver à dire comment j'arrive à ce qu'on a dessiné ensemble, mais ça, c'est pas, c'est encore une autre histoire.

IB : Après l'idéal, en effet c'est d'avoir un impact sur aujourd'hui. Quelle transformation tu peux faire pour éviter justement de tomber dans ce futur grinçant qu'on a imaginé, soit de s'adapter. Et effectivement, utiliser le DF et le relier avec cette dimension très opérationnelle de la concertation ou de la fabrique de politiques publiques c'est très intéressant.

Le fait de se dire, il va y avoir quelque chose, et c'est pas que pour faire débat, le relier à un choix de société d'aujourd'hui.

C'est ce que je cherche à creuser quand je parle de sortir le DF du musée. Dune and Rabby c'est magnifique mais c'est dans un musée. Ça n'a pas alimenté de débat avec une audience plus large, ça n'a pas eu d'influence sur le débat d'aujourd'hui. Aujourd'hui tu commences à avoir des expériences qui questionnent le futur pour changer aujourd'hui et c'est là où ça devient très intéressant, je trouve.

CS : Il y a User Studio qui a mené un projet avec la RATP. Apparemment ce qui est en ligné n'est pas forcément très révélateur du travail. C'est pour imaginer en fait l'expérience quand la ligne 14 du métro va arriver jusqu'à Orly et donc imaginer les services ou autres que tu vois quand la 14 arrivera à Orly.

ENTRETIEN AVEC ANTOINE BRACHET

Est ce que je peux vous demander dans un premier temps de me représenter BlueNove ?

On est 50, c'est une société hybride parce qu'il y a à la fois des consultants qui écrivent en PowerPoint et puis des développeurs qui écrivent en code. On développe donc à la fois des ingrédients méthodologiques et des ingrédients technologiques pour faire de l'intelligence collective, si possible à grande échelle. Et donc ça c'est notre métier.

On s'est rendu compte que notre métier pouvait s'appliquer à plein d'objets : de transfo, de raison d'être, de politique RSE, de politique R&D, réfléchir à l'habitat de demain avec Emmanuelle Wargon... et donc, nous, ce qu'on sait faire, c'est créer de la conversation, de l'architecturer et de l'analyser. Donc on va faire s'exprimer plein de gens, en partant d'une conviction assez forte qui est que chacun a une voix importante et que notre rôle est de la mettre en valeur le mieux possible, quelles que soient les parties prenantes (ça peut être des citoyens, des collaborateurs entreprise, ça peut être des clients et des fournisseurs si on est avec des organisations). On pense beaucoup au fait d'ouvrir un peu les organisations pour récolter la parole et de rassembler cette parole pour arriver à bâtir ensemble une réponse à une problématique complexe. Voilà, ça, c'est ce qu'on sait faire.

Et donc vous travaillez à la fois vers le public et le privé.

Public et privé effectivement. Nos clients, ça va être des directions d'administration centrale, ça va être des ministres, ça va être des régions, ça va être des grands groupes notamment du CAC40.

Et est ce que vous pouvez me parler de Bright Mirror ?

Alors, je suis un peu le papa de Bright Mirror donc, il y a beaucoup de mes convictions dedans.

Si on essaye de récolter la voix de tous, souvent on se dit qu'il faut récupérer du rationnel (des posts, des bullet points, des réponses, des questions ouvertes, les mettre en logique de conversation sur

un forum, faire des pour ou contre sur des sujets) mais il manque un sujet qui est la partie d'imagination. Et donc Bright Mirror, son acte de naissance c'est une consultation internationale avec le Think Tank de Harvard sur la gouvernance de l'Intelligence Artificielle.

C'était donc une plateforme avec des gens qui posaient plein de questions, qui répondaient à des questions qui étaient classées par thèmes. Et il y avait une toute petite section, toute vide, qui s'appelait "Imagine Horizon of AI" qui avait été créée par quelqu'un sans qu'il n'y ait rien derrière.

Je suis arrivé, je me suis fait la remarque que cette section était vide et je me suis demandé comment la remplir. Et donc je l'ai initialement utilisé comme outil de management entre mes codeurs qui parlent en code et mes consultants qui parlent en powerpoint. Je me suis dit que j'allais leur donner un autre outil, word, et je vais leur faire écrire des textes sur le thème de "C'est quoi votre imaginaire de l'AI". Ça a hyper bien fonctionné, c'est à dire que les textes qui ont été produits ont servi de base à un atelier autour de ce sujet lors d'un déjeuner. Ce qui en est ressorti était hyper intéressant et j'ai eu envie d'aller un cran plus loin.

A l'époque, c'était l'époque de la série Black Mirror, je me suis dit qu'on allait prendre le contrepied de cette série en y mettant les ingrédients qui permettent de révéler des futurs. Un des ingrédients est l'optimisme, comment je me projette dans un futur désirable en tant que moi-même (citoyen, collaborateur...) sur un sujet donné. J'ai donc monté un design d'atelier qui a bien fonctionné, une structure en trois étapes qui était en lui-même un chemin de transformation :

1 – je suis spectateur d'une intervention qui va bien au-delà des limites du sujet. Par exemple, sur l'éducation, ce pourrait être un brief de François Taddei dont le brief serait de partager 20 000 idées possible sur ce qu'est l'éducation. On plante des graines dans les 100 participants qui sont dans la salle.

2 – Avec des auteurs de SF on dédramatise le fait d'écrire, ils partagent des conseils d'écriture par exemple. On a bossé pas mal là-dessus avec la VOLTE



Antoine Brachet est directeur associé de bluenove, initiateur du mouvement #BrightMirror.

Cofondateur du collectif citoyen des Barbares, il est curieux des turbulences du monde que nous sommes en train de créer (président de Futurbulences, think tank prospectif), convaincu que les solutions sont en chacun de nous, pour autant que nous acceptions de prendre la permission de suivre nos intuitions.

L'un de ses derniers projets en date : l'écriture d'un roman collaboratif sur les nouvelles formes de démocratie en cours d'émergence.

3 – tu passes dans le rôle d'auteur, par groupe de 4 ou 5 personnes. L'idée c'est qu'à la fin chaque groupe rende un A4. Mais c'est une fiction, une vraie fiction avec un héroïne, il se passe des trucs dans un monde qui est en partie décrit.

Une fois le texte partagé sur la plateforme, tu deviens acteur, tu partages ton texte avec les autres au sein de l'atelier pour le porter, pour au moins le diffuser. On n'en a pas encore fait un objet de débat. Ce que j'ai plus travaillé dans certains ateliers c'est une forme de mise en scène de ces textes avec des personnes qui font du théâtre.

De fil en aiguille, Bright Mirror a permis la création de plusieurs milliers de textes donc ce n'est pas anodin. Et donc derrière, on a testé plusieurs choses. On l'a testé à l'international (notamment avec des villes en Afrique sur la question de l'eau), on a testé le fait de changer la forme littéraire pour que ce soit un poème, un slam, élargir la forme. On a aussi testé de le passer en cours à Sciences Po auprès des prep ENA où ils ont été évalué sur le fait d'écrire autre chose qu'une note administrative, déposer leur point de vue. Bref, on a fait plein de tests pour roder l'atelier.

On a imaginé en faire des "pièces de musée" lorsqu'on a bossé sur le fonctionnaire du futur. Ça avait abouti à 6 grandes modifications et on avait émis l'idée de monter 6 salles pour explorer les 6 faces du fonctionnaire de demain.

En fait, les 3 angles sur lesquels on continue à avancer c'est : massifier, magnifier et tangibiliser.

Massifier – on a quelques milliers de textes. J'aimerais qu'à la fin 2022 on en ait 30 000 environ. Je vais passer l'atelier en Creative Commons où la contrepartie c'est que les textes soient accessibles à tous sur une plateforme et qu'ils soient produits en respectant la charte Bright Mirror.

Magnifier – on a déjà fait des tests. On a transformé certains textes sous forme de podcast et on a lancé une petite chaîne de podcast avec ça. Sur le format de OLI de France Inter ; sauf que plutôt que ce soit le soir pour les enfants c'est le matin pour tout le monde. Je me lève du bon pied et j'écoute une histoire d'un autre

citoyen sur un sujet donné, et là on met en scène de manière audio, on met en son ce récit.

On a aussi transformé tout un atelier qu'on a fait avec le ministère de l'écologie sur les villes et les territoires de demain sous forme de BD. Un de mes textes a été mis en image et ce n'est pas si simple. J'ai été en contact avec les scénaristes pour transformer mon texte ; je pensais que ça prendrait 10 minutes et en fait il m'a interrogé pendant plus de 2h pour rescrire sur 3 pages ! Il a travaillé la forme pour mettre en évidence le message et à la fin ça donne un super objet dont une organisation pourrait s'emparer

Tangibiliser – on voit bien qu'émerge plein d'idées, ça crée plein de choses ; de l'enthousiasme, de l'envie chez les participants, tout le monde en ressort avec un énorme sourire. Si c'est là-dedans qu'on veut vivre, comment on fait ?

On pourrait reprendre la conversation sur la base de ces imaginaires et comment travailler avec nos algos de traitement de textes pour, sur la base d'une grosse masse, en ressortir les idées, les nouveaux concepts qui ressortent et comment on rétro-pédale pour identifier les défis et les enjeux d'aujourd'hui pour aller dans cette direction, identifier les mécaniques de transformations à mettre en œuvre pour que les valeurs qui ressortent de ces textes deviennent concrètes. On aimerait construire certains objets qui apparaissent dans ces textes par exemple.

On retrouve tous les éléments du Design Fiction ; mais tu as parlé de futurs désirables là où les designers qui font du DF utilisent des futurs qui grincent pour en faire des objets de débats et pourquoi cette consigne dans tes ateliers ?

J'ai l'impression qu'on a déjà beaucoup de futurs qui grincent qui nous sont proposés et qui nous font réagir ; par exemple certains épisodes de Black Mirror. Mais je ne vois pas, autour de moi, tant d'initiatives qui se focalisent sur du désirable alors que, si on crée ce cadre d'intention, ça peut devenir le moteur de sa propre transformation. Par ailleurs, si on théorise un peu, je me suis pas mal

intéressé à ce qu'écrivait Johann Chapoutot (professeur d'histoire contemporaine à la Sorbonne), aux récits qui sont en train d'être construits autour du bullshitisme, du déclinisme. Dans les 4 récits qu'il décrit assez habilement, je ne vois pas de récit positif. Et je me dis que si on essaye de faire un effet de bascule face à toutes les crises que l'on vit à notre époque, on ne peut pas le faire avec les récits du déclinisme, de l'écologie punitive et que travailler l'aspect positif peut apporter quelque chose. Par exemple faire hype le fait de faire des reprises sur ses habits, de les porter longtemps, d'en faire un objet de revendication. En tout cas personnellement j'ai besoin de positif pour me faire avancer et changer mes habitudes. Et je vois bien avec mes enfants, je tourne de façon positive les habitudes qu'on change, on transforme ces contraintes en kiff. Quand il y a ce kiff, cette envie, c'est qu'il y a de l'énergie. Et Bright Mirror c'est un créateur d'énergie en fait.

Je comprends et je pense qu'un des échecs de la CCC c'est d'avoir demandé à des citoyens, dont ce n'est pas le métier, d'écrire la loi mais aussi de n'avoir pas proposé de vision positive du futur et donc de n'avoir abouti qu'à un ensemble de mesures qui sont pour beaucoup dans le domaine de l'interdiction. On n'a jamais réussi à définir le futur positif dans lequel on voudrait aller et qui justifierait ces restrictions. Et c'est quelle que chose qu'on retrouve à mon sens dans beaucoup de projets "loupés" de transformations.

Je suis complètement d'accord, j'ai exactement la même analyse sur la CCC et je ne peux que cautionner. Notre métier c'est en fait de créer le cadre d'intention.

Dans mes slides introductifs de Bright Mirror, je montre souvent une image de Monstre et Compagnie, le film où les monstres reçoivent 10 fois plus d'énergie à faire rire les enfants plutôt qu'à les faire pleurer. C'est l'un des ingrédients de Bright Mirror, faire rire apporte plus d'énergie que faire pleurer.

Par rapport à des méthodes de prospectives traditionnelles, est-ce que vous avez pu mesurer ce que Bright Mirror apporte ?

J'ai fait de la prospective traditionnelle mais on n'a pas mesuré de façon tangible ce que Bright Mirror apporte. J'avais ces intuitions déjà à l'époque, notamment dans la forme que pouvait prendre nos rendus : une pièce de théâtre, un discours de témoin de mariage. On retrouve ces ingrédients dans Bright Mirror, des formes que tout un chacun peut s'approprier.

Donc non, je n'ai pas mesuré mais je sais que ça apporte plus que la prospective traditionnelle, en termes de richesse des idées, dans l'engagement des personnes notamment.

Si je devais faire mon consultant et faire un Framework et montrer ce que ça apporte, il y a du contenu, de nouvelles idées mais en fait pour moi ce n'est pas le principal. Le principal c'est l'engagement que ça crée pour les participants au sein d'une communauté. Les concepts peuvent être extraits après, on peut cuisiner tous ces supports pour en ressortir des choses passionnantes.

Et ces exercices de Bright Mirror vous les faites sur des populations de quelles tailles ?

Ca va de 20 à 700 personnes

Et qu'est-ce que deviennent ces textes ? Est-ce que les organisations qui les produisent s'en emparent ?

Alors c'est là où je parlais de massification, magnification et tangibilisation.

Le sous-jacent ce serait d'avoir une plateforme d'animation de ces communautés, et on n'a pas mis en place des moyens là pour l'instant. Pour être clair, le COVID a un peu stoppé le sujet. En zoom ça n'a pas le même impact et le même plaisir, pas la même énergie.

Là on est en train de relancer la mécanique. On aimerait que les communautés continuent à s'agiter autour de ces textes, qu'ils soient ressortis, retraités. Qu'un designer s'empare d'un objet d'un de ces récits. C'est tout ce que je mets derrière la massification et la charte Bri-

ght Mirror. Si on ouvre en licence libre, j'espère qu'il se passera plein de choses.

Et les orga avec lesquelles vous menez ces ateliers, comment elles réagissent ? Ce n'est pas régulier de demander aux gens de décrire leur futur souhaitable.

D'abord on en a fait plein pour nous, en grand public. Puis on a bossé avec d'autres (ENGIE, Ministère de l'écologie, AXA, Harmonie Mutuelle...) et ce qui est hyper intéressant c'est que, notamment dans des boîtes structurées, ils nous faisaient confiance mais parce qu'ils nous connaissaient. Mais à la fin des ateliers ils étaient bluffés, ça dégage plein d'actifs complémentaires : le réembarquement des gens, des externalités hyper positives, des idées que les directions de la stratégie n'avaient pas eu. C'est ce qui nous a permis de faire du business avec Bright Mirror en fait, on a inclus des dispositifs BM dans des interventions pour donner une voie aux participants.

Et tu ne sais pas si 2 ans plus tard, ce que Harmonie Mutuelle a ressorti de ces ateliers ?

Non mais la question est pertinente. On retrouve la problématique du droit de suite qu'on a dans les sujets de la démocratie. Et, notamment par manque de temps, je n'ai pas fait de droit de suite sur ces sujets-là. Je ne sais pas si les directions innovation ou stratégie se sont emparés de la matière qui avait été produite. Il y a peut-être quelque chose à processer pour avoir des suivis, ça passe par platformiser et avoir des mécaniques de rappel automatiques pour suivre ce qui a avancé ou pas, pourquoi ça n'a pas avancé et voir comment on pourrait améliorer les choses.

A quel futur projetez-vous les gens ?

Ca dépend beaucoup. On essaye de beaucoup travailler la première phrase, la phrase d'accroche du type "23 Mai, Je..." . Le terme de la projection dépend beaucoup du sujet. Là on va travailler autour des présidentielles sur l'avenir de la démocratie, on est en règle général à 10 ans ou plus loin (2050) mais là sur ce

sujet on est train de se tâter sur un truc un peu antithétique en fixant le terme à 2027. On a envie de demander : "de quoi avez-vous envie en 2027?" et donc qu'est ce qu'il faut mettre en œuvre maintenant.

On va essayer de faire notre petit laboratoire autour des élections. Je ne peux pas en parler beaucoup plus car certains de nos consultants travaillent sur le sujet. On trouve l'idée géniale mais ce n'est pas encore abouti, c'est encore un peu flottant. Mais ils nous refont une présentation la semaine prochaine.

Je reviens sur la prospective classique. Le commissariat au plan a été ressuscité mais on y retrouve les ingrédients de la prospective classique, ça ne parle pas de sensible, d'envie, de désir. Pourquoi le DF marche dans le privé et pourquoi au niveau de l'état, au niveau de la politique, cette vision positive du futur n'est pas là ?

C'est la bonne question. J'ai plein d'interlocuteurs dans la sphère publique et c'est quand même une grosse chape de plomb. Il y a quelques pionniers qui bougent mais ce sont des fonctionnaires qui bougent dans leur coin. Parfois il y a quelques hauts fonctionnaires qui bougent et là on peut faire des trucs ; ils sont encore rares mais on est en train de basculer. Il y a de plus en plus de gens qui se disent qu'on peut faire les choses différemment. Ma réunion d'avant c'est sur le gros événement qu'on fait autour de la transformation et de l'action publique au XXI^e siècle le 23 novembre et on y invite 80 personnes qui sont des big chefs de la fonction publique et qui ont vraiment envie de se bouger, qui vont expliquer les uns aux autres ce qu'ils font. Par contre c'est récent, ils ont beau être de plus en plus nombreux ils sont encore assez peu. Et c'est l'administration.

Le commissariat au plan, ça reste de l'administration think tank. Ce n'est pas là que ça va changer. Il faudrait aller discuter avec eux, avec France Stratégie pour dire on peut avancer dans une autre direction. Mais en même temps on reste une petite boîte, on n'est que 50. C'est de l'allocation de temps qui n'est pas négligeable et on met notre énergie là où ça va le plus vite. Et en ce moment là où ça avance c'est le privé donc GO.

Mais ce n'est pas grave ; c'est en train d'arriver. On montre ce qu'on peut faire avec du design fiction avec des gens qui en sont proche.

On a failli faire du DF avec Villani pour sa campagne pour la Mairie de Paris, mais il y a des gens dans son équipe qui avaient peur alors que Cédric Vilani était à fond dessus. Mais à force de "on n'a jamais fait comme ça" ça ne s'est pas fait.

Mais évidemment qu'il faut que les partis politiques, qu'EELV doit se poser la question de faire les choses différemment pour embarquer autour de leur programme.

Je n'ai pas beaucoup parlé avec la primaire populaire. J'avais parlé avec certains lors de la primaire 2017 où j'avais pensé à un candidat fictif, j'avais écrit un bout de roman sur un personnage EN-Arque cocaïnomanie qui est conseiller du président et qui veut passer en démocratie liquide (et c'est comme ça que j'ai rencontré BlueNove). Je l'avais extrait du roman pour le porter comme candidat et soulever la question de l'absence d'égo dans l'exercice du pouvoir.

A l'époque j'avais monté "Les Barbares", un mouvement citoyen qui nous avait permis de rencontrer Macron plusieurs fois. C'est marrant, il avait plein d'intuition pour aller dans la bonne direction mais ça reste un techno en fait. Il avait des intuitions mais ça restait trop dans la tête et non incarné ; il a été capable de le transformer suffisamment dans la prise de pouvoir en créant En Marche, en récupérant les codes du moment, en disant qu'on allait tous réfléchir ensemble mais sans y croire. Et à un moment ça s'est effondré, en plus du "en même temps" il aurait pu proposer des choses novatrices sur le fond. Et il finit par ressusciter le commissariat au plan. C'est bien pensé mais il manque les tripes.

Si on revient sur le programme massification, magnification, tangibilisation qu'est ce que ça veut dire sous forme d'outil ?

On a déjà la plateforme Assemble avec un module Bright Mirror.

Pour le volet conseil stratégie qui en découle, on a voulu le faire et en fait c'était moment où il y a eu le COVID et puis

d'autres priorités. Donc ça ce sont des choses sur lesquelles j'aimerais bosser en 2022.

Dans mon histoire de tangibilisation, il y a le côté des idées conceptuelles, citoyennes... mais on a suffisamment de contenu pour traiter le sujet avec un œil business et faire de l'apport pour des cellules prospectives, insights, foresights de clients. Comme je voudrais ouvrir Bright Mirror faut que je voie comment on peut faire un compromis avec une offre commerciale.

Mais en fait Bright Mirror c'est 5% de mon temps de cerveau disponible parmi tout ce que je fais chez BlueNove.

Et la question du design en entreprise. Il y a une tradition "arts ménagers" et Est-ce que cette vision commence à bouger ?

Oui, ça bouge. Le Design Thinking a permis de faire bouger les lignes notamment. Sur les approches design, de mon point de vue, ça prend encore un petit peu de temps. Ce n'est pas dans le cœur des priorités, ça prend du temps.

Puisque le véhicule intelligence collective commence à être bien compris, on va l'utiliser pour mettre du design dans nos propositions. Je prends un truc qui est déjà compris pour servir de cheval de Troie. Et notre métier c'est l'intelligence collective mais on retombe dans les techniques design assez vite sans qu'on prononce le mot Design (sauf Design Thinking et Design Fiction). Et pour rentrer dans le design, il faudrait qu'on intègre des partenaires pour pousser des choses dont nous ne sommes pas spécialistes.

En fait l'entretien s'est déroulé plus vite que je ne le pensais ; on a abordé très vite le sujet cœur. Je pense que j'ai tous les éléments que j'étais venu chercher.

Un truc que j'ai derrière la tête mais qu'on n'a jamais stabilisé malgré les cours à Sciences PO ou à HEC. J'aimerais stabiliser une approche qu'on puisse partager de manière un peu plus académique. La question qui pourrait être intéressante te concernant, c'est de voir si toi t'es sur ces approches là, s'il n'y a pas quelque

ENTRETIEN AVEC FRANK ESCOUBÈS

Est-ce que vous pourriez vous présenter ?

Je suis co-fondateur de BlueNove, société spécialisée en intelligence collective massive, signifiant la capacité à mobiliser et à faire réfléchir de très grandes communautés de personnes (plusieurs milliers, centaines de milliers voir au-delà comme dans le grand débat national où 2 millions de personnes se sont déplacées). Et on est à la fois une société de technologie et de conseil. On a développé des outils de plateforme web, des outils algorithmiques (reconnaissance du langage naturel), IA pour nous c'est le traitement du langage. On a des consultants pour mettre en pratique, en cinétique ces outils. Ce n'est pas parce que les outils sont là que la magie de l'intelligence collective opère.

Il se trouve qu'au sein de BlueNove, on a une double activité. une activité qui s'opère dans le monde de la grande entreprise (essentiellement CAC 40) et une activité qualifiée de secteur public. Et dans cette activité secteur public il y a un sous-ensemble lié à la participation citoyenne, autrement dénommé démocratie participative. Historiquement c'est le terme qui est entré dans le langage vernaculaire, mais on préfère parler de démocratie inclusive. La démocratie participative est déjà un petit peu connotée dans les médias, et l'une des problématiques centrales de la démocratie non représentative, orthogonale à la démocratie représentative, c'est le problème de l'inclusion.

Là dedans il y a des sous-ensemble,

- démocratie délibérative : le moment privilégié où l'on délibère, mais avant de délibérer il faut consulter. On pourrait donc parler de
- démocratie consultative, en amont. et puis on peut parfaitement imaginer que ce qu'on appelle «démocratie directe» dans le vocabulaire médiatique, ie l'acte de vote et singulièrement l'acte référendaire, on pourrait l'appeler
- démocratie décisionnelle. et peut être qu'un jour on parlera de démocratie d'engagement, de démocratie d'action pour parler de l'acte de faire ensemble.

Pas seulement la production intellectuelle d'une réflexion. il y a tout un continuum qu'on présente de manière artificiellement linéaire dans le livre en disant que la démocratie inclusive c'est un processus qui commence par la consultation, qui passe par la co-construction (la délibération), la co-décision (les différentes manières d'aider à la prise de décision, ça peut être le vote mais pas que. Il peut s'agir de la négociation participative, de la démocratie délégative ou liquide. Il y a plein de termes qui sont, je crois, relativement évoqués dans notre ouvrage). En bout de course ce sont des choses qui itèrent. Disons que dans le texte c'est en bout de course, c'est l'action collective, l'engagement des citoyens à faire, à produire de la démocratie au quotidien. de produire l'acte de politique publique "in the making", au moment où celui-ci se produit.

Avec Gilles Proriol, notre regard c'est qu'à chaque étape de ce continuum on a porté notre attention sur des éléments qui nous semblaient manquants dans les dispositifs de démocratie participative observés aujourd'hui (incluant les plus récents : Grand débat national, CCC, Etats généraux de la justice). Ce sont des grands moments démocratiques mais avec des grandes carences à chaque étape.

A l'étape de la consultation, c'est peut être là que le design a un rôle fondamental à jouer. A l'étape amont de la fabrique d'une politique publique, il y a ce moment privilégié de prise de contact avec les citoyens qui consiste à consulter les citoyens pour comprendre ce qui se passe. Ce que Rosanvallon appelle très joliment la démocratie narrative, ce moment privilégié où l'on exprime par la narration ce que l'on vit, ce que l'on perçoit et ce qui nous touche en tant qu'individu et en tant que citoyen.

Dans son dernier livre Rosanvallon évoque cette idée des épreuves de la vie, et singulièrement cette idée que le point de démarrage de la démocratie ce sont les émotions que l'on ressent en temps que citoyens, le ressenti du citoyen dans sa vie publique. Et ce ressenti il est malheureusement négatif, il est marqué par des épreuves que sont l'épreuve du mépris (c'est par ce que les GJ se sont sen-



Entrepreneur du Web, co-fondateur de bluenove, startup de démocratie participative, fondateur d'Imagination for People (plateforme d'innovation sociale), Frank Escoubès est également Ashoka Fellow (réseau international d'entrepreneurs qui changent le monde).

Professeur à Sciences Po, Frank Escoubès est également conférencier sur la participation citoyenne. En 2015, il publie son premier roman – intitulé "b." – sur les lanceurs d'alertes.

Il a publié récemment avec Gilles Proriol «La Démocratie Autrement - L4art de gouverner avec le citoyen» aux éditions de l'Observatoire

tis méprisés, qu'ils sont descendus sur les ronds-points, méprisés, incompris, déniés par les élites), l'épreuve de la discrimination, que tout un tas de minorité peuvent ressentir, l'épreuve de l'incertitude lié au ressenti du déclassement social notamment. Tous ces éléments ont très souvent été négligés en démocratie. On a appliqué à la démocratie une grille de lecture très simplificatrice qui constituait à demander aux sondeurs de faire leur métier de sondeurs. Et ce métier était tellement habité historiquement par des paradigmes et des référentiels de types lutte des classes que l'on a appliqué cette grille de lecture très centrée sur ce qu'on appelle les intérêts économiques. On leur demandait de dire si les gens étaient de gauche ou de droite; étaient de gauche ceux qui étaient en faveur de la répartition et de droite ceux en faveur de la capitalisation.

Et cette grille de lecture ne correspond plus à la réalité de nos concitoyens. Raison pour laquelle Jérôme Fourquet sort son livre "Archipel Français" en faisant le constat qu'il n'y a plus de grille de lecture idéologique possible car la société française s'est ultra-fragmenté, s'est archipelisée. Et ce qui crée les périmètres de ces îlots c'est souvent ces ressentis, ces émotions, ces sentiments d'injustice, de discrimination. Pas que mais beaucoup et donc on ne peut pas l'écarter.

D'où cette notion de démocratie narrative qui démarre le processus qui consiste à dire : si on veut faire démocratie sans avoir connaissance de ce que vit mon voisin (en termes de difficultés, de handicap, d'épreuves) on ne peut pas comprendre la société.

Il y a donc un enjeu à se projeter dans ce que vit l'autre

Oui, cet enjeu est fondamental et je suis convaincu que le design a un rôle à jouer pour permettre à tout un chacun de se projeter dans la peau de quelqu'un d'autre en comprenant ce qu'il ressent, quels sont ses sentiments et ses besoins.

Il y a donc un double enjeu du design : récolter ce ressenti et le rendre appréhendable par tous ceux qui ne sont pas de la même île de l'archipel

Tout à fait. D'où cette notion de "adaptive leadership", "communication non violente" quand il s'agit de considérer que toute situation interpersonnelle, en gros, se résume à l'expression d'une émotion et du coup l'expression résultante d'un besoin. Si je suis palestinien, j'ai des ressentis et des besoins très forts par rapport aux israéliens, et si je suis israélien j'ai des sentiments et des besoins opposés. Et tant que je ne me suis pas mis à la place de l'autre, ça ne sert à rien de discuter. C'est un peu "vis ma vie" façon démocratie.

Il est vain d'imaginer faire politique si l'on n'a pas fait l'effort de comprendre ce que vit l'autre, même si l'autre est notre pire ennemi. Je caricature un peu avec l'exemple israélo-palestinien, mais c'est une réalité.

Aujourd'hui on a toujours cette confrontation épidermique entre les riches et les autres, les 1% et les 99%. Il n'y a rien de pire en politique, en démocratie, que de périmétrer une catégorie en disant "ça c'est les 1%", le débat est alors déjà terminé. On atteint le "point Godwin" du débat démocratique.

J'appelle ça des "contaminants sémantiques" ou des "signifiant vides" pour reprendre l'expression de Rosanvallon. le 1% c'est un signifiant vide. On croit comprendre ce que ça veut dire mais en réalité c'est un étiquetage. Il est tellement bardé d'émotions cet étiquetage que ça coupe court à tout débat, à toute capacité à convertir l'autre à un point de vue commun.

D'où l'une des thèses de notre bouquin qui consiste à dire que le débat de fait pas changer d'avis. Une prise de conscience vertigineuse quand on tire les fils de ça.

Je lisais une étude qui montrait que c'est surtout sur les opinions politiques que le débat ne fait pas bouger les lignes. L'opinion politique fait trop appel au ressenti pour permettre qu'elle soit modifiée par un débat.

L'opinion politique c'est un artefact identitaire. Elle définit tellement l'individu que la modifier reviendrait pour un individu à se perdre. Des analyses de neurologie font la démonstration qu'on n'est pas en capacité de saborder un point de vue politique parce que ça voudrait dire quasi-

ment se suicider.

Donc si le débat ne fait pas changer d'avis.... il faut utiliser ce temps pour en faire autre chose

Déjà ça peut servir à se connaître mieux, à ce que les parties s'inter-connaissent. Qu'on sache qui est en face de soi et pourquoi lui, ou elle, a un vrai problème par rapport au sujet traité. Pourquoi cette personne ressent une injustice très forte en termes d'accès au soin, en termes d'accès aux minima sociaux, en termes de discrimination quand à sa couleur de peau, en termes de violence ressentie, qui peut être une violence purement ressentie et pas réelle.

En effet, le débat va aussi, devrait aussi servir à ça. Il sert aussi à informer les participants sur le problème en question, ce qui est loin d'être neutre. On l'a vu dans la CCC, disons qu'une partie non négligeable, voire même une partie majoritaire du temps passé par les conventionnaires, a consisté à former les conventionnaires au sujet traité. A les mettre en capacité de travailler. Ce qui, au passage, interroge fondamentalement sur la raison d'être de ce dispositif. On peut quand même assez légitimement se demander si il est normal d'aller prendre exprès des gens parfaitement profane et novice, béotiens, pour ensuite se payer le luxe de les former pendant 10 mois.

Sachant que dans le choix des formateurs qu'on fait, il y a un biais politique énorme dans ce cas là. On déforme les conventionnaires dans un direction choisie par le commanditaire

On les déforme effectivement parce qu'on choisit le casting des experts. Et on les déforme au carré parce qu'en réalité, à la fin des fins, c'est comme ça que la CCC a été conçue, c'était les conventionnaires qui décidaient avec quels experts ils allaient travailler. Là, on est dans l'auto-sélection absolue.

On retombe sur une démocratie du sachant, un pouvoir fabriqué par les sachants. Et c'est le conseil sanitaire qu'on retrouve au moment de la crise du COVID, on occulte tous les autres contextes à prendre en compte pour

fabriquer une décision politique.

Complètement, c'est pour ça qu'on défend une thèse, elle aussi iconoclaste, c'est cette notion d'expert profane. L'expertise profane c'est quoi? C'est l'expertise de certains citoyens qui ont pour particularité d'être soit très affectés par un problème social ou sociétal, et donc très connaisseurs de ce problème parce qu'il les affecte au premier chef. Ou alors des citoyens qui sont très compétents sur le sujet, parce qu'ils sont passionnés par le sujet ou parce que leur métier les prédispose à avoir un savoir connexe.

On pourrait parler d'expertise de terrain, ou d'expertise d'usage ?

Pas forcément terrain ni usage. Cette expertise peut être sécante, périphérique, indirecte dans certains cas. Mais elle est là. Elle vient compléter la panoplie de l'individu.

Ce qu'on retrouve dans la construction des politiques SIDA dans les années 80 ? où les familles de patients, les patients, les médecins ont tous voix au chapitre pour construire la politique de santé ?

L'expert profane, on le mentionne dans le livre, trouve son origine conceptuelle dans cette génération act'up des années début 90 où les victimes de VIH avaient développés une connaissance extrêmement forte et extrêmement intime de la maladie et finalement en savait parfois davantage que leurs propres médecins sur les protocoles, sur ce qui marchait ou pas, ce qui n'était pas codifié et qui marchait quand même.

Cette expertise profane est née dans les communautés de patients mais aujourd'hui on peut l'étendre à beaucoup de choses. Aujourd'hui je prétends qu'un débat sur le nucléaire pourrait mobiliser un demi millions de personnes en France, connaisseurs du nucléaire. Parce qu'ils sont, de près ou de loin, soit concernés et affectés, soit connaisseurs d'une partie de l'équation.

Ce n'est pas uniquement des patrons de centrales nucléaires, ça peut être des médecins radiologues, des intervenants dans la filière logistique de l'atome, des

riverains qui se sont posés mille et une questions sur les risques potentiels, ça peut être des ingénieurs informatique qui ont une culture réseau et qui comprennent la question de la fragilité des réseaux, les agriculteurs en dessous duquel on veut faire un stockage long terme... Quand on fait le décompte, on est rapidement surpris par l'effet volume des cercles concentriques.

On a fait un petit exercice qui est complètement métaphorique dans le livre sur la crise sanitaire. Plutôt que de mobiliser 12 prix Nobel au sein du conseil scientifique, qui est devenu conseil de défense par la suite, 12 experts reconnus et très officiels, on aurait pu imaginer élargir le cercle, ou les cercles concentriques, incluant bien sûr l'ensemble des professions de santé (médecins, chercheurs, soignants, aides-soignants, IDE, réanimateurs) ce qui fait 1 million de personnes en France; on peut y ajouter ceux qui travaillent dans la logistique qui participaient au déplacement des malades, quand on ajoute les problématiques d'approvisionnement et des coupures d'approvisionnement dans un contexte de société bloquée... on arrive à augmenter la taille des personnes concernées à 5 millions de personnes.

C'est métaphorique, on ne va pas mobiliser 5 millions de personnes. Mais entre 12 et 5 millions il y a un entre deux. Et certainement des schémas de sollicitation, le design délibératif doit être complètement re-conçu. Et ça c'est très valable à ce stade de la production et de la fabrique de la politique publique qu'on a appelé la co-construction des politiques publiques.

Mais en amont, puisqu'on commençait la discussion autour de la consultation, des ressentis et des opinions, des sentiments, tout ce discours de la démocratie narrative qu'on a puisé dans les travaux de Rosanvallon et d'autres. Cette consultation est encore plus large; il n'y a pas d'excuse à ignorer des pans entiers de la société en matière consultative. Il n'y a pas de limite à donner. Quand on comment à mettre des limites on crée les sans-voix de la démocratie, on crée les gilets jaunes, on crée un nouvel archipel. On crée les fameux invisibles, ceux qui n'ont pas le droit de parler. et ces

gens-là deviennent progressivement des affranchis de la politique, des sécessionnistes, des violents, des désabusés, des cyniques voire des populistes; jusqu'à opposer le référendum à l'état de droit. Et ça c'est la plaie de la démocratie, mais c'est une plaie qui n'est plus latente, qui est béante et on le voit bien dans la campagne actuelle, elle s'impose à nous.

Et en même temps, on reproduit le même schéma aujourd'hui, 5 ans après, 10 ou 15 ans après... parce que à chaque élection présidentielle, qui est LE grand moment incontestable de la vie démocratique française, tout le monde s'en fout des élections intermédiaires, ce moment là est cathartique en France. Ce moment de catharsis là, est complètement désigné de façon identique et répétitive depuis la création de la V^{ème} république et la création de la rencontre de l'homme providentiel avec le peuple français. Il faut vraiment changer la donne, ce qui est quand même terrible c'est que ça n'en prend pas le chemin pour cette présidentielle.

Ce qui m'interroge encore plus c'est que dire qu'à une échelle nationale, consulter 60 millions de français ça peut faire peur. Mais j'étais hier à la DU de la ville de Paris pour voir ce qu'ils font autour du PLU. Ils lancent une consultation pour co-concevoir un PLU bioclimatique avec les citoyens. La première phase de consultation/information a été un échec. Ils entrent dans la seconde phase, la construction de ce nouveau PLU, et ils n'ont pas d'autres idées à proposer que de la réunion publique en présentiel. Je suis sidéré par la pauvreté de l'imaginaire des personnes en charge de dessiner ces débats; alors qu'on est sur un territoire somme toute restreint. Je me suis beaucoup posé la question de savoir s'il y avait un rapport entre l'échelle et la "performance" de cette démocratie participative; et je n'ai pas l'impression qu'il y ait une augmentation de la performance avec une diminution de l'échelle...

C'est un vaste sujet pour les penseurs de la démocratie participative. Pourquoi ça a l'air de mieux marcher dans les petits pays du Nord plutôt que dans les grands pays du Sud. Dans ces pays

"du nord" il est clair que le dialogue social est plus apaisé. Ces sociétés, avant d'être petites en termes de tailles, sont très apaisés me semble-t-il. Ça risque de nous faire dévier vers de la sociologie électorale mais, nous, singulièrement en France, la politique nous détermine, c'est un sport national; on y accorde énormément d'importance et d'énergie positive ou négative. Je suis franco-canadien, et au Canada les gens se foutent de la politique; de manière générale le degré d'intensité et d'intention portée à la politique est faible. J'irai jusqu'à dire que les français vivant au Canada sont plus vicaux sur la politique canadienne que les canadiens pure laine.

Pour autant, je pense en effet, pour revenir au sujet "comment on design les choses différemment" que cette démocratie narrative nécessite d'être organisée, et certainement de manière complètement renouvelée. On ne sait pas collecter les récits et les témoignages et les ressentis de nos concitoyens, on sait très mal le faire. On le fait par le biais de sondage la plupart du temps, mais le sondage passe à côté de cette captation là parce que le sondage est une grille de lecture qui est insuffisamment sensible au sens premier du terme (questions fermées qui évacuent tout le non dit, toute la nuance, qui oublient la notion de nuance, qui forcent au clivage de l'opinion....). Cette narration il faut la faire émerger et il faut avoir une vraie réflexion menée par des designers sur la façon de collecter ces perceptions et ces témoignages. Je discutais ce midi avec le fondateur de Publicis Events qui me disait que récemment à la banque postale ils ont fait un travail extraordinaire en demandant aux clients de la banque postale, et singulièrement les moins de 30 ans, de partager des photos de ce qui symbolise pour eux la confiance, dans une société majoritairement dominée par la défiance. Et ils ont reçu quelque chose comme 20000 photos. Ils ont fait intervenir un pédo-psychiatre (Aldo Naouri) pour interpréter ces photos, pour dire ce que ça dit des jeunes. Ça m'a interpellé, c'est aux antipodes du sondage, ce n'est pas de la "libération de la parole" mais c'est du registre du ressenti, du sensoriel, de l'intuitif, du visuel, quasiment de la fragrance visuelle, avec un média bien plus intuitif pour le public concerné que

l'écriture par exemple. Il y a ce réflexe d'aller chercher auprès de sens qui sont "neufs" en matière politique et de craquer le sujet de l'interprétation de ces sens. Je ne sais pas analyser 20 000 photos, je n'ai pas le modèle mental. Aldo Naouri l'a peut être plus que moi, mais ça veut dire qu'il y a un chantier énorme de création de ces nouveaux langages et outils d'interprétation.

Et là, l'exemple n'est pas facile. C'est très orthogonal à ce qu'on fait aujourd'hui en démocratie participative.

J'ai un bon ami, Nathan Stern, qui se présente comme un ingénieur social, quelqu'un qui est spécialisé dans la sociologie de l'exclusion, et singulièrement des sans voix de la démocratie, le week-end il va dans les prisons pour voir comment les détenus se sentent encore citoyens, partie prenante d'une société. Et il me disait récemment qu'effectivement, l'expression écrite est inaccessible à beaucoup de gens. Donc il faut raisonner sur des objets différents.

Cela faisait partie des questions que je voulais vous poser. Dans votre ouvrage vous dites que la multiplication des moyens d'intervention (réunions publiques, mails directs...). Tous utilisent l'écrit. Il n'y a pas de message vocal, le répondeur du grand débat, le dessin ou la photo de mon futur idéal.

Oui c'est une faiblesse ontologique du dispositif. On n'a parlé qu'à ceux qui écrivent. De la même manière qu'on ne parle qu'aux connectés via legranddebat.fr même si on mais les réunions publiques à côté. Il y a tellement à dire sur les réunions publiques, elles recréent les phénomènes des inégalités sociales face à l'expression orale. C'est toujours les mêmes qui parlent, les plus diplômés ou à l'aise socialement vont accaparer la parole, les moins diplômés ou les plus défavorisés se "contentant" soit d'être silencieux, soit de poser des questions mais pas d'affirmer ou d'exprimer une intention. Quand vous avez réussi l'exploit de faire venir un type qui est au SMIC, un chômeur de longue durée, un migrant ou que sais-je, en réalité cette personne là vous l'avez faite venir mais elle ne s'est pas exprimée. Elle ne s'autorise pas à

sortir de sa position.

il y a effectivement un enjeu qui est d'autoriser les personnes à sortir de leur position pour parler depuis ailleurs. Donner le droit à tout le monde de parler

Oui! D'où la question qu'on évoquait tout à l'heure de l'adaptive leadership où on incite les personnes à se mettre à la place de quelqu'un d'autre. Mais c'est très déstabilisant, c'est très mal accompagné la plupart du temps.

N'est pas plus simple de projeter à la fois dans la peau de quelqu'un d'autre et de manière temporelle ?

Je ne sais pas si c'est plus simple, c'est même plus compliqué.

Plus simple n'est pas le terme, mais est ce que cette double projection ne libère pas plus la parole. Si on reste dans la temporalité présente, il y a des mécanismes de frein mentaux qui se mettent en place pour dire "ce n'est pas possible, je ne suis pas lui", alors que si on met en place un cadre dans lequel on s'autorise à jouer un jeu avec une projection temporelle alors la projection de persona peut se faire plus aisément pour les participants? J'ai le sentiment que dans la phase de co-définition, il y a aussi cet enjeu de projection temporelle, ne pas construire pour aujourd'hui mais pour demain.

Absolument. j'allais venir sur ce sujet de la projection et des imaginaires chers au design fiction. J'ai été longtemps un fan de cette idée qu'il fallait inciter les citoyens à imaginer des futurs souhaitables, des futurs désirables. et puis je suis devenu un peu plus critique du résultat observé. Il me semble que lorsqu'on demande aux gens de se projeter, ils n'ont pas de cadre mental, pas de référentiel mental qui leur permet aisément de penser "la France en 2050" par exemple. Et du coup, je pense qu'on n'a pas suffisamment réfléchi à ce cadre mental dans lequel on devrait se trouver pour réfléchir à l'avenir.

Par exemple, pendant le premier confi-

nement. A l'issue de ce confinement, on a beaucoup entendu parlé de ce questionnaire de Bruno Latour avec les 6 questions dont 3 ont buzzés (Quels sont les points que je suis prêt à changer dans ma vie, quels sont les éléments auxquels je suis prêt à renoncer dans ma vie? De quoi ai-je besoin pour changer?). Ca n'a l'air de rien ces 3 questions métaphysiques mais elles sont très structurantes. Elles aident à construire un imaginaire du futur, à définir le cadre dans lequel je vais m'autoriser à me projeter. Et sans ce cadre, j'obtiens des récits du type "Ben moi, j'aimerais un monde sans voiture où tout le monde est mon voisin".

Et n'est-ce pas le rôle du designer de construire le cadre dans lequel on s'autorise à se projeter ?

Si, et qu'ils le fassent!

J'avais abordé ce sujet avec Max Mollon, autour de ce qu'il a mené sur les ciseaux génétiques. D'après lui, on ne peut pas demander aux gens d'imaginer le futur avec cette techno, mais on peut leur proposer des scénarii en prenant en compte que cette techno a été mise en œuvre et les faire réagir sur ces scénarios. Pour lui le rôle du designer c'est bien de construire le cadre dans lequel on allait permettre aux gens de se projeter, pour faire débat dans ce cadre là et traduire après le contenu de ce débat en valeurs communes qui ressortent comme étant celles souhaitées par les citoyens. Ce n'était pas forcément un futur désirable, et ce n'est pas au citoyen de définir son futur mais au designer de définir le cadre pour organiser le débat dans ce cadre-là.

Oui je pense qu'il a raison. Je pense que c'est ça la bonne orientation. On a besoin d'un cadre pour se projeter. Si on se projette sans cadre, on tombe dans l'écueil des grands poncifs et des grandes idées reçues sur l'avenir. Et on se plante d'exercice sans rien apprendre. C'est peu intéressant de dire l'avenir c'est la ville à la campagne et la campagne à la ville, on a pas aller très loin. La ville sans bagnole OK, mais donc il y a des gares dans tous les quartiers, dans tous les

villages? on surquadrille le territoire de chemins de fers?

Je pense donc qu'il faut qu'il y ait un cadre, mais je ne sais pas si l'input c'est un scénario technologique. Je pense qu'il faut que la technologie on s'en foute dans un exercice de prospective.

Quand les citoyens se mettent à raisonner autour d'une techno c'est la cata, parce que ni vous ni moi n'en savez rien. Ce n'est pas à des citoyens d'imaginer les trottinettes volantes.

Pour être sûr de comprendre, ce que vous dites c'est que ce n'est pas aux citoyens de se prononcer pour ou contre une technologie.

Je ne suis même pas sûr qu'il faille qu'ils se prononcent sur une technologie. Ni pour, ni contre. Pas sûr qu'il faille que la technologie fasse partie du discours.

En d'autres termes, je pense qu'il y a plus de vertus à faire exprimer les citoyens sur les agencements sociaux du futur que sur les technologies qui permettent ces agencements.

Je suis bien d'accord, mais il faut néanmoins fixer un cadre dans lequel on réfléchit à ces agencements et ça nécessite de dire ce qui est advenues comme technologies, présenter le cadre dans lequel on réfléchit à ces valeurs

Oui mais un cadre non technologique, un cadre comportemental, un cadre sociologique. Par exemple, c'est plus intéressant de se dire que les gens se projettent demain sur une mobilité intrinsèquement collective et non pas individualiste, le prototype même de l'agencement social, je voyage avec des gens qui ne sont pas moi, qui ne sont pas ma famille. Ca c'est un agencement social. Etudier si, même sur un micro trajet, l'idée d'une mobilité collective est désirable, ou si, au contraire, le principe d'une mobilité individuelle doit être maintenu. Je n'ai pas parlé de métro, de voitures autonomes. Je ne sais pas comment je me déplace, j'ai pas eu besoin d'imaginer une trottinette collective autonome. J'ai juste fait s'exprimer des gens sur leurs désirs sociaux.

Dans une autre domaine, pas besoin de parler de télé-enseignement ou de MOOC pour savoir si on a envie ou pas d'apprendre davantage nos aînés. Je parle d'une sorte de nouveau contrat intergénérationnel autour de l'enseignement. Peut être que des gens diront: "je préfère apprendre auprès de mes grands parents plutôt qu'auprès d'un prof inconnu".

Est-ce que ce que vous me décrivez là n'est pas un effort de conceptualisation qui viendrait après la phase de consultation? On travaille sur le ressenti des gens, et il faut travailler cette matière, ces ressentis, ces narrations, pour en extraire des concepts et nourrir ainsi la phase de construction de la politique publique.

Oui, tout à fait. On est sur plusieurs objets en consultation. L'objet du registre de l'émotion, et ça il ne faut pas l'ignorer, l'objet du registre de la projection vers un avenir qui n'est pas forcément souhaitable ou exclusivement désirable. Il y a plusieurs objets à faire naître. Je pense qu'aujourd'hui, en terme d'animation, ces démarches restent très pauvres, très peu instrumentées.

N'y a-t-il pas une question de coût ?

Je ne sais pas. ça reboucle avec ce que vous me disiez sur les réunions publiques pour le PLU, le manque d'imagination. Dans le bouquin, on parle de la démocratie festive; une démocratie qui considère que l'expérience démocratique doit être totalement revue pour être, non seulement dépoussiérée mais surtout désennuyée; que l'UX de la démocratie doit être sympa, festive, célébrative. Presque aussi addictive qu'une série télé.

C'est mon credo absolu. Quand on fait de la démocratie aujourd'hui soit on s'engage, c'est très hostile et toxique. Un débat politique on en sort avec une tachycardie, on s'est énervé contre son vis à vis, contre le beauf se service. Donc une expérience douloureuse. Sinon c'est une expérience chiant; je ne sais pas si vous êtes allé voter aux élections régionales mais l'expérience utilisateur, l'expérience usager qui consiste à aller en Mairie en plein COVID, se retrouver seul

dans un couloir à expédier manu militari l'acte civique en faisant mine de choisir les deux professions de foi, glisser le bulletin dans l'urne avec un type qui de manière autoritaire déforme votre nom, c'est à pleurer

En d'autant plus qu'on n'a plus le droit de ne rien faire de cet acte politique pendant 5 ans. On vote de façon discrète sur une action continue.

Oui! Et je ne vais même pas là! Ne serait-ce que ce moment-là, le moment du vote est éprouvant! Et à aucun moment, on se saisit (les militants, les partis politiques, les sympathisants, les démocrates ou les médias) de cette opportunité dont on nous dit que c'est le contrat social par excellence, l'acte électoral est la re-création du contrat de confiance. c'est un acte manqué absolu!

On a fait le constat aux départementales et aux régionales que les français ne comprenaient rien aux domaines d'attribution d'un conseil régional ou départemental. Formons les citoyens pendant ce moment privilégié! On a 1/2 h avec les citoyens sous la main, organisons un théâtre de rue, un théâtre politique, une mise en scène, un film, un documentaire, un Ted Talk pour rappeler pourquoi on vient voter, à quoi ça sert, comment marche un conseil régional.

Pour refaire un lien avec ce qu'on disait tout à l'heure. On disait que le débat ne servait pas à faire changer les opinions mais à former les gens à la question qui était posée. Un vote c'est la clôture d'un débat, et pendant ce débat on n'a jamais formé les choses à l'objet du vote, à ce pourquoi on les fait voter

Absolument! Les medias ne font pas leur job, et ce n'est pas du populisme que de dire ça. Il y a des efforts, les comparateurs de programme par exemple, mais c'est très élitiste! C'est compliqué mais c'est là qu'un designer pourrait apporter quelque chose en simplifiant le complexe. Montrez nous une information complexe de manière simple!

Je prends l'exemple de ce moment très particulier qui est l'élection et le dépôt du bulletin de vote dans l'urne mais une ré-

union publique, un atelier citoyen qu'on organise dans une salle de fête, dans un préau d'école, avec des tables qui ne sont pas conçues pour ça, une acoustique de merde, un éclairage néon hyper violent, un manque de confort, on n'a qu'une seule envie c'est de partir! Alors que ça devrait être une célébration de l'acte politique, au sens où un festival est une célébration. Il y a un énorme effort à faire sur le lieu, l'animation créative, les modalités et le lieu de ce débat. Toute la socialisation qui va autour, il n'y a pas que les francs maçons qui font des bouffes entre commensaux, des agapes après avoir réfléchi! On devrait pouvoir faire un repas de quartier après avoir participé ou voté, faire la fête des voisins, partager un bon moment pour créer du lien après un atelier citoyen, pour susciter de l'envie de revenir le week-end suivant! Créer des affinités électives, échanger, se projeter, faire du lien et reticoter l'archipel.

Mais c'est une utopie concrète! On n'est pas tributaire d'une foutue Blockchain pour faire ça! Je pense qu'on se trompe de combat, tout comme on se trompe de combat avec les fake news. On ne parle que de ça et on va responsabiliser Facebook et les GAFA en leur reprochant de ne pas avoir recruté suffisamment de veilleurs ou de modérateurs. Mais le problème n'est pas là! Il est anormal d'aller s'informer sur FB. Les medias ne font pas leur boulot, la fabrique de l'information n'est pas en capacité de sensibiliser, d'éduquer, de former les citoyens; elle n'est pas encapacitantes.

il y a un enjeu à mettre le citoyen en capacité de faire des choix tout au long de sa vie de citoyen

Tout à fait! C'est le rôle de qui? de l'éducation en premier lieu mais c'est un poncif! Je pense qu'il y a une responsabilité des médias qui est énormissime en la matière. C'est facile de dire ça, je le sais. Mais pour autant, on ne le dit pas assez. On ne responsabilise pas assez les médias dans leur impensé cognitif et méthodologique pour restituer une information complète, fiable, systémique, complexe, compréhensible, intuitive... je mets au défi quiconque d'être en capacité en France de synthétiser en 5 minutes la

réforme des retraites! Personne n'y pige rien. Tout le monde est paumé entre l'âge pivot, l'âge machin, le truc... ce n'est pas possible

Et le seul dispositif qui est proposé pour l'expérimenter, c'est de voir ce que ça change pour soi. Ce qui ne revient pas à expliquer la réforme mais à la vivre chacun pour soi, de recréer de l'ultra-segmentation.

Exactement. On perd alors de vue les grands termes de l'équation. Pour conclure, je parle dans le bouquin de la crise cognitive qu'on n'appelle pas comme ça d'ailleurs. C'est précisément cet aveu d'impuissance, ou de négligence, des médias, des réseaux sociaux et de l'internet de manière générale (et donc de Google via le moteur de recherche). Cela crée une sorte d'oligarchie insolente de quelques sources d'informations rendues officielles par le fait même de leur classement sur la première page du moteur de recherche de Google; c'est comme ça que les gens s'informent. La plupart de nos concitoyens écoutent TF1 à 20h, sont sur FB en parallèle et, pour certains, discutent sur twitter de ce qu'ils sont en train de regarder. Et tous utilisent Google lorsqu'ils ont une question, c'est quoi l'imprescriptibilité de l'inceste. C'est vertigineux de dire ça. Notre infrastructure cognitive est déficiente.

On a confié à quelqu'un d'autre le fait de structurer l'information. De donner l'accès à l'information.

On était obligé de le faire. Il fallait des tiers pour le faire. On pensait que c'étaient les médias, le 4ème pouvoir, mais ils se sont fait bouffés par les GAFA. Mais, en étant honnête, ce n'était pas le but des GAFA de devenir des médias et ils s'en défendent d'ailleurs puisqu'ils ne produisent pas l'information. Or le problème c'est bien les contenus.

